

Jeunesses, pratiques et territoires
Cahiers de l'action
n°39

La jeunesse dans la coopération euro-méditerranéenne : un levier pour la démocratie ?

Coordonné par Claire Versini

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
Observatoire de la jeunesse et des politiques de jeunesse

Cahiers de l'action n°39

Juin 2013

Directeur de la publication

■ Olivier Toche

Directrice de la collection

■ Angélica Trindade-Chadeau

Coordination éditoriale

■ Marianne Autain

Secrétaire de rédaction

■ Christel Matteï

Réalisation graphique

■ www.lasouris.org

Contact rédaction

■ trindade-chadeau@injep.fr

Service des ventes

■ Tél. : 01 70 98 94 35

Courriel : publications@injep.fr

Boutique en ligne : <http://www.injep.fr/catalog/>

Pour nous citer : Claire Versini (coord.), *La jeunesse dans la coopération euro-méditerranéenne : un levier pour la démocratie ?*, INJEP, coll. « Les Cahiers de l'action », n° 39, Paris, 2013.

Les propos énoncés dans cet ouvrage n'engagent que leurs auteurs.

ISBN 978-2-11-129643-5

Dépôt légal à parution

AVANT-PROPOS

ANGÉLICA TRINDADE-CHADEAU	5
---------------------------------	---

PRÉAMBULE

CLAIRE VERSINI	7
----------------------	---

QUESTIONS • RÉFLEXIONS

ESTHER GELABERT

Le Printemps arabe en perspective	11
Racines et motivations.....	11
La nature du Printemps arabe	14
Les révoltes arabes et les manifestations de la jeunesse européenne	15
<i>Point de vue : Entretien avec Vincenzo Cicchelli</i>	16

JEAN-CLAUDE RICHEZ, FRANCINE LABADIE, CHANTAL DE LINARÈS

Politiques publiques de jeunesse de l’Euro-Méditerranée et empowerment	19
Jeunesse en action et EuroMed Jeunesse IV.....	20
La Banque mondiale, les ONG et les politiques bilatérales.....	23
Déclinaisons régionales et nationales	25

CLAIRE VERSINI, BERNARD ARIGNANI

La coopération euro-méditerranéenne à un tournant de son histoire	27
Historique de la coopération euro-méditerranéenne.....	27
La politique européenne de voisinage	29
Une coopération renforcée avec l’Union européenne.....	30
<i>Point de vue : Bernard Abrignani</i>	33

PRATIQUES • ANALYSES

CLAIRE VERSINI

Introduction	35
---------------------------	----

CLAIRE VERSINI

Des publics contrastés	37
Un public des deux rives.....	37
Un public précaire prioritaire : entre textes et réalités	39

Les JAMO dans les programmes européens	41
Les femmes	44
FEDERICA DEMICHELI, CLAIRE VERSINI	
La formation au cœur des échanges	49
Les formations proposées	49
Qui forme-t-on?	51
L'impact des formations	53
Quelles évolutions après le Printemps arabe?	53
CLAIRE VERSINI	
Quelles méthodes?	55
Un cadre spécifique pour des méthodes pédagogiques alternatives	55
L'éducation non formelle (ENF), un vecteur privilégié d'un apprentissage accessible à tous	57
De la complémentarité entre des cadres éducatifs différents	59
La valorisation des acquis de l'ENF	61
<i>Point de vue : entretien avec Vanessa Eichwald</i>	63
<i>Point de vue : Ognian Gadoularov</i>	65
CLAIRE VERSINI	
Pour parler de quoi?	67
Un avenir démocratique, durable et citoyen : la bataille de la jeunesse post-Printemps arabe	67
La démocratie et ses valeurs	69
Le développement durable, un outil et une fin	70
La citoyenneté active	71
<i>Expérience/Initiative : Culture des oliviers... culture de la paix</i>	75
<i>Point de vue : entretien avec Sylvie Thienot</i>	76
PISTES	
ESTHER GELABERT	
Recommandations pour une évolution	79
JEAN-CLAUDE RICHEZ, FRANCINE LABADIE, CHANTAL DE LINARES	
Les conditions d'une politique d'empowerment	83
RESSOURCES	
Bibliographie	89
Répertoire des sigles	91

AVANT-PROPOS

Avant même de porter l'Observatoire national de la jeunesse et des politiques de jeunesse, l'INJEP a été désigné Agence nationale chargée de la réalisation des programmes européens de jeunesse dès 1989. Le dernier de ces programmes, Jeunesse en action, est ainsi mis en œuvre depuis 2008 par l'Agence française du programme européen Jeunesse en action (AFPEJA), pôle de l'INJEP. L'agence héberge en outre depuis 2000 l'un des huit centres de ressources créés par la Commission européenne et dédiés au renforcement des compétences des porteurs de projets dans le cadre du programme Jeunesse en action (PEJA). C'est donc dans cette dynamique de soutien que s'inscrivent le centre de ressources SALTO-Youth EuroMed¹ ainsi que le Centre d'assistance technique et stratégique pour les agences méditerranéennes (CATSAM) : informer et former, approfondir les connaissances, favoriser l'échange de pratiques et l'élargissement des réseaux d'organisations et de professionnels. En poursuivant ces objectifs-là, c'est le développement même d'une coopération euro-méditerranéenne de qualité qui est visé.

Pour mener à bien sa mission de centre de ressources, le centre SALTO-Youth EuroMed s'appuie sur différents moyens : formations, publications, outils d'apprentissage². Des temps forts sont également proposés, sous forme de séminaires ou conférences thématiques, autour des orientations prioritaires de la Commission européenne. C'est à la suite de la conférence organisée à la maison de l'Europe à Paris le 13 septembre 2011 et intitulée « Coopération euro-méditerranéenne et jeunesse : une nouvelle donne ? » que l'idée de cet ouvrage a germé puis a été confortée par le succès du séminaire et de la conférence du 10 février 2012, organisés à Lyon sur le thème « Jeunesses euro-méditerranéennes : de l'indignation à l'engagement »³.

Si le processus de Barcelone ouvert en 1995 a mis à l'agenda politique la question de la coopération dans le champ des politiques de jeunesse entre l'ensemble des pays de l'Union européenne et ceux de la rive sud de la Méditerranée, les événements dits du Printemps arabe questionnent non seulement l'évolution des pays concernés mais également les coopérations existantes et à venir. Quelle sera désormais la place des jeunes et leur participation à la démocratisation de la société ? Un tel contexte incite inévitablement l'ensemble des acteurs de la société civile ainsi que les décideurs politiques en Europe à réinterroger leurs politiques et leurs dispositifs de coopération euro-méditerranéenne.

Conscients de ces interrogations « nouvelles », nous avons souhaité revenir sur ce qui constitue la spécificité des projets de coopération EuroMed dans le domaine de la jeunesse, tant à partir des formations que des projets d'échanges ou de coopération. Le raisonnement ici déployé suit ainsi l'analyse des publics concernés, de la formation proposée, des méthodes utilisées ainsi que des thèmes supports de l'action. Les différents textes donnent en conséquence l'occasion de revenir sur des enjeux importants : les apports des révoltes du Printemps arabe, le cosmopolitisme

1. Voir présentation plus détaillée p. 9.

2. www.salto-youth.net/rc/euomed

3. Voir notamment les recommandations discutées lors de cette conférence, dans la partie Pistes, p. 79.

des jeunes, la notion d'*empowerment* des jeunes, les évolutions récentes de la coopération euro-méditerranéenne, le contenu des projets.

En France, deux autres espaces de coopération tentent de réinventer depuis plusieurs années les pratiques: la coopération décentralisée à l'échelon des collectivités territoriales et les programmes concertés pluri-acteurs (PCPA) portés par le ministère des Affaires étrangères et européennes. Un séminaire s'est ainsi tenu au mois de novembre 2012 sur « La jeunesse actrice du changement en Méditerranée » en partenariat avec la ville de Grenoble et un réseau national de coopération décentralisée⁴. Lors de ce rendez-vous, qui a réuni une centaine de participants, il a été question de définir davantage l'implication des jeunes dans les politiques publiques locales de jeunesse, comme axe d'échanges et de travail avec les partenaires de coopération ici et là-bas. Autre point important soulevé: la visibilité des dispositifs de mobilité pour les jeunes en Méditerranée auprès des acteurs du champ de la jeunesse. Enfin, l'articulation entre les différents programmes et dispositifs concernant les jeunes méditerranéennes (PCPA, AFPEJA, service civique, fondation Anna Lindh⁵) a été rappelée comme une urgence.

Dans le cadre des programmes concertés pluri-acteurs⁶, il convient de souligner que celui dédié au Maroc entre 2006 et 2010 a placé au cœur de l'action la mise en place d'une plateforme de concertation regroupant associations et pouvoirs publics afin de mettre en cohérence les projets de développement destinés à la jeunesse marocaine. Là encore, au-delà du renforcement des liens entre les organisations de la société civile du Sud et du Nord et de l'échange de pratiques entre elles, il s'agissait, à travers la concertation entre associations françaises et marocaines et les pouvoirs publics, de contribuer à une plus grande implication des jeunes dans la société marocaine.

D'après toutes ces initiatives visant à la fois à développer la coopération euro-méditerranéenne et la participation des jeunes dans la construction des sociétés de demain, la question de la réciprocité reste posée. En d'autres termes, comment dépasser l'échange interculturel dans sa dimension unilatérale (bénéfique surtout pour le Sud?) pour aller vers une interpénétration des pratiques ici et là-bas, en toute réciprocité? Comment faire pour diversifier les publics, touchant aussi bien l'ensemble des professionnels (et pas que les directeurs de structures...) et les jeunes, notamment les « peu informés » ou « peu qualifiés »? Comment s'appuyer sur les citoyens, sur les leviers locaux, sur les ressources et potentiels des migrants d'origine méditerranéenne pour imaginer le changement autrement? Autant d'interrogations stimulantes qui accompagnent la lecture de ce numéro de la collection « Cahiers de l'action ».

Angélica TRINDADE-CHADEAU,
directrice de la collection, INJEP

4. www.cites-unies-france.org/spip.php?article1626

5. www.euromedalex.org/fr ; la Fondation Anna Lindh a organisé du 4 au 7 avril à Marseille son Forum méditerranéen.

6. *Mieux faire société ensemble-La concertation des programmes concertés pluri-acteurs à une rénovation du dialogue entre sociétés civiles et pouvoirs publics. Document de capitalisation d'expériences*, mai 2008.

PRÉAMBULE

Sud de la Méditerranée : à l'heure où certains des pays qui ont connu des soulèvements se dotent de nouveaux gouvernements, d'autres ont conservé leur régime initial ou continuent de subir l'autoritarisme du pouvoir en place, et leur avenir politique, économique et social demeure confus.

Nord de la Méditerranée : à l'heure où dévaluations et plans économiques menacent, frappent ou tentent de sauver les pays du sud de l'Union européenne, l'avenir semble tout aussi incertain.

Seule certitude, la jeunesse a été, à tout le moins, impliquée, quand elle n'a pas été à l'origine du Printemps arabe au Sud – quelle qu'en soit son acception – ou des mouvements de révoltes de jeunesse au Nord. Le mouvement qu'elle a initié prend désormais de l'importance et se déploie sous différentes formes.

D'aucuns parleraient de « *youth empowerment* » au sens démocratique du terme, au sens de « se sentir partie prenante de, s'émanciper collectivement et individuellement grâce à un pouvoir partagé, être capable de se mobiliser pour une cause partagée¹ ».

Si cet élan démocratique et citoyen a pu prendre différentes formes au temps de « l'Indignation » (mouvement des Indignés en Europe, révoltes étudiantes en Grèce et au Royaume-Uni, révolutions et soulèvements au sud de la Méditerranée), le temps de l'engagement semble venu pour de nombreux jeunes. Un engagement qu'a toujours soutenu l'Union européenne (UE), et dont elle cherche désormais à accompagner les évolutions.

À l'origine de ce mouvement, l'aspiration des jeunes de tous ces pays à plus de démocratie et de participation citoyenne. Maintenant que ces attentes ont été révélées, la jeunesse s'emploie à construire une démocratie à son image.

Pour ce faire, elle est demandeuse de conseils, de bonnes pratiques et de soutiens qui permettront aux initiatives et projets qu'elle souhaite d'ores et déjà mettre en place de bénéficier au plus grand nombre et de faire progresser démocratie et citoyenneté tout autour de la Méditerranée.

Pour mieux comprendre les différents besoins, initiatives et projets répondant à ces objectifs, l'INJEP, l'Agence française du programme européen Jeunesse en action (AFPEJA), les SALTO-Youth EuroMed et le Centre d'assistance technique et stratégique pour les agences méditerranéennes (CATSAM) ont tenu diverses conférences qui ont posé les jalons d'une collaboration inédite entre Union européenne et pays du Sud. Car si cette collaboration s'inscrit dans la continuité d'échanges euro-méditerranéens plurimillénaires, et plus particulièrement dans celle de programmes européens encourageant les échanges entre les deux rives de la Méditerranée, elle prend désormais un nouveau tour. Elle évolue avec cette nouvelle jeunesse, une jeunesse à la fois plurielle, comme elle l'a été de tout temps, mais qui développe aussi de nombreuses caractéristiques communes, tant dans ses revendications que dans son engagement.

1. Voir le chapitre « Politiques publiques de jeunesse de l'Euro-Méditerranée et *empowerment* », p. 19.

Cette jeunesse de plus en plus cosmopolite² cherche à devenir actrice de son avenir dans une mondialisation dont elle est la première à bénéficier comme à souffrir et qu'elle ne veut plus subir.

En quoi cet engagement est-il différent de l'implication qu'avaient déjà les leaders et organisations de jeunesse, ainsi que les jeunes eux-mêmes avant le Printemps arabe? Dans quelle mesure l'UE accompagne-t-elle, soutient-elle ou influence-t-elle ces évolutions? Quelle place pour l'innovation et la découverte de nouveaux horizons pour une jeunesse de plus en plus engagée?

Ce fut notamment l'objet des débats qui ont eu lieu lors du séminaire « Jeunesse euro-méditerranéenne : de l'indignation à l'engagement » organisé à Lyon, du 7 au 10 février 2012, en collaboration avec l'université Lyon II, la Maison de l'Orient et de la Méditerranée (MOM) et le groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO), et qui ont réuni plus de cinquante acteurs clés du domaine de la jeunesse et du travail social des deux rives de la Méditerranée.

Ils ont révélé cette volonté commune de promouvoir la participation active des jeunes à la construction d'une démocratie qui réponde à leurs aspirations, et ce au travers de nombreuses initiatives ciblant des publics et des supports différents et portées par des structures variées.

Il s'agit dès lors de s'interroger ensemble sur les pistes suggérées par les soulèvements et l'éveil des consciences citoyennes et démocratiques – et surtout des opportunités de les faire s'exprimer – de part et d'autre de la Méditerranée.

C'est sur ces problématiques que cet ouvrage revient, élargissant le champ de réflexion à une analyse des initiatives et projets d'échanges, de volontariat, de formation et de partage de savoirs et de savoir-faire entre les deux rives de la Méditerranée, soutenus par l'Union européenne.

La partie Questions • Réflexions reviendra sur la mise en perspective des mouvements de jeunes ainsi que sur les formes nouvelles que prend la collaboration de l'Union européenne avec les pays MEDA³, de sa place au sein des programmes de soutien aux initiatives de jeunes dans la région, et des nouvelles perspectives qu'ouvrent les mouvements de jeunesse pour le champ d'action de la collaboration euro-méditerranéenne.

La partie Pratiques • Analyses s'attachera à mieux comprendre l'évolution en cours sur le terrain, en se basant sur des projets mis en place depuis les soulèvements pour mieux analyser les demandes, les sujets et les publics que concernent ces initiatives.

Ces réflexions permettront d'enrichir la partie Pistes qui proposera différentes voies d'évolution et de progrès pour la collaboration euro-méditerranéenne.

Claire VERSINI,
stagiaire de SciencesPo, Paris

2. Voir le « Point de vue de Vincenzo Cicchelli », p. 16.

3. Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Territoires palestiniens occupés, Tunisie.

L'INJEP ET LA COOPÉRATION EURO-MÉDITERRANÉENNE

AGENCE FRANÇAISE DU PROGRAMME EUROPÉEN JEUNESSE EN ACTION (AFPEJA)

L'Agence française du programme européen Jeunesse en action (AFPEJA) est implantée à l'INJEP ; elle est chargée, au nom de la Commission européenne, de la mise en œuvre et du développement du programme européen Jeunesse en action en France.

L'actuel programme européen Jeunesse en action concerne plus de 30 pays européens et couvre la période 2007-2013. Il est accessible à tous les jeunes de 13 à 30 ans, quelles que soient leurs conditions (sociales, économiques, scolaires...), et aux acteurs de jeunesse (associations, collectivités territoriales, missions locales...). Pour 2013, l'enveloppe dévolue à la France s'élevé à près de 15 millions d'euros. En 2012, plus de 18 000 jeunes Européens dont 8 600 Français ont bénéficié de l'appui de l'agence.

Le programme apporte un soutien pédagogique et financier à un large panel d'activités rassemblées dans cinq grandes « actions », se déroulant hors cadre scolaire ou professionnel. Il favorise notamment la mobilité des jeunes en Europe par des actions collectives ou individuelles. Les actions collectives comprennent des échanges de groupes, l'échange de pratiques autour du travail de jeunesse ou la réalisation des initiatives créatives et novatrices des jeunes. Les actions individuelles sont celles relatives au service volontaire européen (SVE).

Certains projets impliquant des pays méditerranéens partenaires peuvent être financés par Jeunesse en action si l'activité se déroule dans un pays européen (en revanche, si l'activité se déroule dans un des pays méditerranéens impliqués dans le processus de Barcelone, il pourra être financé par un autre programme européen régional : EuroMed Jeunesse).

www.jeunesseenaction.fr

CENTRE DE RESSOURCES SALTO-YOUTH EUROMED ET BONNES PRATIQUES

L'AFPEJA héberge un des huit centres de ressources créés par la Commission européenne pour renforcer la qualité des projets dans le programme Jeunesse en action. Il existe également des centres de ressources sur chacune des priorités thématiques (bonnes pratiques, diversité culturelle, inclusion, participation...) ou géographiques du programme (EuroMed, Europe du Sud-Est, Europe de l'Est et Caucase).

SALTO-Youth (SALTO pour Support and Advanced Learning & Training Opportunities) peut être traduit par « soutien et opportunités de formation et d'apprentissage avancés ». Comme son nom l'indique, le centre SALTO-Youth EuroMed a pour but d'encourager la coopération euro-méditerranéenne en matière de jeunesse par la promotion de ce programme et de ses actions. Il favorise également l'échange de bonnes pratiques pédagogiques dans le domaine de la formation.

En coopération avec les agences nationales et les unités du programme EuroMed Jeunesse, SALTO-Youth EuroMed organise des formations thématiques, des séminaires et des conférences sur les priorités EuroMed Jeunesse. Celles-ci permettent aux participants de partager, de tester, d'analyser, de transférer et de développer de nouvelles idées de projets, de nouveaux partenariats et d'intégrer ces priorités dans leurs futurs projets.

SALTO-Youth EuroMed intervient dans trente-trois pays du programme et huit pays partenaires méditerranéens : Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Territoires palestiniens occupés*, Tunisie.
www.salto-youth.net/euromed (site en anglais.)

* Depuis la résolution adoptée par l'ONU en novembre 2012, la Palestine est devenue « État observateur non membre » des Nations unies et le terme remplace désormais dans les documents des instances internationales celui de « Territoires palestiniens occupés ». Nous avons néanmoins gardé ici les termes qui figuraient dans les différents documents utilisés pour et pendant la rédaction de l'ouvrage.

PRÉAMBULE

CENTRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET STRATÉGIQUE POUR LES AGENCES MÉDITERRANÉENNES (CATSAM)

Depuis juillet 2010, l'INJEP a été reconduit, suite à un appel d'offres de la direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne, comme Centre d'assistance technique et stratégique pour les agences méditerranéennes (CATSAM) pour la quatrième phase du programme EuroMed Jeunesse.

CATSAM apporte un soutien aux unités implantées dans les huit pays partenaires de la rive sud de la Méditerranée pour la mise en œuvre du programme EuroMed Jeunesse sur leurs territoires respectifs.

Lancé en février 2011 et financé jusqu'en juin 2013, le programme EuroMed Jeunesse IV favorise les projets d'échanges de jeunes, de volontariat et de formation entre les pays partenaires méditerranéens signataires, hors Union européenne, et plus de trente pays européens. Les objectifs généraux du programme sont de promouvoir un dialogue interculturel entre les jeunes de la région euro-méditerranéenne, de les encourager à devenir des citoyens actifs et de contribuer à la conception de politiques en faveur de la jeunesse.

La mission du CATSAM est de soutenir les unités EuroMed Jeunesse des huit pays participants (pays MEDA): Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Territoires palestiniens occupés et Tunisie dans le cadre du programme européen EuroMed Jeunesse IV. Ce programme décentralisé a pour but de renforcer le partenariat entre les deux rives de la Méditerranée dans le domaine de la jeunesse. Le contrat commencé en juin 2010 s'achèvera en juin 2013, mais une prolongation du programme jusqu'à décembre 2014 est déjà prévue.

Les objectifs spécifiques du CATSAM sont:

- fournir aux autorités nationales des pays MEDA en charge de la jeunesse des conseils techniques et une acquisition de compétences pour l'exécution opérationnelle du programme EuroMed Jeunesse IV;
- assurer la supervision des activités visant à promouvoir les échanges de jeunes, le service volontaire et les formations et mises en réseaux dans la région euro-méditerranéenne;
- soutenir la définition et la mise en place d'une stratégie de formation spécifique au programme EuroMed Jeunesse IV s'intégrant dans les stratégies éducatives des pays concernés;
- mettre en place une stratégie de communication visant à valoriser, promouvoir et diffuser l'information sur le programme et ses résultats: création d'un site web, de brochures d'information et de publications.

www.euromedyouth.net

LES PROGRAMMES EUROPÉENS POUR LA JEUNESSE

Direction générale de l'éducation et de la culture (Commission européenne)	Jeunesse pour l'Europe I	1989-1991
	Jeunesse pour l'Europe II	1992-1994
	Jeunesse pour l'Europe III	1995-1999
	Service volontaire européen	1996-2000
	Jeunesse	2000-2006
	Jeunesse en action	2007-2013
Direction générale du développement et de la coopération et direction générale de l'éducation et de la culture	EuroMed Jeunesse	1999-2001
	EuroMed Jeunesse II	2002-2004
Direction générale du développement et de la coopération (Commission européenne)	EuroMed Jeunesse III	2005-2008
	EuroMed Jeunesse IV	2009-2013 prolongé jusqu'à fin 2014

Le Printemps arabe en perspective

ESTHER GELABERT¹,

spécialiste de la coopération euro-méditerranéenne, directrice de Belies Consulting SL

Les soulèvements arabes, communément appelés Printemps arabe (*al-Thawrat al-Arabiyyah*) consistent en des processus complexes qui ont été l'objet de différents récits, descriptions et interprétations. Il convient donc dans un premier temps de déconstruire ces révoltes, dans le but de fournir à la fois une clarification du rôle de la jeunesse et de ses conséquences, ainsi qu'une analyse claire des perspectives à venir.

Parmi les nombreux axes qui permettront de décortiquer ces événements, et de mieux comprendre ce qu'ils impliquent pour l'engagement des jeunes et des organisations de jeunesse, nous nous interrogerons sur les racines et les motivations de ces révoltes et soulèvements; sur leurs acteurs; sur les valeurs de ces acteurs ainsi que sur le rôle des réseaux sociaux. Ces axes de réflexion fourniront les bases de l'analyse développée dans la partie Pratiques • Analyses, qui visera alors à comprendre la réalité des implications de ces événements sur le travail de jeunesse euro-méditerranéen.

Racines et motivations

La première vague de révoltes antigouvernementales dans les pays arabes a éclaté en décembre 2010 en Tunisie, puis une deuxième est apparue en Égypte deux mois plus tard. Elles se sont ensuite propagées dans les sociétés arabo-musulmanes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Afin de remettre en perspective ces différentes vagues de révoltes, il s'agit dans un premier temps d'en comprendre le contexte et la nature.

Le contexte

La rapidité de la diffusion des soulèvements arabes n'a pas seulement été le résultat de l'usage des technologies de communication moderne en ligne par la jeunesse. Les régimes militaires autocratiques en place, qui concentraient la richesse entre les mains de quelques

1. Une partie de cet article a déjà été publiée en anglais dans *Meet'in Euromed*, n° 15, septembre 2012 (http://euromedyouth.net/IMG/pdf/19injep_meet_in_euromed_bat_180912.pdf).

privilegiés, ne parvenaient plus à satisfaire les besoins des nouvelles générations. L'une des causes des révoltes repose ainsi dans le refus de la jeunesse d'accepter le *statu quo* qui avait jusqu'alors maintenu la stabilité dans ces pays.

À l'origine des soulèvements se trouvent donc une détresse socio-économique ainsi qu'une marginalisation de la jeunesse qui va au-delà d'une simple rébellion de jeunes éduqués contre des règles autoritaires.

D'une part, les facteurs démographiques et culturels menant à un chômage de masse ont constitué l'une des problématiques les plus cruciales. Le taux de chômage a aussi détérioré les conditions de transition de l'adolescence à l'âge adulte, touchant les structures sociales et provoquant une frustration que la jeune génération de ce début de XXI^e siècle n'était plus prête à accepter.

D'autre part, et de manière plus pragmatique peut-être, ces régions ont connu une augmentation de l'indice des prix des aliments de base allant de pair avec une pauvreté qui touchait progressivement toutes les couches de la population. Les oligarchies autoritaires au pouvoir n'ont pas su, ou n'ont pas été enclines à introduire les réformes sociales, politiques et structurelles, nécessaires au règlement de ces problèmes.

DE LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE DANS LES PAYS DU MOYEN-ORIENT ET D'AFRIQUE DU NORD (MOAN)

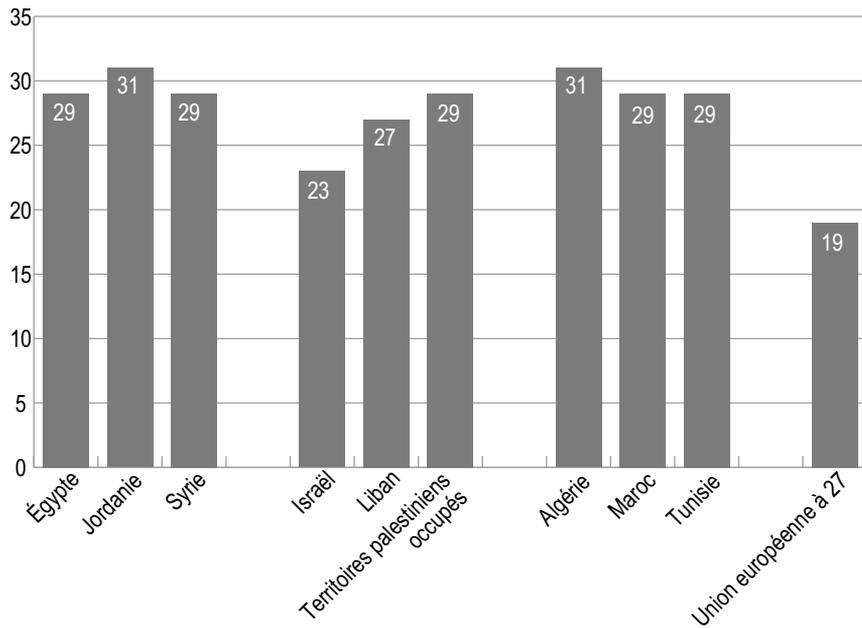
Les pays MOAN ont engagé leur transition démographique depuis les années 1950. Le taux de fécondité a drastiquement diminué, allant de pair avec une alphabétisation croissante et un essor des études secondaires et supérieures.

Paradoxalement, en dépit d'un important budget consacré à l'éducation depuis une trentaine d'années menant à une forte scolarisation dans le secondaire et le supérieur, la tranche d'âge la plus touchée par le chômage reste les 15-29 ans qui constituent 90% des chômeurs. Ces jeunes sans emploi sont entre 20% et 40% d'entre eux, alors que le taux de chômage au Moyen-Orient et en Afrique du Nord oscille pour cette tranche d'âge entre 10% et 20%. Cette situation est en partie due aux effets de la phase d'expansion qui avait précédé la transition démographique, mais aussi au manque de restructuration d'un marché du travail qui n'est pas prêt à absorber les flux massifs de demandeurs d'emplois malgré une croissance soutenue*.

Le fait que le chômage de masse concerne ainsi une génération de jeunes pourtant plus diplômée que celle de leurs parents conduit non seulement à une paupérisation et à une marginalisation de la jeunesse, mais aussi à un sentiment d'indignation qui s'est peu à peu mêlé à la révolte.

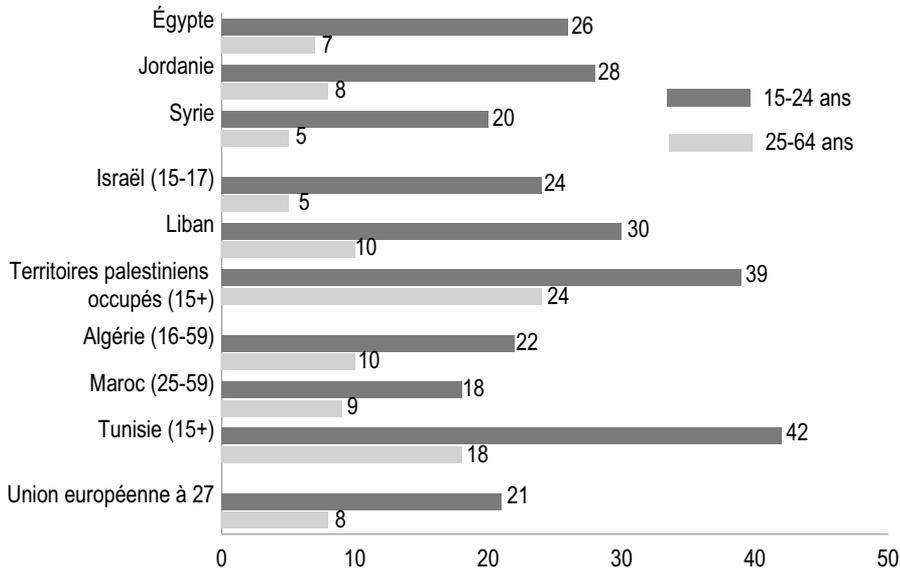
* Pech T., « Monde arabe 00: les ressorts de la révolte », *Alternatives économiques*, « Génération Galère », n° 300, mars 2011.

Graphique 1. Proportion des 15-30 ans dans la population totale, 2010 (en %)



Source : *Union for the mediterranean regional employability review. The challenge of youth employment in the mediterranean*, ETF, 2012, p. 57 (United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, population estimates [medium variant method]; UE-27 : Eurostat).

Graphique 2. Taux de chômage par groupe d'âge, 2010 (en %)



Note : Territoires palestiniens occupés et Maroc : chiffres de 2009 ; Égypte, Israël et Tunisie : chiffres de 2011.
Source : *Union for the mediterranean regional employability review. The challenge of youth employment in the mediterranean*, ETF, 2012, p. 59 (National statistics offices, LFS databases and publications).

Dès lors, la région est entrée dans une phase d'incubation, au cours de laquelle les conditions économiques et sociales se sont dégradées, qui a atteint son apogée lors de la dernière décennie. Dès 2004, des manifestations de travailleurs et de jeunes éclatèrent, comme en Égypte le 6 avril 2004 à Mehalla, où se créait le mouvement Kefaya en 2006. De telles prémices ont notamment permis à la jeunesse d'acquérir un accès toujours plus important et des compétences croissantes en matière d'usage d'Internet. Ils avaient entamé leur marche vers l'activisme politique.

Plusieurs événements ne vont pas tarder à donner de l'ampleur à la révolte latente. En Tunisie, ce fut l'immolation le 17 décembre 2010 de Mohamed Bouazizi, un vendeur ambulancier de légumes, éduqué mais pourtant au chômage, à qui on avait confisqué son outil de travail. En Égypte, la jeunesse d'Alexandrie a débuté le mouvement en relayant sur la page Facebook « Nous sommes tous Khaled Said », l'histoire de ce jeune homme tué par la police le 6 juin 2010.

Mais ces éléments déclencheurs n'auront fait que précipiter l'action qu'appelait un sentiment de révolte résultant de facteurs multiples, démographiques, sociaux et technologiques.

La nature du Printemps arabe

Les soulèvements arabes ont pris de court les régimes en place ainsi que les observateurs internationaux qui ne les ont pas vu venir.

Parmi les caractéristiques spécifiques des soulèvements tunisiens et égyptiens, partagées par d'autres révoltes arabes dans la région, on retrouve :

- l'absence d'un quelconque leadership politique de ces révoltes qui ont été alimentées par des réseaux sociaux fonctionnant de manière horizontale ;
- l'active participation non violente de la jeunesse et des mouvements de jeunesse, main dans la main avec la participation populaire et le rôle actif des jeunes femmes ;
- le caractère séculaire, ni idéologique, ni religieux, de demandes uniquement focalisées sur des réclamations d'ordre politique.

L'absence de leadership, comme de la participation, constitue une première caractéristique du mouvement. La jeunesse arabe a initié le mouvement puis en prit la tête, accompagnée par les travailleurs, et de nombreuses révoltes « spontanées » et d'actions politiques contre les régimes en place, sans leadership déclaré ou intervention de forces politiques traditionnelles, se manifestent. Le centre opérationnel improvisé par de jeunes activistes dans les locaux d'une compagnie touristique abandonnée près de la place Tahrir, au Caire, où ils recevaient les journalistes et d'où ils pouvaient organiser des actions sur le terrain, en est un bon exemple. Cette absence de leadership n'aura qu'un temps, mais il convient de souligner qu'à l'origine, avant de s'étendre à d'autres classes sociales et de devenir des révoltes populaires d'échelle nationale incluant des activistes de différents horizons politiques, ces révoltes étaient menées par les jeunes, avec pour caractéristique d'être non violentes.

Les valeurs menant à la révolte sont elles aussi l'un des éléments spécifiques au Printemps arabe. La liberté, la dignité et la justice sociale, ainsi que l'accès aux aliments de première nécessité, constituaient la base des demandes des manifestants. Les soulèvements se réclamaient de valeurs humanitaires universelles et ne comportaient pas, à l'origine, de demandes d'ordre religieux. Le point commun sur lequel se focalisaient ces révoltes emmenées par la jeunesse ? Le fait de demander le départ, la démission de leurs dirigeants. Ce qui ne fournissait pas de programme pour l'après-révolution, constituant de ce fait une faiblesse évidente pour la réalisation de leurs objectifs.

Enfin, le rôle des médias, tant traditionnels que sociaux, a constitué une dernière grande caractéristique du mouvement. Si les réseaux sociaux ont joué un rôle de mobilisation important, le rôle d'Al Jazeera et d'autres médias traditionnels n'est pas à négliger pour autant.

Les révoltes arabes et les manifestations de la jeunesse européenne

Ces révolutions démocratiques qui ont eu lieu dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont souligné l'incroyable courage et le sens de la dignité des jeunes qui en ont pris la tête. Il s'agissait de révoltes spontanées impliquant toutes les classes sociales. Elles ont inspiré divers mouvements dans d'autres pays, comme celui des Indignados en Espagne (2011-2012), les manifestations portugaises et grecques ou le mouvement Occupy Wall Street aux États-Unis. Bien que ces mouvements ne reposent pas exactement sur les mêmes demandes, on peut néanmoins noter des parallèles quant aux formes de mobilisation sociale, l'utilisation de technologies modernes comme les médias sociaux et dans les méthodes de protestation pacifique *al-Mouthahara al Silmiyya*. Cependant, les slogans étaient différents : les révoltes arabes ciblaient des régimes considérés comme autoritaires, répressifs et corrompus, là où les Indignados réclament plus d'équité sociale, d'efficacité gouvernementale et d'opportunités.

Les manifestations espagnoles et le mouvement Youth without future pouvaient être suivis à la trace sur les réseaux sociaux. (Certains sites contestataires sont d'ailleurs créés, à l'instar de Real democracy now aux États-Unis.) Même si les manifestants espagnols constituaient un groupe hétérogène, ils partageaient un fort rejet de la situation de non-emploi aggravée par la crise économique, les coupes budgétaires ainsi que le manque de représentativité bipartite. Les rassemblements ont débuté à Madrid sur la Puerta del Sol (mai 2011) et dans quelque cinquante autres villes.

Alors que les Indignés européens réclamaient plus de justice, la jeunesse arabe demandait liberté et justice. Les soulèvements arabes se démarquent des révoltes de travailleurs qui ont ponctué l'histoire récente – en Algérie en 1977, à Gafsa en Tunisie en 2008, ainsi que dans l'industrie textile et du coton à Mehalla en Égypte – et qui ont perduré ces dernières années. Leur caractère massif et spontané englobait les travailleurs à d'autres mouvements. Les soulèvements arabes sont simultanément une révolution sociale et démocratique.

Avec les révolutions arabes, la jeunesse de la région est devenue un modèle universel en termes de capacité de mobilisation et d'un activisme civique et politique capable, avec le support populaire, de délégitimer et renverser des régimes autoritaires. Un modèle qui a pu inspirer ou alimenter les mouvements de jeunesse au nord de la Méditerranée avec laquelle la jeunesse sud-méditerranéenne partage sa soif de démocratie, de justice et de liberté, bien que les aspirations ne proviennent pas de situations initiales similaires.

POINT DE VUE

LE PRINTEMPS ARABE C'EST LA PREMIÈRE RÉVOLUTION COSMOPOLITE !

Entretien avec Vincenzo Cicchelli *. Extraits **

En début d'entretien, Vincenzo Cicchelli défend une vision cosmopolite de la jeunesse : « L'accélération de la globalisation, le fait que les pays et les civilisations qui composent l'humanité sont aux prises avec une interdépendance jamais atteinte dans l'histoire a abouti à la construction d'un monde commun, avec des valeurs et des aspirations partagées qui cohabitent avec le spécifique, le local, le national. Cette double appartenance, cette double proximité, à la fois, à son pays, à sa culture et au monde globalisé, ses valeurs, ses technologies, c'est cela le cosmopolitisme. Grâce à la globalisation, le cosmopolitisme est devenu un élément consubstantiel de l'existence des jeunes. »

Le cosmopolitisme est-il réellement partagé partout ?

Ou est-ce le propre des élites urbaines des pays occidentaux ?

La construction d'un monde commun n'est plus aujourd'hui exclusivement l'œuvre d'une élite cosmopolite. Le cosmopolitisme est en train de devenir une condition commune, porteuse de valeurs et d'aspirations partagées à l'échelle du monde, ce qui les rend universelles. Oui, il existe encore bien évidemment des différences en fonction des classes sociales, des origines géographiques et culturelles. Oui, tous les jeunes ne voyagent pas et ne sont pas tous à l'aise avec les langues étrangères. Et pourtant, lors de mes voyages, je vois qu'en dépit des différences culturelles et identitaires fortes les jeunes générations partout dans le monde ont comme un air de famille.

Par exemple, il y a chez les jeunes Arabes qui se sont érigés contre l'ordre établi des aspirations qui relèvent de normes et de valeurs d'une modernité engendrée par la globalisation. La globalisation ne conduit pas forcément et toujours au repli de soi, au rejet des valeurs occidentales. Ainsi sans toujours vouloir épouser les valeurs occidentales, la majorité des jeunes Tunisiens et Égyptiens veulent des conditions de vie décentes, avec des moyens matériels qui leur assurent un avenir, une vie sûre, un État démocratique garantissant dignité et respect pour tous. Ils ne supportent plus de vivre dans des sociétés où la seule réponse à ces aspirations légitimes est la brutalité policière, les exactions de fonctionnaires corrompus, la confiscation de la démocratie par une classe dirigeante népotiste, clientéliste, affairiste. Cet universel « positif », les jeunes Arabes l'exigent et ont lutté pour y accéder. Pour ce faire, ils ont mobilisé tous les modes opératoires de cette modernité : ils se sont mobilisés sur les réseaux sociaux. Ils ont diffusé l'information à travers les blogs. Ils ont véhiculé leurs idées et leurs aspirations à travers des sites internet contestataires. En ceci je pense que le Printemps arabe est la première révolution cosmopolite dans l'espace euro-méditerranéen. Peut-on pour autant conclure que partout dans le monde, chaque fois que les jeunes constateront une distorsion trop forte entre les valeurs et les règles positives d'un monde cosmopolite et celles de la nation où ils vivent, il y aura soulèvement ? Il faut attendre de voir ce qui se passera en Chine pour répondre positivement.

On vous sent particulièrement critique également sur la réponse des décideurs occidentaux, et notamment européens, aux jeunes des pays de la rive sud ?

Je pense que dix ans après le 11 septembre, on constate que l'islamisme radical n'est pas la seule force contestataire dans ces sociétés. Il y a une autre alternative, plus démocratique. Même en Égypte où la seule véritable opposition structurée a été islamiste pendant longtemps, on a vu se déclencher une révolution démocratique qui parvient à renverser l'ordre établi. On dit que le XXI^e siècle sera démocratique ou ne sera pas. Du coup, si certains analystes estiment que le XXI^e siècle a commencé avec le 11 septembre 2001, je pense qu'on peut dire qu'il commence avec le Printemps arabe. Et pourtant, face à cet immense espoir qui se lève sur la rive sud, la seule chose qu'on entend dire en Europe c'est : « Ils vont venir chez nous ! » On voit bien que l'espace public méditerranéen, comme espace public transnational, n'existe pas. La nation reste encore trop souvent le canon, l'unité de mesure. On met en avant dès lors des intérêts nationaux face aux enjeux plus larges de l'espace euro-méditerranéen. Pourtant on voit bien que les jeunes, à travers les forums sur Internet, les réseaux sociaux, les blogs, ne cessent de créer et d'inventer, certes à l'état virtuel, des espaces publics transnationaux. Ici la coupure générationnelle est évidente. Les jeunes en raison de cet accroissement de l'univers numérique et virtuel sont beaucoup plus armés que les adultes pour maîtriser cette cosmopolitisation du monde qui ne se réduit pas à la seule globalisation économique. Il faut s'inspirer de leurs pratiques pour comprendre le monde tel qu'il est et pouvoir y agir.

En termes de coopération, il faut que des sociétés civiles fortes émergent dans le monde arabe, et que l'on s'adresse à leurs représentants, sinon on gardera comme interlocuteurs des cadres de l'ancien système. Les acteurs de la coopération euro-méditerranéenne en matière de jeunesse ont ici un rôle clé à jouer, mais là encore, il nous faut changer d'approche. Il faut arrêter de considérer les citoyens de la rive sud comme des éternels mineurs, car la démocratie n'est pas seulement bonne pour les Occidentaux. Les droits de l'homme s'affirment comme une valeur universelle et non plus comme une caution de dominant. Tant mieux. Désormais nos démocraties n'ont plus de leçons à donner. Qu'on en prenne acte, sinon la nouvelle force qui est portée par des millions de jeunes Arabes va tomber à l'eau. La déception serait trop forte et les sirènes du radicalisme trop séduisantes.

* Maître de conférences (université Paris Descartes, GEMASS, Paris IV-CNRS), il travaille sur l'autonomie de l'adolescence et de la jeunesse dans une perspective comparative euro-méditerranéenne, plus récemment sur la socialisation cosmopolite, l'identité européenne et les mobilités internationales. Il est membre du conseil scientifique de l'INJEP.

** Retrouvez l'interview complète à l'adresse www.injep.fr/Vincenzo-Cicchelli-Le-Printemps

**Propos recueillis par Roch Sonnet,
chargé de communication et d'édition à l'INJEP**

Politiques publiques de jeunesse de l’Euro-Méditerranée et *empowerment*²

JEAN-CLAUDE RICHEZ, coordinateur de la mission Observation, évaluation, INJEP
FRANCINE LABADIE, chef de projet de l’Observatoire de la jeunesse, INJEP
CHANTAL DE LINARÈS, sociologue

Les politiques publiques de jeunesse de l’Euro-Méditerranée s’inscrivent dans des problématiques actuelles de *l’empowerment* signant un enrichissement de leur référentiel puisqu’elles avaient jusqu’alors pour principale priorité la participation. Si les politiques d’*empowerment* incluent aussi la participation, elles vont bien au-delà puisqu’elles prennent en compte l’inclusion sociale et la solidarité, l’accès à l’emploi, l’éducation et la mobilité; il convient donc d’examiner les programmes qui les nourrissent, qu’il s’agisse des axes de l’Union européenne, de la Banque mondiale et des organismes internationaux, ou des États dans la région. On verra que ces programmes peuvent entrer en résonance avec les mutations à l’œuvre dans les sociétés arabes en voie de modernisation grâce aux progrès de l’alphabétisation, des évolutions démographiques importantes et un effondrement

■ QU’ENTEND-ON PAR EMPOWERMENT ?

Le terme *empowerment* oscille entre deux pôles de significations :

- un pôle qui peut s’inscrire dans une des dimensions les plus individualistes du libéralisme : « la responsabilisation, l’acquisition de compétences propres à diriger, la capacité à maîtriser sa vie » ;
- un autre, marqué par la sémantique de l’aspiration démocratique : « se sentir partie prenante de, s’émanciper collectivement et individuellement grâce à un pouvoir partagé, être capable de se mobiliser pour une cause partagée ».

De ce champ de variations ressort bien la tension dans ce qui est attendu de la jeunesse à travers ce terme : responsabilisation individuelle et/ou émancipation collective.

2. Cet article est extrait de *Youth empowerment dans l’espace euroméditerranéen*, INJEP/SALTO-Youth, coll. « Euromed studies and research », n° 5, février 2012.

des structures d'autorité traditionnelle comme le soulignent Youssef Courbage et Emmanuel Todd³. Ces progrès ne doivent pas masquer qu'il s'agit d'une crise de transition. Et la réussite de ces politiques suppose certaines conditions. Apporter un soutien au processus d'individualisation, à l'instar des sociétés européennes, malgré l'attachement de nombreux jeunes de la région aux valeurs traditionnelles en conflit avec leurs aspirations à des formes d'émancipation, est essentiel. Développer la société civile aussi en utilisant des moyens différents au service d'un objectif, favoriser un espace public de débat et de prise de responsabilité; cela passe par la prise en compte et la démocratisation des usages des nouvelles technologies qui ont joué un rôle important lors du Printemps arabe, mais surtout par l'attention portée à la vie associative qui devrait représenter de vraies chances de liberté d'expression, d'initiatives et de vie démocratique. Tels sont les enjeux qui ne peuvent être ni ignorés ni contournés.

Les problématiques actuelles d'empowerment sont centrées sur l'inclusion sociale, l'accès à l'emploi, l'éducation et la mobilité; elles correspondent à une approche plus globale, à un investissement sur la jeunesse. Pour l'Union européenne aujourd'hui il s'agit de développer une stratégie pour « investir dans la jeunesse et la mobiliser », de « mettre en place plus de moyens dans les politiques de jeunesse qui affectent leur vie quotidienne et améliorent leur bien-être » et de « promouvoir le potentiel des jeunes Européens pour le renouvellement de la société et contribuer aux valeurs et objectifs de l'Europe »⁴.

Dans ce sens, l'Union européenne a développé les programmes Jeunesse en action, action 3 et EuroMed Jeunesse IV autour de trois grands axes :

- encourager la solidarité (à travers le volontariat, l'inclusion sociale et la mondialisation des politiques de jeunesse);
- développer des opportunités pour les jeunes (à travers l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat);
- améliorer les conditions de participation ainsi que l'accès aux activités sportives et culturelles.

Jeunesse en action et EuroMed Jeunesse IV

Dans les programmes Jeunesse en action, action 3 et EuroMed Jeunesse IV⁵ sont privilégiés : le dialogue interculturel, un élément important d'une politique d'empowerment, et le volontariat de façon plus récente. Celui-ci est considéré comme offrant des opportunités appréciables aux jeunes de devenir des citoyens actifs et responsables dans leur société grâce à la participation. Le volontariat est également pris en compte comme permettant de développer des possibilités de s'éduquer dans un cadre informel (spontané et individuel) et non formel (organisé et structuré), de s'intégrer. En ce sens, le volontariat est développé « comme un moyen de compléter les qualifications et compétences professionnelles d'un jeune, son employabilité, son sens de la solidarité et d'encourager une citoyenneté active⁶ », selon le « Youth Partnership » entre la Commission européenne et le Conseil de l'Europe.

3. COURBAGE Y., TODD E., *Le rendez-vous des civilisations*, Le Seuil, coll. « La République des idées », Paris, 2007.

4. « Youth: investing and Empowering », résolution du 27 novembre 2009 des vingt-sept ministres de la Jeunesse de l'Union européenne, Commission de la Communauté européenne. Pour une stratégie de l'Union sur 2010-2018.

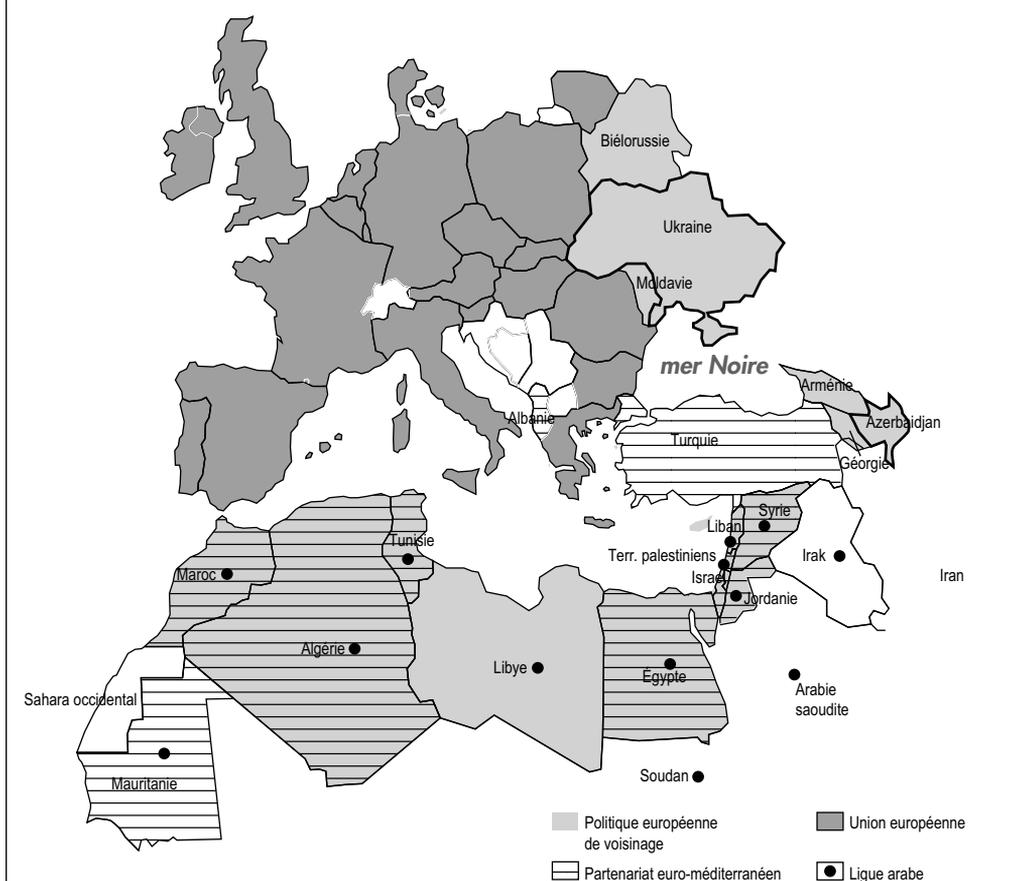
5. Pour une mise en perspective globale de la coopération euro-méditerranéenne voir RHATTAT R., « La politique européenne de voisinage dans les pays de l'aire méditerranéenne », Bruylant, Bruxelles (Belgique), 2011.

6. « The Challenge of volunteering for young people in MEDA countries: stages for a future wave of cooperation », Youth Partnership, Strasbourg, juillet 2011, n° 17, pp. 8-11.

L'Union européenne intervient également dans le champ de la jeunesse dans les pays autour de la Méditerranée à travers la fondation Anna Lindh, « fondation euro-méditerranéenne pour le dialogue entre les cultures », instituée par l'Union européenne et les pays de la région. Parmi ses sept axes prioritaires d'action figurent l'éducation et la jeunesse. Ce volet comprend notamment l'objectif de « soutenir des initiatives et des projets menés par des jeunes à l'échelle régionale, et coordonner les efforts avec des acteurs régionaux clés travaillant dans le domaine de la jeunesse et de l'apprentissage interculturel⁷ ».

POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE ET PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

Sur cette carte, on appréhende bien la complexité de la situation dans le fait que les réalités politiques, géographiques, historiques se superposent mais sans se chevaucher complètement : les pays qui font partie de l'entité géographique du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOAN ou MENA en anglais) ne sont pas tout à fait les mêmes que ceux qui sont concernés par le partenariat européen de voisinage, qui ne sont pas les mêmes que ceux concernés par la coopération euro-méditerranéenne, eux-mêmes différents de ceux de la Ligue arabe...



7. www.euromedalex.org/fr/fields/education-jeunesse

DÉFINITIONS

Euro-Méditerranée

«L'idée de l'Euro-Méditerranée est une "Euro-invention" des années 1990 [...] par la jonction de l'Europe et de la Méditerranée. Elle est née d'une conférence qui s'est tenue en novembre 1995 à Barcelone entre les ministres des Affaires étrangères des quinze pays européens (à l'époque) et ceux des douze pays du sud de la Méditerranée qu'on appelait les pays tiers méditerranéens (PTM), dont Israël. L'objectif était de mettre en place une politique européenne vers les pays du sud de la Méditerranée*.»

La Déclaration de Barcelone a été adoptée le 28 novembre 1995 par les ministres des Affaires étrangères des quinze États membres de l'Union européenne et de douze États du sud et de l'est de la Méditerranée (Algérie, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Territoires palestiniens occupés, Tunisie, Turquie). Chypre et Malte font partie depuis le 1^{er} mai 2004 des dix nouveaux États membres de l'Union européenne (UE). La Turquie, qui était liée à l'UE par une union douanière depuis 1995, est officiellement en négociations d'adhésion à l'UE depuis le 3 octobre 2005. Ces trois pays sont désormais gérés par la direction Élargissement de l'UE de la Commission européenne. Le partenariat euro-méditerranéen, enclenché par la Conférence de Barcelone en novembre 1995, substitue aux accords commerciaux bilatéraux existant auparavant des accords d'association qui ont une approche globale et multilatérale sur trois volets :

- la définition d'un espace commun de paix et de stabilité par le renforcement du dialogue politique et de sécurité (volet politique) ;
- la mise en place d'un partenariat économique et financier et l'instauration progressive d'une zone de libre-échange d'ici 2010 (volet économique) ;
- le rapprochement entre les peuples et les échanges entre les sociétés civiles (volet social, culturel et humain).

C'est dans le cadre de ce troisième volet « social, culturel et humain » que le programme régional EuroMed Jeunesse a été mis en place.

Son champ géographique comprend *trente-cinq pays* : les *vingt-sept États membres* (Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, République slovaque, Slovaquie, Espagne, Suède, Royaume-Uni) et les *huit pays partenaires méditerranéens signataires* de la Déclaration de Barcelone (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité palestinienne et Tunisie).

Union pour la Méditerranée (UPM)

L'*Union pour la Méditerranée (UPM)*, officiellement dénommée « *processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée* », est une organisation internationale intergouvernementale à vocation régionale. Fondée dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne en 2008, l'organisation est destinée à donner un nouveau souffle au processus de Barcelone, partenariat liant l'Europe aux pays riverains de la Méditerranée.

L'UPM, dont le siège est hébergé à Barcelone, rassemble des États riverains de la mer Méditerranée et l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Elle compte ainsi quarante-quatre membres : aux vingt-sept membres de l'Union européenne s'ajoutent l'Albanie, l'Algérie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, Monaco, le Monténégro, l'Autorité palestinienne, la Syrie, la Tunisie, la Turquie et la Ligue arabe (en tant que telle).

Les principaux buts de l'organisation sont d'ordre énergétique et environnemental : l'eau, l'énergie (notamment solaire), l'environnement – tout particulièrement la dépollution de la Méditerranée – et l'autoroute de la mer comptent parmi les principaux enjeux du projet.

* SILVA F., « L'Euroméditerranée: nouvelle frontière de l'Europe », consultable sur le site de la Fédération méditerranéenne des ressources humaines (FMRH), janvier 2010.

Pays MENA ou MOAN

MENA est l'acronyme de « Middle East and North Africa » (littéralement, « Moyen-Orient et Afrique du Nord », MOAN en français). MENA n'a pas de définition normalisée et la région et ses territoires la constituant sont différents selon les organisations. La liste des pays y appartenant est cependant généralement celle-ci : Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Maroc, Oman, Qatar, Soudan, Syrie, Territoires palestiniens occupés, Tunisie et Yémen.

La Banque mondiale, les ONG et les politiques bilatérales

La Banque mondiale

La Banque mondiale, depuis quelques années, a fortement investi les problématiques jeunesse dans sa réflexion sur les pays du Maghreb et du Machrek. C'est l'une de ses priorités et l'un de ses axes stratégiques. Sa réflexion s'inscrit bien dans les données relevées plus haut de l'empowerment, à la fois autour du développement des capacités des jeunes à agir pour construire leur avenir et autour d'une prise en compte des jeunes comme acteurs de la collectivité. Les enjeux sont clairement définis dans un document publié par la Banque mondiale en 2007⁸. Ce document se présente comme « une tentative première afin d'évaluer la situation et de faire de l'investissement dans les jeunes une priorité systématique de développement régional⁹ ». Il préconise la mise en œuvre d'une « politique inclusive et multisectorielle pour les jeunes¹⁰ ».

La Banque mondiale, dans ses différents documents¹¹, met d'abord, à juste titre, l'accent sur l'importance de répondre aux problèmes de la transition vers l'âge adulte à travers l'accès à l'emploi et une participation active dans la société. En matière d'emploi, elle pointe le manque de travail proposé aux nouveaux entrants, le caractère inapproprié des qualifications, l'inadéquation des services de l'emploi et les difficultés que rencontrent les jeunes pour accéder au crédit dans le cadre de démarches entrepreneuriales.

La Banque mondiale insiste également sur la participation des jeunes et sur le fait que la mise en place « d'activités organisées de jeunesse en dehors de l'éducation formelle permet de développer des fortes compétences de vie ». Elle « constate surtout l'absence d'espaces (physiquement et institutionnellement) pour développer les activités de loisir et de participation » et l'importance « des barrières culturelles à la participation des jeunes femmes (et le manque d'espaces disponibles) », ainsi que « la voix et la présence limitées de la jeunesse dans les instances décisionnaires y compris ceux qui sont au service de la jeunesse »¹².

Dans cette logique, la Conférence de Marseille qu'elle a organisée en avril 2010 conclut : « Ne pas investir dans la jeunesse maintenant signifiera des investissements substantiels pour l'avenir, en particulier en ne créant pas pour eux les emplois nécessaires, rendra la

8. « Les jeunes : un atout sous-estimé. Vers un nouvel ordre du jour pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord », La Banque mondiale, Washington DC (États-Unis), septembre 2007.

9. *Ibid.*, p. I.

10. *Ibid.*, p. IV.

11. Notamment *supra*.

12. LA CAVA G., « Young People in Arab Countries: Promoting, Opportunities and Participation, an overview », Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée, Banque mondiale, conférence à Marseille, 28-30/4/2010 (initiative conjointe du Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée, de la Banque mondiale et de l'Agence française pour le développement, <http://web.worldbank.org>).

jeunesse plus vulnérable au risque qu'elle soit marginalisée et partiellement sujette à des phénomènes sociaux négatifs.»¹³ Le Printemps arabe a déferlé depuis. Relève-t-il de ce qui était alors attendu¹⁴? La Middle East Youth Initiative¹⁵ vient s'inscrire tout à fait dans ces logiques comme ses opérations « Shabab » (« *jeune* » en arabe) et « Silatech » (« *votre connexion* » en arabe)¹⁶.

D'autres organismes internationaux sont également présents et en particulier les Nations unies à travers ses différents programmes et plus particulièrement ceux de l'UNICEF, du PNUD ou de l'UNESCO.

Les ONG et les programmes bilatéraux

Les organisations non gouvernementales (ONG) et les fondations en général, les ONG et les fondations nord-américaines en particulier, jouent un rôle essentiel à l'échelon international dans la promotion de la notion et des programmes de youth empowerment. La problématique d'empowerment a d'abord été développée dans le cadre de programmes de développement local ou encore d'émancipation des femmes ou plus exactement, pour reprendre la traduction française la plus généralement retenue dans ce champ, « d'amélioration de la présence des femmes ». Parmi les ONG ou fondations nord-américaines très présentes dans la région, citons l'institut Beyster qui développe des programmes centrés sur le soutien à la société civile et les problématiques de leadership et d'entrepreneuriat¹⁷, la fondation Wolfensohn Center for Development de la Brookings Institution. Relevons également la forte présence dans le financement d'actions en direction de la jeunesse d'entreprises comme Google (Anita Borg Memorial Scholarship notamment) ou Microsoft. Cependant, toutes les ONG intervenant dans la région et le champ de la jeunesse ne sont pas nécessairement nord-américaines. Notons pour mémoire quelques initiatives remarquables, sans prétendre à l'exhaustivité, soit d'origine étatique, soit portées par des ONG du Japon, du Danemark, de l'Allemagne... Les trois grandes fondations allemandes liées aux grands partis politiques de la République fédérale sont tout particulièrement présentes : Konrad Adenauer pour la CDU, Friedrich Ebert pour le SPD et Heinrich Böll pour Les Verts.

Certains États interviennent également à travers des programmes bilatéraux et en particulier les États-Unis à travers l'United States Agency for International Development (USAID). L'Agence des États-Unis pour le développement international est une agence gouvernementale américaine dédiée au développement avec pour objectif de « réduire la pauvreté, promouvoir la démocratie et la croissance économique, soulager les victimes des catastrophes naturelles¹⁸... » L'USAID américaine est particulièrement présente à travers notamment une réflexion sur le renforcement de la société civile¹⁹ ou encore The Middle East Partnership Initiative (MEPI) qui intervient dans le champ de la citoyenneté²⁰. L'organisme de coopération américain USAID développe un programme spécifique Empowering Youth dans la région sur les bases des considérations suivantes : « La jeunesse dans la région a besoin de compétences pratiques et de modèles et messages positifs. Ils ont aussi besoin d'opportunités

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

15. Lancée en 2008 par la fondation de l'ancien directeur de la Banque mondiale James Wolfensohn et de la Dubai School of Government.

16. www.shababinclusion.org

17. L'institut Beyster créé en 2002 est géré par le département management de l'université de Californie, anciennement Foundation for Enterprise Development fondé en 1896 (www.beysterinstitute.org); le Maroc accueillera le siège de l'institut du leadership de MENA (www.tanmia.ma).

18. Voir l'article « Agence des États-Unis pour le développement international », fr.wikipedia.org

19. Voir par exemple « How can the US and International ».

20. <http://mepi.state.gov/about-us.html>

pour orienter et participer dans leurs communautés et leur lieu de travail. À USAID, le but est "d'empower" les jeunes pour faire des choix constructifs. Cela signifie qu'on leur donne les outils, le soutien et les opportunités dont ils ont besoin pour construire un futur solide au monde d'aujourd'hui. C'est pourquoi dans son travail en direction de la jeunesse [on] insiste sur le leadership. La cible est l'intégration (inclusion) et l'empowerment afin que chacun ait un rôle à jouer et que chacun puisse s'orienter à partir d'une place différente²¹. »

Déclinaisons régionales et nationales

La Ligue arabe

Des programmes d'empowerment des jeunes sont également portés par des organisations ou des États de la rive sud de la Méditerranée. À partir de 2005, la Ligue arabe, sur la base du rapport de 2005, a cherché à impulser des politiques nationales de jeunesse. La création de conseils nationaux de la jeunesse a été encouragée avec des succès divers. Un parlement arabe des enfants a été créé ainsi qu'un forum arabe de la jeunesse qui semble cependant avoir été surtout une vitrine pour les régimes alors au pouvoir²². Le cinquième forum, réuni du 27 février au 1^{er} mars 2010 à Alexandrie, inscrivait à son ordre du jour la question de l'« autonomisation économique des jeunes²³ ».

Les États du Golfe

Les pays du Golfe, en particulier le Qatar et les Émirats arabes unis, sont de longue date très présents dans les pays des rives sud et orientales de la Méditerranée et ont développé de façon systématique des politiques de solidarité arabe. Pour mémoire, les Émirats consacrent, depuis 1983, 3,5 % de leur PIB à cette aide²⁴. Dans les années récentes, leur investissement s'est encore renforcé²⁵. Dans le champ de la jeunesse et des politiques de jeunesse, l'influence du Qatar s'est exercée tout au long des mouvements récents à travers la chaîne satellitaire Al Jazeera²⁶. Les Émirats possèdent un impact sur les politiques de jeunesse à travers des programmes portés notamment par la Dubai School of Government qui se veut une sorte d'ENA pour le monde arabe.

Dans ce champ apparaissent aussi aujourd'hui des réseaux soutenus par les États du Golfe. C'est par exemple le cas du Young Arab Leader, financé notamment par le Dubai International Financial Centre, la Gulf Finance House, Tatweer (Dubai Holding)... Ce réseau a pour but de favoriser la rencontre de jeunes qui ont réussi dans leur entreprise et considère que « nulle part le potentiel d'empowerment n'est aussi apparent qu'à travers les énergies créatrices développées par l'entrepreneuriat²⁷ » : un exemple donc d'approche strictement individualiste de l'empowerment inscrite dans des logiques très libérales.

21. « Empowering Youth », USAID Middle East, www.usaid.gov/omemp/programs/empr.html

22. Voir par exemple le compte rendu de la séance de clôture du forum tenu à Tunis, « Clôture du forum de la jeunesse arabe à Tunis. Admiration libanaise pour l'approche tunisienne », *La Presse*, 5/7/2010.

23. « 5^e Forum de la jeunesse arabe à la BA », Détails d'actualité, Bibliotheca Alexandrina, 24/1/2010 (www.bibalex.org).

24. Voir l'article « Les Émirats arabes unis », fr.wikipedia.org

25. Khaleej Times Online, 30/06/2010 et Foreign Affairs, 28/09/2011.

26. LAMOUM O., *Al Jazeera, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, La Découverte, Paris, 2004 ; plus récent TALON C. G., *Al-Jazeera, liberté d'expression et pétromonarchie*, Presses universitaires de France, Paris, 2011.

27. <http://yaleaders.org/yaleaders2010/program.html>

Les États nationaux de la région

Au niveau de l'ensemble de la région une étude menée en 2004-2005, à l'initiative du secrétariat du Conseil international sur les politiques nationales de jeunesse financées par l'agence allemande de coopération technique GTZ, soulignait que « peu de progrès ont été constatés dans la région arabe », que « le conseil des ministres arabes de la Jeunesse et des Sports a accordé plus d'attention au sport qu'aux questions de politiques de jeunesse » et que « faute d'une société civile dynamique, beaucoup de pays ont des difficultés à élaborer et à mettre en œuvre des politiques de jeunesse intersectorielle permettant la participation de jeunes à chacune des phases du processus » et de conclure : « Force est d'admettre que la région arabe subit des contraintes politiques. »²⁸

La situation depuis, avant le Printemps arabe, n'avait pas changé radicalement comme en témoignent les différentes monographies consacrées par l'INJEP aux politiques de jeunesse dans les différents pays du programme EuroMed. Cela, même s'il y avait incontestablement une prise de conscience des enjeux qui avaient mis la question à l'ordre du jour, même si certains esquissaient et commençaient à mettre en œuvre des programmes d'action (Maroc, Jordanie notamment avec le concours du PNUD et de l'UNICEF). La jeunesse était souvent bien affichée comme priorité nationale, comme en Tunisie et en Égypte, mais sans que cela se traduise véritablement dans les faits, sinon dans les investissements dédiés à l'éducation. Tous ces régimes restaient malgré tout prisonniers de la contradiction entre faible développement de la société civile et leur caractère autoritaire soulignée par Khalid Al-Mulla dans ce rapport de 2005 pour la Ligue arabe.

28. AL-MULLA K., « Situation de la politique de jeunesse dans la région arabe » (www.coe.int/t/dg4/youth/Source/Resources/Forum21/Issue_No9/N9_YP_Arab_region_fr.pdf); Khalid Al-Mulla est directeur du service de la jeunesse, Autorité générale de la jeunesse, Doha, Qatar.

La coopération euro-méditerranéenne à un tournant de son histoire

CLAIRE VERSINI

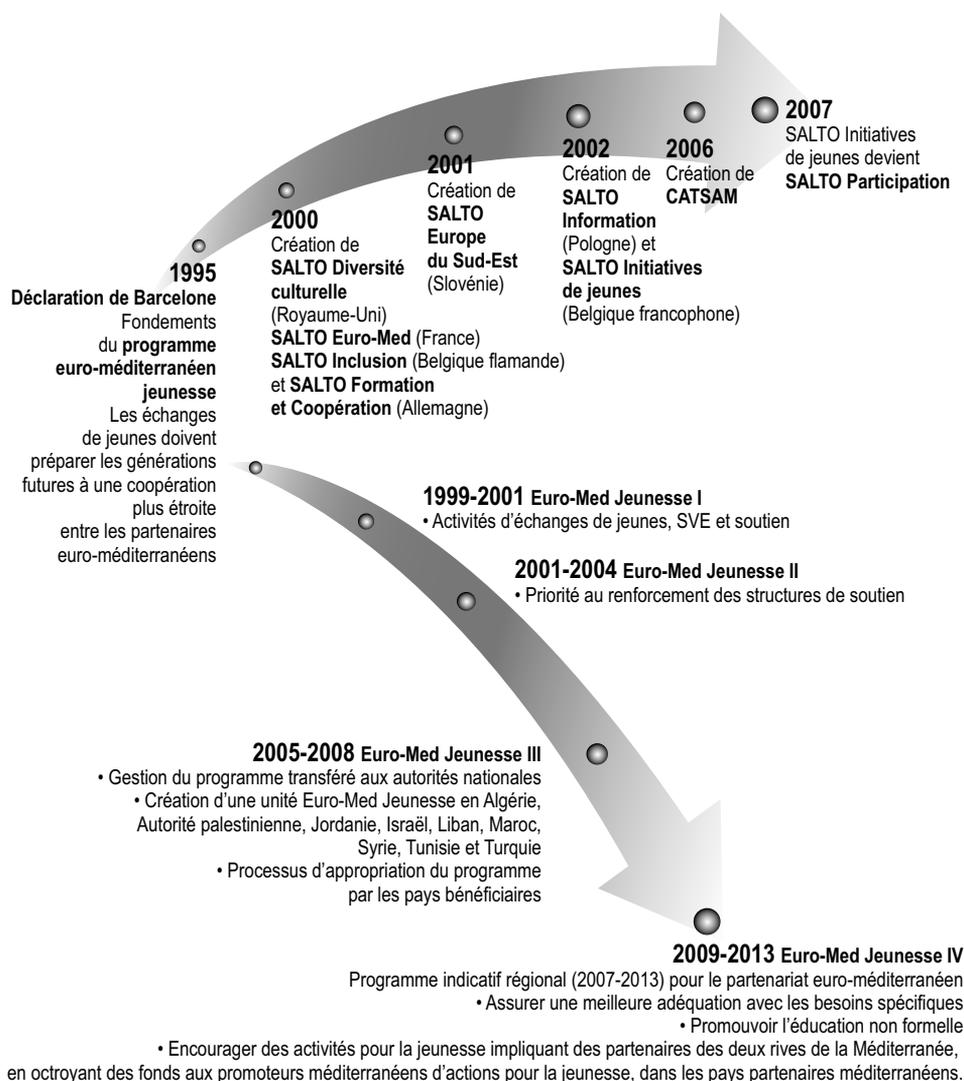
BERNARD ABRIGNANI, délégué général adjoint de l'AFPEJA, coordinateur de SALTO-Youth EuroMed et de CATSAM

Historique de la coopération euro-méditerranéenne

Dès la Déclaration de Barcelone en 1995, les bases de différents programmes cherchant à promouvoir la coopération euro-méditerranéenne en matière de jeunesse sont posées. Les objectifs de ces programmes communautaires sont de soutenir, de renforcer la participation des organisations de la jeunesse et des jeunes de la région euro-méditerranéenne au développement de la société civile et de la démocratie, et de contribuer à l'élaboration des politiques de jeunesse dans les différents pays partenaires. Il s'agit de promouvoir un dialogue interculturel entre les jeunes de la région euro-méditerranéenne et de les encourager à devenir des citoyens actifs. Deux types de programmes sont alors à distinguer selon la région dans laquelle se déroule le projet.

Par ailleurs, les centres de ressources SALTO-Youth (soutien et opportunités de formation et d'apprentissage avancés) dont le centre SALTO-Youth EuroMed consacré aux relations euro-méditerranéennes sont créés. Rattachés aux agences nationales, ils ont pour mission de soutenir le réseau de ces agences et la Commission européenne en matière de planification stratégique, dans leur domaine de compétence, c'est-à-dire stages de formation, séminaires et diverses autres actions pour permettre aux personnels, aux formateurs et à tous les bénéficiaires de Jeunesse en action de renforcer leurs compétences.

Jeunesse en action	EuroMed Jeunesse IV
<p>Si le projet se déroule dans un des pays européens « programme », la subvention attribuée et les critères relèvent du programme européen Jeunesse en action (DG Éducation et Culture).</p>	<p>Si le projet se déroule dans un pays partenaire méditerranéen, la subvention attribuée et les critères relèvent du programme EuroMed Jeunesse IV (DG Développement et Coopération)</p>
<p>– 42 pays sont impliqués: 33 pays « programme » et 9 pays partenaires méditerranéens (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Territoires palestiniens occupés, Tunisie).</p> <p>– 3 actions avec les pays méditerranéens sont possibles: « Coopération avec les pays partenaires voisins de l'UE » (échanges de jeunes, formations/mises en réseau) et le service volontaire européen.</p> <p>– Le dépôt des demandes de subvention se fait à l'Agence nationale du pays dans lequel se déroule le projet.</p> <p>– 5 dates limites de dépôt des dossiers: 1^{er} février, 1^{er} avril, 1^{er} juin, 1^{er} septembre, 1^{er} novembre pour un projet qui débute minimum trois mois après.</p>	<p>– 35 pays sont impliqués: 27 États membres de l'Union européenne et 8 pays méditerranéens partenaires (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Territoires palestiniens occupés, Tunisie).</p> <p>– Budget: 5 millions d'euros (juin 2011-juin 2013).</p> <p>– 3 actions avec les pays méditerranéens sont possibles: échanges de jeunes, service volontaire euro-méditerranéen, formations/mises en réseau.</p> <p>– Le dépôt du dossier est réalisé, par un porteur de projet issu d'un pays méditerranéen, auprès de l'unité EuroMed Jeunesse du pays concerné.</p> <p>– 3 dates limites de dépôt des dossiers par an sont prévues.</p>



La politique européenne de voisinage

Depuis l'élargissement de 2004, les relations avec les régions voisines de l'Europe sont devenues une priorité de l'Union européenne (UE). Au travers de la politique européenne de voisinage (PEV), l'UE a pour but d'éviter de nouvelles divisions entre les pays de l'Union élargie et les voisins de l'est, du sud et des deux rives de la Méditerranée. Sur la base d'un engagement mutuel et de valeurs communes, les régions voisines sont invitées à faire évoluer la coopération actuelle vers une coopération économique, politique, culturelle et sécuritaire plus forte, en renforçant la stabilité, la sécurité et le bien-être de tous ceux qui sont concernés. La politique européenne de voisinage complète le processus de Barcelone, qui continue d'être un élément clé des relations européennes avec les pays méditerranéens.

■ QUELS SONT LES PAYS INCLUS DANS LA PEV ?

La politique européenne de voisinage (PEV) couvre les voisins de l'Union européenne de l'Est et le long des bords sud et est de la Méditerranée : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Égypte, Géorgie, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Moldavie, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie et Ukraine.

Comment fonctionne la politique européenne de voisinage ?

Afin de construire et accroître un relationnel plus fort avec ses voisins, et une zone de stabilité, de sécurité et de bien-être pour tous, l'Union européenne et chaque pays partenaire de la PEV ont signé un accord sur la réforme des objectifs au travers de certains axes communs (de la coopération sur des sujets politiques et sécuritaires à des matières économiques et commerciales, des affaires environnementales communes, l'intégration des réseaux de transport et d'énergie, la coopération scientifique et culturelle). L'Unité européenne fournit une assistance financière et technique pour soutenir l'exécution de ces objectifs et supporter l'effort des partenaires.

Lors de la mise en place des plans d'action de la PEV avec chaque pays, des documents et stratégies spécifiques ont été négociés « sur mesure » pour chacun, fondés sur leurs capacités et leurs besoins, ainsi que dans leurs intérêts et ceux de l'Union européenne. Ils couvrent les dialogues et réformes politiques, le développement et la coopération socio-économiques, des sujets commerciaux et la réforme sur la régulation et les marchés, la coopération sur la justice et les affaires sociales, les secteurs (tels que le transport, l'énergie, la société d'information, l'environnement, la recherche et développement) et une dimension humaine (contacts humains, société civile, l'éducation, la santé publique...).

« [...] les citoyens de l'Union européenne et les pays voisins devraient obtenir plus d'opportunités pour interagir, apprendre plus sur les sociétés de chacun et mieux comprendre les cultures des uns et des autres... Les échanges éducatifs et de jeunes doivent être un principe fondamental de la PEV, ainsi que les échanges qui aident à la construction de liens et à vaincre les préjugés au sein de l'UE. [...] Les programmes de coopération transfrontaliers financés par la PEV joueront un rôle important, toutefois les échanges au-delà des frontières de l'Europe élargie seront nécessaires. Beaucoup de ces échanges seront principalement à caractère économique et social, néanmoins les échanges culturels et le dialogue interculturel seront également particulièrement importants [...]. La participation de la société civile dans la PEV devra dépasser les programmes d'échanges et de coopération²⁹. »

29. « Communication from the Commission to the Council and the European Parliament on strengthening the European Neighbourhood Policy », COM(2006)726 final, Bruxelles (Belgique), 4/12/2006 (http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com06_726_en.pdf).

Les contacts entre les gens favorisent une compréhension mutuelle de l'histoire, de la culture, des comportements et valeurs de chacun. Ceux-ci peuvent aider à développer la solidarité et éliminer les malentendus.³⁰

Une coopération renforcée avec l'Union européenne

À la suite du Printemps arabe, la Commission européenne a adopté une série de mesures dont certains programmes soutenant des domaines tels que la démocratie, la croissance, la création d'emploi, la microfinance et l'éducation supérieure (voir en particulier le programme SPRING, ci-après).

Mais, à côté de ces mesures ponctuelles, rappelons que d'autres programmes ont été mis en place ces dernières années qui, s'ils ne sont pas tous dédiés à la jeunesse, participent des thématiques qui la concernent au premier chef : partage des cultures, soutien à la démocratie...

Aide au partenariat, aux réformes et à la croissance inclusive (SPRING)

Budget: 350 millions d'euros pour 2011 et 2012.

Le programme vise à contribuer à la consolidation des réformes démocratiques et des institutions, ainsi qu'à l'accomplissement d'une croissance et d'un développement économique durables et inclusifs dans les pays du sud de la Méditerranée.

Dans le domaine de la transition démocratique, et en fonction du rythme des réformes dans chaque pays, le programme accorde un soutien pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales, la gouvernance démocratique, la liberté d'association, d'expression et d'assemblée, ainsi que la liberté de la presse et des médias, l'administration publique, l'état de droit et la lutte contre la corruption.

Afin d'aider les pays à atteindre une croissance et un développement économique durables, le programme SPRING soutiendra la mise en place d'un meilleur cadre réglementaire pour favoriser les échanges commerciaux et augmenter le nombre de petites et moyennes entreprises (PME) et réduire les disparités internes aux niveaux social et économique (http://ec.europa.eu/europeaid/documents/aap/2011/af_aap-spe_2011_enpi-s.pdf).

EuroMed Héritage IV. Protéger notre futur

Le programme EuroMed Héritage développe ses actions dans l'Union européenne mais, surtout, dans les pays méditerranéens partenaires de l'UE : Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Territoires palestiniens occupés, Tunisie et Syrie.

Pourvu d'un budget de 17 millions d'euros, la phase IV du programme a financé douze projets pour la période 2008-2012. L'objectif spécifique de cette phase est de soutenir les populations méditerranéennes dans l'appropriation de leurs héritages culturels national et régional, en facilitant l'accès à l'éducation et à la connaissance du patrimoine culturel.

Les douze projets visent à la sensibilisation, l'éducation et la mobilisation de groupes locaux pour la valorisation et la sauvegarde de leur patrimoine national. Ils couvrent une

30. The European Neighbourhood Policy. Fiches on Sectors. Improving mutual understanding: Culture, Education, Youth, Research (http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/enp-sector-2006_en.pdf).

grande variété de thèmes du patrimoine tant matériel qu'immatériel, y compris les théâtres anciens, le hammam, les archives audiovisuelles, les manuscrits, la diversité linguistique, le patrimoine de l'eau, le tourisme culturel, l'intégration des conventions internationales...

Les recommandations issues de la conférence de clôture du programme en janvier 2013 devraient conduire à la formulation d'une nouvelle stratégie jusqu'en 2020 (<http://www.euromedheritage.net>).

EuroMed Audiovisuel

EuroMed Audiovisuel, entré dans sa troisième phase, a un budget de 11 millions d'euros sur 3 ans (2011-2013) et finance sept projets dont l'objectif est de développer le secteur cinématographique et audiovisuel dans neuf pays du sud de la Méditerranée (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Territoires palestiniens occupés et Tunisie).

EuroMed Audiovisuel cherche à contribuer au transfert de connaissances et de bonnes pratiques et ce grâce à une série de formations, ateliers, mises en réseau et renforcement des capacités des professionnels et des autorités nationales. Il est considéré que l'industrie du film est un moyen d'expression culturelle et de dialogue interculturel, mais également un outil du développement socio-économique de la région.

Deux autres programmes ont précédé la présente initiative: EuroMed Audiovisuel I (2000-2005) et EuroMed Audiovisuel II (2006-2009). Ces deux programmes se sont focalisés sur le renforcement du dialogue interculturel et sur la promotion des échanges dans la région euro-méditerranéenne, aidant les professionnels à développer, distribuer et promouvoir leurs œuvres internationalement (www.euromedaudiovisuel.net).

Fondation Anna Lindh pour le dialogue interculturel

La fondation a pour mission de promouvoir le respect mutuel et le dialogue interculturel entre les gens de la région euro-méditerranéenne en travaillant avec un réseau de plus de 3 000 organisations de la société civile dans 43 pays: Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Territoires palestiniens occupés, Tunisie ainsi que les vingt-sept pays membres de l'UE et les autres membres de l'Union pour la Méditerranée.

Elle facilite et soutient l'action de la société civile dans les domaines prioritaires suivants: la culture et la créativité; l'éducation et l'apprentissage interculturel; les villes et les espaces de citoyenneté; les médias et l'opinion publique.

La troisième phase de ce programme se déroule sur la période 2012-2014, avec un budget qui comprend une contribution de l'UE (10 millions d'euros) et celles des États membres de l'UE (6 millions d'euros) (www.euromedalex.org/fr).

Le programme Erasmus Mundus

Erasmus Mundus est un programme qui vise à améliorer la *qualité de l'enseignement supérieur européen* et à *renforcer la compréhension interculturelle*. Il encourage et soutient la mobilité des personnes et la coopération entre établissements européens et non européens. L'objectif est de promouvoir l'Union européenne comme espace d'excellence académique à l'échelle mondiale, de contribuer au développement durable de l'enseignement supérieur des pays tiers et d'offrir aux étudiants les meilleures perspectives de carrière.

Le programme est doté d'une enveloppe financière de 950 millions d'euros pour 2009-2013 (www.2e2f.fr/erasmus-mundus.php).

Coopération en matière du développement urbain et du dialogue (CIUDAD)

Le programme CIUDAD a pour objectif d'aider les gouvernements locaux dans la région IEVP (instrument européen de voisinage et de partenariat, soit dix-sept pays partenaires : dix pays méditerranéens et six pays de l'Europe de l'Est, plus la Russie) à améliorer leur capacité à planifier un développement urbain durable, intégré et sur le long terme, en utilisant les principes de bonne gouvernance. Le programme fait appel au renforcement des capacités et à la promotion de la compréhension mutuelle, l'échange d'expérience et la coopération entre les acteurs locaux dans l'UE et dans les pays partenaires de l'IEVP, là où sont implantés les différents projets. Par la création de nouveaux partenariats et le renforcement de ceux déjà existants parmi les autorités locales et régionales dans la région IEVP (partenariats sud-sud, est-est et sud-est), on peut espérer par ailleurs obtenir des résultats sur le long terme, au-delà de la durée même du programme (www.ciudad-programme.eu).

Par ailleurs, le programme EuroMed Jeunesse IV est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'en décembre 2014, avec un budget de 6 millions d'euros pour cette période.

POINT DE VUE

LA COOPÉRATION EURO-MÉDITERRANÉENNE ET LA JEUNESSE

Bernard Abrignani, délégué général adjoint de l'AFPEJA*, coordinateur de SALTO-Youth EuroMed et de CATSAM**

La Déclaration de Barcelone a mis en place la base du programme EuroMed Jeunesse en recommandant que « les échanges de jeunes devraient préparer les futures générations à une coopération plus étroite entre les deux rives de la Méditerranée ». Il est dommage que le programme ait dû attendre cinq longues années avant d'être lancé !

La jeunesse encore une fois avait été oubliée... Et pourtant Romano Prodi était obligé de constater : « Le processus de Barcelone, lancé en 1995, reste l'instrument sur lequel nous pouvons nous fonder aujourd'hui. »

Il nous faut d'ailleurs constater que si ce processus n'a pas permis d'atteindre tous les résultats espérés, cela provient plus de faits et de questions qui lui sont extérieurs, – et je pense surtout au conflit israélo-palestinien – que des faiblesses du processus lui-même.

Il nous faut par ailleurs constater avec une certaine amertume que les sujets qui étaient débattus en 1995 (instabilité politique, risques liés au fondamentalisme religieux, pauvreté, flux migratoires, déséquilibres démographiques) sont d'une grande actualité encore dans la région, et sont même pour certains plus préoccupants aujourd'hui qu'à l'époque.

Le processus de Barcelone conserve cependant toute sa validité car il constitue la seule tentative jamais faite pour affronter l'instabilité et la diversité dans la Méditerranée dans une optique à long terme et un contexte multilatéral.

En 2005, l'évaluation menée pour le dixième anniversaire du processus de Barcelone soulignait clairement que le seul « pilier » qui avait fonctionné était celui relatif à la culture et à l'humain ; le « boycott » des leaders arabes annonçait d'une certaine manière ce qui allait se produire quelques années plus tard ; le clivage portait essentiellement sur la difficulté qu'avaient ces pays à enclencher un processus démocratique, respectueux des droits de l'homme.

Depuis bien des choses se sont produites : la création de l'Union pour la Méditerranée (UPM) en 2008 et ce que l'on appelle le Printemps arabe. L'UPM, une fois de plus, n'a pas intégré la jeunesse dans ses « clés prioritaires » mais la jeunesse, tant européenne que de la rive sud, s'est invitée dans les débats !

D'une certaine manière on peut dire que « la politique méditerranéenne patauge » car elle manque de visibilité, même si la création d'un ministre européen des Affaires étrangères va dans le bon sens ; cette politique n'est pas connue, en particulier des Européens eux-mêmes, car elle est protéiforme, en offrant trop de programmes différents... Il est vrai que la région elle-même est protéiforme et on pourrait même la qualifier d'asymétrique ! Fernand Braudel, historien de la Méditerranée, le dit très bien : « Le pluriel l'emporte toujours sur le singulier : il y dix, vingt, cent Méditerranées, et chacune se divise à son tour. » Enfin cette politique n'est pas reconnue car elle se veut régionale, mais elle est gérée d'une manière bilatérale, et cette ambiguïté est en outre particulièrement plombée par des enjeux subrégionaux dont certains dépassent largement la capacité d'influence de l'Union européenne.

Or les défis sont toujours les mêmes et aussi pressants : politiques, économiques, sociaux, culturels et religieux, et depuis 2010 cette zone a connu et connaît encore de forts bouleversements dans ces domaines. S'il était difficile de prévoir l'ampleur de ces révoltes, il était difficile de ne pas voir les causes structurelles qui les ont favorisées : problèmes d'alphabétisation, d'urbanisation et de démographie.

Les États autoritaires, pour le moins tolérés, si ce n'est soutenus par l'ensemble des pays, n'ont pas mesuré les évolutions sociologiques dans les pays arabes, et en particulier l'émergence d'une jeunesse urbaine, éduquée et informée grâce à la révolution des médias.

Les révoltes qui sont à l'origine du Printemps arabe ou les mouvements tels que ceux des Indignés en Europe ont mis sur le devant de la scène la jeunesse et ses préoccupations, en particulier l'accès à davantage de liberté, que l'on pourrait appeler d'un point de vue occidental démocratie, mais aussi l'accès au marché du travail et d'une manière plus générale à l'éducation ; le tout dans un contexte où le « fait » religieux est plus visible, plus prégnant qu'auparavant.

À travers ces mouvements, nous nous apercevons que les jeunes souhaitent vivement que leur voix soit entendue et respectée dans l'espace public, ce qui correspond notamment aux objectifs des programmes Jeunesse en action et EuroMed Jeunesse IV qui sont de promouvoir la citoyenneté et la participation active des jeunes dans la vie publique.

Cette coopération pour et par les jeunes euro-méditerranéens peut être qualifiée de « miracle permanent » ! En effet si on considère l'arrière-plan géopolitique depuis son démarrage en 2000, nous avons eu dès 2001 un événement qui a considérablement bouleversé un certain nombre de choses qui se sont produites par la suite, à savoir le 11 septembre. Puis dans la foulée, la deuxième guerre du Golfe, un certain nombre d'attentats terroristes des deux côtés de « notre mer », les années de plomb en Algérie et les révolutions arabes. Et pourtant si on regarde un tant soit peu les statistiques, jamais les échanges entre les deux rives n'ont été aussi importants : chaque année plus de 3 500 jeunes et responsables de jeunesse bénéficient des programmes existants. Ce qui tendrait à prouver que les besoins sont là et que, soutenu par une forte motivation, il est possible de déplacer des montagnes ou au moins de construire des ponts.

Je laisserai le mot de la fin à Alaa El-Aswany, l'écrivain égyptien à succès qui relève de nombreux points communs entre une révolution et le fait d'être amoureux : « Un homme vraiment amoureux devient une meilleure personne, une révolution c'est pareil ! Ils savent ce qu'ils étaient avant et maintenant ils se sentent différents, ils ont acquis de la dignité, ils ne sont plus terrorisés ! »

On ne peut espérer qu'une seule chose : puisse ce processus continuer à se développer et favoriser l'émergence d'une société de respect, de tolérance et de partage sur les deux rives de la Méditerranée, où les points communs seront plus forts que les différences.

* Agence française du programme européen Jeunesse en action.

** Centre d'assistance technique et stratégique pour les agences méditerranéennes.

Introduction

CLAIRE VERSINI

En dépit des divergences de situations initiales et d'objectifs de court terme poursuivis, les mouvements de jeunes qui agitent les deux rives de la Méditerranée en ce début de ^{xxi}^e siècle participent tous, *in fine*, d'une aspiration à plus de démocratie et de respect des droits de l'homme, ainsi que d'une volonté de devenir acteurs du monde globalisé auquel ils appartiennent. Les jeunes des deux rivages partagent souvent une vision similaire – pacifique, durable, solidaire – de l'avenir qu'ils souhaitent donner à la démocratie. La question qui se pose alors est comment? Comment être partie prenante de la construction d'un monde qui réponde tant à leur aspiration d'échange, de découvertes, d'interculturalisme, qu'à leur combat quotidien pour toujours plus de liberté et de démocratie?

La tradition millénaire d'échanges euro-méditerranéens prédestinait l'Union européenne à soutenir des projets de jeunesse cherchant à rapprocher les jeunes des deux rives comme elle l'a fait de manière formelle depuis la Déclaration de Barcelone en 1995. Mais c'est désormais à de nouvelles demandes et volontés que l'Union européenne doit apporter son soutien. Les jeunes ont montré qu'ils pouvaient spontanément s'engager pour un avenir que nombre d'entre eux souhaitent construire en commun, et c'est à cette aspiration d'*empowerment*, tantôt collectif, tantôt individuel, que doivent désormais répondre les politiques et organisations de jeunesse. L'approche interculturelle et de formation qui a de tout temps été la sienne doit évoluer pour encourager les nouvelles initiatives qui fument déjà de part et d'autre de la Méditerranée. Il s'agit désormais de fonder les échanges sur une réciprocité nouvelle qui est soulignée dans les textes européens qui estiment nécessaire d'effectuer un « saut qualitatif » et appellent à fonder un « partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée » sur cet attachement à des valeurs communes sur tout le pourtour méditerranéen.

Deux ans après ce que beaucoup considèrent comme l'origine du Printemps arabe, la « transition démocratique » suit son cours au sud de la Méditerranée. Nombreux sont les observateurs politiques qui s'inquiètent des régimes qui se mettent en place. Mais si, comme le dit Catherine Lalumière, « le réalisme oblige à être prudents, les jeunes et les décideurs doivent se réjouir de la capacité de mobilisation sur les thèmes essentiels de la liberté¹ ». Les jeunes sud-méditerranéens, dans la lignée de cette mobilisation, ont soif de projets d'échanges avec leurs homologues de la rive nord, où, si la crise est toujours d'actualité, les initiatives vont, elles aussi, bon train et les jeunes sont avides d'échange et de partage.

C'est donc sur la réalité du terrain et des pratiques que cette partie s'attardera, cherchant à comprendre comment s'articulent les publics, les thèmes, les méthodes et les supports

1. Catherine Lalumière, lors de la conférence « Coopération euro-méditerranéenne, une nouvelle donne? », à la Maison de l'Europe de Paris, mardi 13 septembre 2011.

des projets de cette jeunesse qui se veut plus autonome, plus responsable, plus capable, en un mot, « *empowered* », et qui souhaite être reconnue et soutenue comme telle par des programmes européens qui eux cherchent à s'adapter à cette nouvelle donne.

Ce sont les publics auxquels s'adressent les initiatives de jeunesse qui constitueront un premier axe de réflexion sur les divergences entre un cadre théorique, qui encourage à cibler les publics les plus défavorisés, et une pratique qui émane souvent des plus favorisés et peine parfois à répondre à l'engouement de tous les publics, y compris les plus marginalisés, à participer à la construction d'un monde nouveau.

Il s'agira alors de s'intéresser à la manière dont sont formés ceux qui encadrent ce type d'initiatives. La formation de formateur est au cœur de nombre d'initiatives, et ses effets démultipliateurs en font l'un des meilleurs soutiens que l'on puisse apporter aux projets de jeunesse.

Un troisième axe de réflexion consistera à s'intéresser aux méthodes employées au cours de ces projets. Que ce soit pour former des travailleurs de jeunesse ou pour accompagner les jeunes dans leur expression et leurs échanges au cours de projets portant sur des thématiques très différentes, les initiatives de jeunesse soutenues par l'Union européenne cherchent à sortir du cadre de référence académique pour valoriser les compétences acquises au cours d'apprentissages non formels.

Le dernier chapitre mettra en lumière les thématiques et problématiques auxquelles les projets peuvent apporter des réponses... Le développement durable, l'échange culturel et la formation de formateurs autour des thématiques du sport ou de l'éducation semblent autant d'outils pour permettre aux jeunes de réfléchir à leur engagement et à la manière la plus pertinente et la plus efficace de le transformer en action.

MÉTHODOLOGIE : DES INITIATIVES À L'ANALYSE

Le programme européen Jeunesse en action établi par décision du Parlement européen et du Conseil pour la période 2007-2013* et qui a succédé au programme Jeunesse annonce clairement la nouvelle dimension pratique que l'Union européenne cherche à soutenir dans les projets de jeunesse. C'est donc parmi ces projets sélectionnés par l'Agence française du programme européen Jeunesse en action (AFPEJA) et notamment sa section « Jeunesse dans le monde » (action 3), que nous avons trouvé les initiatives proposées par les pays « programme » qui serviront de base à notre analyse.

Le programme EuroMed Jeunesse IV finance quant à lui les projets soumis par les pays MEDA. Les statistiques étant moins fournies pour la dernière phase du projet EuroMed Jeunesse, l'analyse se concentrera sur la perception qu'ont les formateurs et chefs d'unité sur place des évolutions de la situation.

Cette analyse cherche essentiellement à mettre en perspective théorie et pratiques concernant les projets développés par les acteurs de jeunesse de part et d'autre de la Méditerranée et les évolutions dans l'engagement, les méthodes, les cibles, les objectifs ou les thématiques abordées qu'ont pu connaître ces initiatives avec le nouvel élan donné par les mouvements de jeunesse.

Les projets sélectionnés parmi ceux qui ont été réalisés en 2011-2012 l'ont donc été parce qu'ils sont représentatifs de l'ensemble des initiatives sur ces différents sujets ou parce qu'ils ont pu donner lieu à un retour sur expérience permettant de s'interroger sur de nouvelles dimensions d'analyse ou bien d'apporter un éclairage complémentaire.

* Décision n° 1719/2006/CE : http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/oj/2006/l_327/l_32720061124fr00300044.pdf

Des publics contrastés

CLAIRE VERSINI²

Les textes et la réalité s'accordent sur une chose: la diversité des publics ciblés par les projets EuroMed. Avec plus de quarante pays impliqués dans les projets de jeunesse euro-méditerranéens financés par l'Union européenne, et autant de diversités de situations géographiques, politiques, économiques, sociales ou culturelles, les projets touchent des femmes et des hommes de toutes conditions, comme les textes le recommandent. La réalité tarde, ou peine parfois, pourtant à s'accorder avec certains objectifs.

Un public des deux rives

De l'équilibre des participants: la théorie

Monter un échange de jeunes ou une formation qui puissent être financés par les fonds de l'action 3 (voir l'encadré page suivante) du programme européen Jeunesse en action (PEJA) consacrés à la coopération euro-méditerranéenne implique de se conformer à un certain nombre de critères. Quel que soit le nombre d'organisations et de pays engagés dans l'aventure, le nombre de participants en provenance des pays « programme » et de leurs partenaires MEDA doit être équilibré. Le programme EuroMed Jeunesse IV est lui plus souple quant à la proportion de participants comme de pays « programme » et MEDA, mais participe de la même volonté d'échange et de partenariat, conduisant de fait à un équilibre des participants.

■ LES TRENTE-TROIS PAYS « PROGRAMME »

Les vingt-sept pays de l'Union européenne et la Croatie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suisse, la Turquie.

■ LES PAYS PARTENAIRES VOISINS

Europe du Sud-Est: Albanie, Bosnie-Herzégovine, République de Macédoine, Kosovo, Monténégro, Serbie.

Europe orientale et Caucase: Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Fédération de Russie, Géorgie, Moldavie, Ukraine.

Pays partenaires de la région méditerranéenne (pays MEDA): Algérie, Autorité palestinienne, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie.

2. Avec la collaboration de Solène Charuau (coordinatrice des actions 3.1 et 4.3 du PEJA) et l'équipe du service volontaire européen (SVE) à l'AFPEJA.

De l'équilibre des participants : les chiffres

Dans la réalité des faits, les participants MEDA n'ont représenté en moyenne que 28,5% des participants aux activités euro-méditerranéennes au cours des six dernières années³ pour les projets financés par Jeunesse en action. Un chiffre à nuancer puisque de nombreux projets trilatéraux ont eu lieu, projets au cours desquels l'équilibre a dû être atteint entre pays « programme », pays MEDA et pays partenaires de l'est et du sud de l'Europe. Le fait est que si l'équilibre n'est pas toujours atteint, il s'agit dans la majorité des cas de désistements ou d'impossibilités dus aux difficultés d'obtention de visas ou à la complexité qu'il peut y avoir à monter des projets dans ces pays.

Dans le cas des projets portés par des pays MEDA, la circulation entre certains pays de la région ou des questions de sécurité sont autant de freins à la participation de tous les publics. Cependant, dans la mesure où nombre de projets organisés en pays MEDA sont portés par un partenariat à l'initiative de pays « programme », l'équilibre entre participants européens et MEDA est généralement respecté.

■ JEUNESSE DANS LE MONDE, L'ACTION 3 DU PROGRAMME EUROPÉEN JEUNESSE EN ACTION (PEJA)

L'action 3 du PEJA vise à promouvoir le dialogue, la tolérance, la sensibilité interculturelle et la solidarité au-delà des frontières de l'Union européenne afin de lutter contre les préjugés et les stéréotypes.

Deux types d'activités sont éligibles :

- l'action 3.1 gérée au niveau national comporte deux volets : les échanges de jeunes ; les projets de formation et de mise en réseau avec les pays « partenaires voisins » ;
- l'action 3.2 gérée au niveau centralisé à Bruxelles concerne les projets (échanges, formations et mise en réseau) avec les « autres pays partenaires dans le reste du monde ».

De l'équilibre des participants : la pratique

Monter un projet mêlant des participants de tout le pourtour de la Méditerranée est loin d'être un parcours de santé. Il faut dans un premier temps mener un véritable travail de réflexion sur la plus-value apportée par la mise en présence de participants des deux rives à l'objectif du projet. Les activités mises en place doivent avoir une dimension non seulement interculturelle d'échanges mutuels mais aussi de réflexion et de relativisation ainsi que d'échanges de bonnes pratiques ou de construction de solutions/initiatives en commun, afin de tirer le meilleur parti de la mise en présence de jeunes de tous horizons géographiques.

Par ailleurs, ces projets impliquent nécessairement des participants et des organisateurs nombreux et de nationalités voire de traditions différentes. Dès lors, de nombreux obstacles de nature pratique comme culturelle peuvent se dresser sur la route des organisations qui s'associent pour monter le projet : obtention de visas, problèmes de communication avec les divers agences nationales ou représentants légaux, définition commune des modalités de prise en charge des participants... sont autant d'exemples de difficultés que peuvent rencontrer les parties prenantes.

3. Statistiques réalisées à partir de l'extraction de données des rapports finaux du programme Jeunesse en action. Les rapports de l'année 2011 n'étant pas encore tous enregistrés, les données de l'année 2011 sont incomplètes.

Le casse-tête des visas

La problématique de l'obtention et du prix des visas constitue un obstacle majeur à l'accessibilité des projets soutenus par le PEJA dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne. Rendre les projets accessibles signifie dès lors financer des visas, une enveloppe qui pèse lourd dans les demandes de subventions des porteurs de projets. Suite aux soulèvements tout autour de la Méditerranée, l'identification des publics les plus précaires est en outre de plus en plus complexe. Ainsi, il devient très compliqué d'obtenir un visa pour tout jeune d'un pays ayant connu des soulèvements liés au Printemps arabe, qui ne peut justifier d'une situation suffisamment stable pour garantir qu'il reviendra dans son pays à l'issue de la formation – les réticences à l'obtention du visa étant alors les mêmes pour les pays d'origines que pour les pays d'accueil. Comme en témoigne Vanessa Eichwald⁴:

« Organiser ce type de projets, avec dix partenaires de dix pays différents, requiert un investissement très important pour la structure coordinatrice, et en particulier pour les animateurs, même si tous les partenaires sont impliqués et les jeunes en capacité de pouvoir prendre en charge une partie des tâches à accomplir. L'obtention des visas est le point noir du projet : malgré une débauche d'énergie et de moyens financiers (prévisas, voyages multiples aux consulats...), certains participants n'ont pas obtenu leur visa.

Néanmoins, la motivation des animateurs reste intacte au vu des attentes placées dans ce projet. En effet, l'expérience a montré par le passé que cela pouvait avoir des effets extrêmement positifs pour les jeunes, que cela pouvait engendrer des dynamiques vraiment intéressantes au niveau local... Les animateurs savent donc que c'est un travail de longue haleine, avec son lot d'angoisses et de frustration (absence inexplicée d'un groupe, non-obtention de visas pour certains jeunes, aléas climatiques...), mais les résultats qui se font sentir, en général dès le début du projet, permettent de passer outre assez rapidement.

La problématique se pose aussi lorsque le projet est organisé en pays MEDA, dans la mesure où les ressortissants de certains pays ne peuvent voyager dans d'autres pays de la région sans risquer d'apparaître sur la liste rouge des autorités.

Un public précaire prioritaire : entre textes et réalités

De part et d'autre de la Méditerranée, le constat est le même : les plus défavorisés souffrent toujours davantage de la crise, entrant dans un cercle vicieux qui ne leur permet jamais d'accéder aux opportunités auxquelles les plus favorisés continuent généralement d'avoir accès. Outre l'injustice latente dénoncée tout autour de la Méditerranée à ce sujet, les jeunes, ainsi que les organisations et les politiques de jeunesse cherchent à briser cet engrenage en offrant aux publics fragiles et précaires la possibilité de participer, découvrir et apprendre.

Les priorités du PEJA, qui ont de tout temps mentionné « l'inclusion des jeunes ayant moins d'opportunités » (JAMO) comme étant une thématique primordiale, ont renforcé cet axe dans les priorités annuelles de 2011 en y inscrivant la « croissance inclusive (action d'insertion et d'intégration des publics fragilisés) ».

Là encore, la notion d'*empowerment* réapparaît ici dans les politiques et stratégies d'inclusion qu'encourage l'Union européenne au travers du PEJA, que ce soit pour les jeunes publics défavorisés ou marginalisés, ou pour les femmes. Il s'agit de parvenir à atteindre et mobiliser ces personnes afin de leur permettre de devenir acteurs de leur environnement et non plus de le subir. Cette autonomisation peut avoir pour premier effet d'enrayer le cercle vicieux dans

4. Vanessa Eichwald, coordinatrice Enfance et jeunesse au centre social et culturel Robert Schuman de Haguenau, à propos du projet 100% Hip-Hop, Art of Expression.

lequel elles se trouvent, notamment lorsque les initiatives mises en place permettent de renforcer l'employabilité des « jeunes ayant moins d'opportunités » ou des femmes. Elle favorise par ailleurs l'inclusion de ces publics dans la société civile et leur permet de trouver une voie par laquelle s'exprimer et participer à la construction démocratique.

Le public précaire est donc un public prioritaire au sein du programme et son inclusion dans les projets devient un critère de sélection de ces derniers. Cependant, il devient de plus en plus compliqué de s'assurer que les projets contiennent une réelle dimension d'inclusion de ces publics défavorisés et ne s'en servent pas uniquement comme d'une vitrine. En effet, en dépit des efforts développés par nombre d'organisations de jeunesse, les jeunes participants aux projets soutenus par le PEJA restent en majorité plus favorisés que la moyenne.

TÉMOIGNAGE

LE LIBAN : Y ALLER, Y VENIR

Diam X., leader de jeunesse au Liban, membre de l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC)

Venir au Liban

Venir au Liban, coopérer avec notre société n'a jamais été une tâche facile. La situation de la sécurité au Liban depuis 2004, conjuguée au coût de la vie élevé, a rendu notre vie tellement difficile et compliquée (coût du logement, ainsi que des produits de première nécessité). De plus, l'instabilité politique, le chevauchement des pouvoirs entre les ministères et la situation critique de la sécurité traumatisent les citoyens, nationaux et étrangers. Les Libanais se retrouvent paralysés et incapables de travailler dans, pour et avec la société; et les étrangers sont à peine encouragés à mener des projets dans le pays.

Aussi, la présence de zones interdites sur l'État et la présence de zones de conflits en cours au Liban (Tripoli, nord du Liban) découragent le travail volontaire pour des raisons de sécurité. Pourtant, ces zones ont besoin de beaucoup de projets sociaux et de jeunesse qui pourraient peut-être les aider à trouver des solutions.

La crise en Syrie et ses impacts sur la stabilité de l'État ainsi que les menaces militaires israéliennes sur le pays ajoutent à la peur des pays étrangers (européens en particulier) qui dissuadent leurs citoyens de se rendre au Liban pour n'importe quelle raison.

Voyager en Europe

Mais voyager en Europe pose autant de soucis. Le coût du voyage est très élevé, surtout les billets d'avion et le visa. Il est tellement difficile d'obtenir des visas européens: les coûts des transactions et de l'assurance sont hors de prix et les fichiers doivent prendre un certain temps pour être étudiés.

De plus, les demandes de visa Schengen européennes sont présentées uniquement à l'ambassade française à Beyrouth et le problème de la maîtrise des langues européennes autres que le français et l'anglais a rendu la tâche encore plus compliquée.

L'absence d'une culture de la société civile et des organisations non gouvernementales (ONG) au Liban, le manque de directives officielles de l'État ou des écoles et des universités sur l'importance du travail social, le manque d'attention officielle concernant l'enseignement du sport et le manque d'intérêt officiel pour le secteur de la jeunesse en général réduisent la probabilité d'engagement civique des jeunes.

Les JAMO dans les programmes européens

Les « jeunes ayant moins d'opportunités » font partie des publics prioritaires du PEJA qui cherche à financer des projets renforçant « la cohésion sociale et la lutte contre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, ainsi que le développement durable⁵ ».

Le PEJA cherche donc à favoriser à la fois les projets visant directement à impliquer les JAMO en tant que participants actifs, ainsi que les initiatives incluant une stratégie d'inclusion ou de facteur y contribuant (sensibilisation, formation à l'élaboration de projets en lien avec ce public, échanges de bonnes pratiques...). S'inscrivant dans une démarche de qualité et de synergie, la stratégie d'inclusion a déjà donné lieu à de nombreux projets impliquant activement des jeunes défavorisés. Le PEJA et le centre de ressources SALTO-Youth Inclusion veillent par ailleurs à ce que tout projet financé par Jeunesse en action soit à tout le moins accessible aux JAMO, et si possible en fasse son public cible. Les critères de difficultés rencontrées par ces jeunes pouvant varier d'un pays ou d'une région à l'autre, le PEJA a mis en place une gestion décentralisée de sa stratégie d'inclusion, permettant à tout jeune rencontrant des difficultés d'avoir accès aux projets favorisant son intégration dans la société civile.

■ QU'EST-CE QU'UN JAMO ?

La décision du Parlement européen et du Conseil du 13 avril 2000 établissant le programme Jeunesse indique que les jeunes ayant moins d'opportunités (JAMO) sont : les « jeunes qui, pour des raisons d'ordre culturel, social, physique, mental, économique ou géographique, ont le plus de difficultés à participer aux programmes d'action qui les concernent tant au niveau communautaire qu'aux niveaux national, régional et local ».

Le programme EuroMed Jeunesse IV ne mentionne pas, quant à lui, de stratégie spécifique à l'égard des JAMO. De la même manière que les jeunes des pays MEDA sont souvent considérés par essence comme des JAMO, le programme EuroMed Jeunesse IV estime – souvent à raison – s'adresser par nature à des jeunes en difficulté⁶.

Les JAMO dans les projets financés par le PEJA (action 3.1)

La réalité tarde à s'accorder aux recommandations et critères qui figurent dans les textes. D'une part, seule l'évaluation des projets d'échanges de jeunes de la sous-action 3.1 (voir l'encadré p. 38) fait reposer une partie de la sélection des projets sur la participation des JAMO. Si les formations et mises en réseau de cette même sous-action contiennent bien souvent une dimension de formation à l'intégration des publics précaires, les JAMO n'en sont pas un public cible en termes de participants. Les participants aux projets d'échanges de jeunes représentant 72 % des participants aux projets financés dans la sous-action 3.1 et les participants JAMO constituant un tiers des participants à ces projets, les JAMO représentent donc quelque 24 % des participants aux projets financés par le PEJA dans le domaine de la coopération euro-méditerranéenne, un chiffre en hausse mais dont les composantes montrent clairement que des progrès peuvent être faits pour inclure des publics précaires dont les difficultés seraient différentes, ou bien en menant une réflexion sur l'inclusion de JAMO dans les formations et mises en réseau.

5. Livret vert. *Égalité et non-discrimination dans l'Union européenne élargie*, COM/2004/0379 final (http://eur-lex.europa.eu/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexplus!prod!DocNumber&lg=fr&type_doc=COMfinal&an_doc=2004&nu_doc=379).

6. Groupe cible : les jeunes (<http://www.euromedyouth.net/Groupe-cible-Les-Jeunes>).

De la difficulté d'identifier les JAMO

Dès lors que cibler les JAMO fait partie des critères permettant d'accéder à une subvention européenne, il convient d'être très attentif à leur identification.

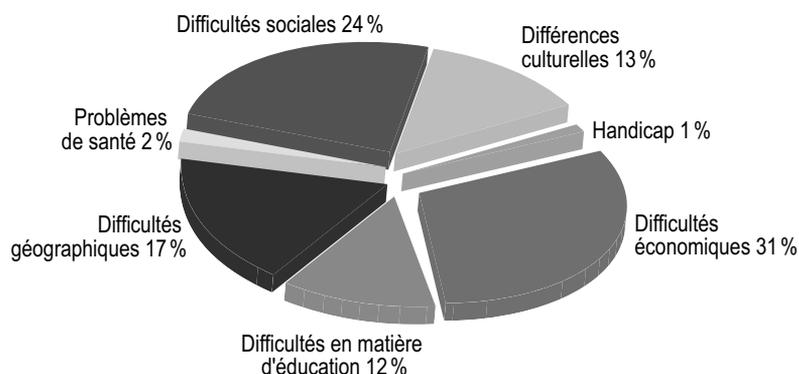
Lorsque l'on se penche sur les statistiques, on remarque notamment que les difficultés économiques et sociales sont clairement majoritaires dans les difficultés touchant les jeunes retenus pour participer aux échanges de jeunes organisés sous l'égide de l'action 3.1. Un tel état de fait peut sembler paradoxal, dans la mesure où des difficultés telles que le handicap ou les problèmes de santé sont bien plus facilement identifiables que des difficultés d'ordre économique, social ou même culturel. On touche là à la limite du processus d'identification des JAMO qui est effectué par les porteurs de projets qui ont des conceptions différentes de ce que peut être une difficulté économique ou sociale, catégories souvent larges, et permettant d'y inclure un certain nombre de jeunes aux besoins d'insertion plus ou moins exacerbés en réalité. Le PEJA effectue bien sûr une évaluation de l'inclusion promue par les projets qui dessine des contours plus précis à ces catégories, mais ne semble toujours pas permettre à des JAMO d'autres catégories de bénéficier des opportunités offertes par les projets soutenus par l'Union européenne.

Le critère géographique, invoqué dans 17% des projets, est lui aussi à manipuler avec soin. Nombre de porteurs de projets font valoir le fait d'inclure des jeunes de régions dites en situation précaire comme étant un gage de leur stratégie envers les plus défavorisés. Le seul critère géographique ne suffit cependant pas à identifier un public en difficulté. Les projets ne faisant pas état d'une volonté nette de financer l'obtention des visas de leurs participants ne peuvent dès lors pas être considérés comme étant orientés vers les publics précaires.

À l'instar de son miroir dans les pays « programme », EuroMed Jeunesse IV devra s'interroger dans le futur sur ses cibles : tous les jeunes des pays MEDA ne sont pas défavorisés, et ce sont bien souvent les plus favorisés qui connaissent ou montent les projets financés par des programmes européens. Ces derniers ne réussissent pas à toucher une partie de la jeunesse méditerranéenne qui aurait pourtant besoin de soutien.

De la même manière, certaines organisations de pays ayant connu le mouvement des Indignés présentent les jeunes y ayant participé comme des JAMO. Ces jeunes connaissent

Graphique 1. Types de difficultés rencontrés par les JAMO intégrés aux échanges de jeunes (action 3.1), en 2007-2012



Source : AFPEJA.

très certainement une situation économique et sociale précaire, mais ils font malgré tout partie de ceux qui se mobilisent d'ores et déjà. Il s'agit alors d'être très attentifs aux effets démultiplicateurs que peuvent avoir ces jeunes en revenant chez eux, auprès de publics plus précaires ou moins mobilisés qu'eux, pour être sûr de toucher, malgré tout, les publics précaires de la manière la plus efficiente possible.

De la difficulté de toucher les JAMO de manière efficiente

Certains porteurs de projets mettent en place différentes initiatives pour atteindre les publics défavorisés, tant les participants que les communautés touchées par le projet, ce qui évite les écueils de la « mise en vitrine » des JAMO. Par exemple, de nombreuses associations vont au-delà de la prise en charge du visa et font en sorte d'établir un prix de cotisation unique symbolique pour les participants de toutes les régions concernées.

La plupart d'entre elles cherchent aussi à s'associer à des organisations de jeunesse travaillant avec des jeunes précaires dans leur pays et désirent établir des critères de participation permettant à tout le moins l'accessibilité de ces derniers, voire même à la favoriser en introduisant un critère de difficulté sociale dans la sélection des participants. C'est le cas du

TÉMOIGNAGE

UN JEUNE AYANT MOINS D'OPPORTUNITÉS EN SERVICE VOLONTAIRE EUROPÉEN EN TUNISIE

Carmen Maria Ramos Espejo, association REC et Centro Creativo Joven (centre créatif jeunesse), Nouha Ben Salem, travailleuse jeunesse, Association des jeunes Méditerranéens pour les échanges culturels (AJMEC)

Nous voulions donner aux personnes défavorisées la possibilité de sentir qu'elles peuvent être des citoyens actifs et nous avons également voulu en faire une expérience interculturelle en amenant un volontaire du côté de la rive tunisienne de la Méditerranée. [...]

Il s'agissait de son premier voyage hors d'Espagne, alors quand il est arrivé à Sousse, en Tunisie, il a d'abord été effrayé par ce nouvel environnement. Il est venu avec un tas de stéréotypes et tout ce qu'il voyait ou entendait l'étonnait tellement qu'il n'osait pas parler ! Avec le temps, il est devenu moins dépendant de son tuteur et s'est beaucoup plus intégré au sein de la société d'accueil. Il a appris à faire confiance et à vivre avec des gens qu'il n'avait jamais rencontrés auparavant, accueillant même dans son propre appartement un groupe de jeunes break dancers algériens. Il a partagé sa chambre, la nourriture, ses temps libres, ses passions et de très bons moments avec eux... sans parler la même langue !

Nous avons remarqué que la mise en œuvre de tels échanges dans les pays arabes a un impact social et culturel important dans la promotion d'échanges culturels. En moins d'un mois, tout le village avait appris à connaître ce volontaire espagnol ; chaque week-end nous recevions au centre jeunesse de nouveaux enfants et jeunes qui venaient pour parler à ce garçon espagnol des olives de Grenade, de sa culture, de son histoire mais aussi pour goûter à sa cuisine ! Il a également mené des activités en collaboration avec les animateurs du centre.

Ce fut une expérience unique étant donné que c'était la première fois qu'un jeune ayant moins d'opportunités faisait un service volontaire européen dans un pays arabe et nous avons tous beaucoup appris ! [...]

projet 100 % Hip-Hop, Art of Expression⁷ qui a recruté cinq groupes informels de jeunes en difficultés, n'ayant jamais participé à un échange ou ni même quitté leur pays et maîtrisant mal l'anglais, pour un échange de jeunes autour de la culture urbaine. De manière plus simple encore, Romans International a banni l'aspect financier de ses critères de sélection et instauré une participation unique s'élevant à cinquante euros pour tout participant, qu'il vienne ou non d'une région éloignée.

Les femmes

Des pourcentages qui stagnent

Les femmes constituent elles aussi une cible prioritaire des programmes d'empowerment européens. La stratégie pour l'égalité des hommes et des femmes (2010-2015) met ainsi l'accent sur la nécessité de parvenir à intégrer les femmes dans les initiatives promouvant la démocratie et la participation citoyenne. Le « rôle actif des femmes dans la société » constitue quant à lui l'une des priorités nationales françaises de l'action 3.1, et l'une des priorités d'EuroMed Jeunesse IV est la place des femmes en EuroMed⁸.

Ce sujet a pris une ampleur différente dans le cadre de la coopération entre l'Union européenne et les pays du pourtour de la Méditerranée. Lors du Printemps arabe, les voix des femmes se sont élevées de part et d'autres des deux rives pour dénoncer les inégalités et défendre non seulement leurs droits mais aussi la reconnaissance de leurs compétences et de leurs capacités en termes politiques. La Tunisie a pris acte de cette émancipation croissante en introduisant les droits de la femme dans sa nouvelle constitution, et compte désormais 23 % de femmes parmi ses 217 députés, dont 42 appartiennent au parti Ennahda. Cependant, cette même Tunisie met aujourd'hui à l'ordre du jour une révision de la constitution pour y inscrire la femme comme complémentaire, et non plus égale, de l'homme... Un paradoxe qui agite nombre de pays des deux rives de la Méditerranée qui se réclament bien souvent d'une égalité homme/femme que l'on ne retrouve que dans les textes et bien peu souvent dans les pratiques ou les mentalités.

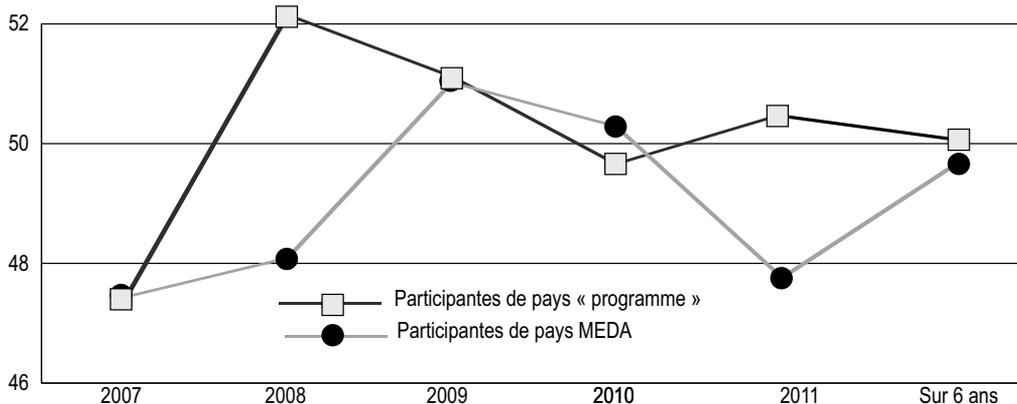
Du côté des statistiques, la participation des femmes aux projets financés par le PEJA se maintient autour d'un pourcentage légèrement inférieur à 50 % depuis six ans. Cette proportion de participantes est assez similaire quelle que soit la provenance des participants. Les femmes représentent en moyenne 50,1 % des participants des pays « programme » contre 49 % des participants MEDA au cours des six dernières années⁹.

7. Projet développé par le centre social et culturel Robert Schuman et qui a réuni cinquante jeunes d'Algérie, Allemagne, Égypte, Estonie, France, Jordanie, Maroc, Tunisie et Turquie du 8 au 15 juillet à Haguenau pour une semaine d'échanges autour de la culture urbaine, se concluant par un show chorégraphique.

8. <http://euromedyouth.net/Femmes-en-Euromed>

9. Statistiques réalisées à partir de l'extraction de données des rapports finaux du programme Jeunesse en action. Les rapports de l'année 2011 n'étant pas tous encore enregistrés, les données de l'année 2011 sont incomplètes.

Graphique 2. Évolution du pourcentage de femmes au sein des participants au PEJA, selon la région



Source : AFPEJA.

Si la part des femmes dans les projets euro-méditerranéens atteste d'une certaine parité en termes de participants, le nombre de projets consacrés à leur insertion, leur employabilité ou leur citoyenneté active n'a lui pas connu de rebond significatif, y compris en 2008 où aucun projet leur étant consacré n'a été financé par le PEJA pour l'action 3, en dépit de la priorité faite cette année-là aux projets liés aux violences faites aux femmes¹⁰. Plus problématique encore, les années suivantes les soulèvements en pays arabes n'ont pas vu augmenter la participation des femmes, pas plus que le nombre de projets leur étant consacré.

Il semble que ce faible nombre de projets soit en partie dû à une difficulté à cerner les contours de ce qui peut être fait par les acteurs, et à un défaut de communication de la part des décideurs européens qui fixent les priorités. Le séminaire « Empowering Women » organisé en 2010 par l'Agence nationale française en partenariat avec SALTO-Youth EuroMed Jeunesse a donné un nouvel élan à des associations qui ne savaient pas toujours comment aborder le sujet de la manière la plus efficace possible, et le nombre de projets consacrés aux femmes en France comme dans les pays partenaires semble prêt à prendre une pente ascendante.

Il convient de souligner que ces chiffres ne sont pas plus bas dans les projets euro-méditerranéens que dans les projets financés par les autres actions du programme. Si l'intégration des femmes aux projets semble donc relever d'une problématique plus globale, les projets à dimension euro-méditerranéenne disposent de divers atouts leur permettant de conduire une réflexion approfondie sur le sujet. Le rôle des femmes dans les récents soulèvements tout autour de la Méditerranée et les problématiques de genre qui s'invitent dans les nouvelles politiques mises en place constituent un terrain fertile pour mener à bien des projets tant d'échanges de jeunes que de formation et de mise en réseau.

Du côté des projets montés dans les pays MEDA par contre, la tendance du nombre de projets concernant les femmes – qui étaient déjà nombreux lors de la troisième phase, avec 5 % des projets leur étant consacrés – est à la hausse, avec quatre fois plus de projets lors de la quatrième phase post-Printemps arabe que lors de la troisième (2005-2008).

10. Statistiques réalisées à partir de l'extraction de données des rapports finaux du programme Jeunesse en action. Les rapports de l'année 2011 n'étant pas tous encore enregistrés, les données de l'année 2011 sont incomplètes.

De la difficulté d'œuvrer concrètement à l'inclusion et l'intégration des femmes

Aucune des deux rives de la Méditerranée ne peut se targuer d'une amorce de réelle égalité homme/femme, ce qui permet d'enrichissantes discussions et initiatives issues d'une réflexion à l'égard d'une problématique commune, mais qui demande aujourd'hui de réelles concrétisations pratiques. C'est ce à quoi nombre de projets s'attellent depuis six ans, avec toutes les difficultés que cela implique en termes de conséquences réelles sur la situation des femmes. Il ne s'agit plus simplement d'organiser des séminaires de réflexion sur la place que doivent avoir les femmes dans nos sociétés, mais bien d'œuvrer à leur inclusion et implication dans ces dernières, en portant une attention toute particulière aux plus précaires d'entre elles.

Quand les bonnes pratiques se mettent en place

L'association Epannes Enfance Loisirs Jeunesse offre un bon exemple de stratégie visant à donner aux femmes les moyens de leur intégration avec son projet de formation sur l'intégration des jeunes femmes dans les pays EuroMed¹¹. L'objectif était de doter les responsables associatifs et animateurs de jeunesse d'aptitudes, attitudes et savoirs liés à la conduite de projets interculturels favorisant l'égalité des genres par l'inclusion sociale et économique des jeunes filles issues de milieux défavorisés. On retrouve ici la deuxième dimension du soutien de l'Union européenne aux projets d'inclusion à l'intention des femmes, celle qui promeut des initiatives comportant une stratégie d'inclusion avec des effets multiplicateurs importants en termes d'employabilité et de lutte contre la précarité des femmes. Les échanges entre quatre pays « programme » et quatre pays MEDA apportent une plus-value interculturelle aux débats et solutions mis en place. Surtout, l'objectif du projet n'est pas tant une réflexion quant aux fondements de l'égalité de genre, qu'un échange de bonnes pratiques visant à donner aux travailleurs de jeunesse les outils pour permettre aux femmes les plus précarisées de mieux s'intégrer.

En sélectionnant une proportion de femme supérieure à celle habituellement présente dans le milieu de la culture urbaine (36%), le projet 100% Hip-Hop, Art of Expression a lui aussi cherché à intégrer les femmes et leur faire apporter leur vision de l'art urbain comme vecteur de message démocratique. Ici la participation des femmes permet une réflexion s'articulant sur plusieurs axes. À court terme, le projet met en regard les messages exprimés par les jeunes hommes et les jeunes femmes ainsi que l'outil de la culture urbaine qu'ils ont utilisé. De manière plus approfondie, il conduit à une réflexion sur les clichés que l'on peut avoir à l'égard de la place et du rôle des femmes dans le milieu de la culture urbaine. Mais comme pour les JAMO, il s'agit d'éviter l'écueil de la « mise en vitrine » des jeunes femmes et d'accompagner leur participation d'une réflexion collective et individuelle permettant d'ancrer leur intégration à ce type de milieu dans les représentations.

Le premier projet financé par EuroMed Jeunesse IV en Jordanie, WO,man¹², cherche lui aussi à avoir un impact qui soit le plus large possible, en organisant une formation de longue durée donnant les outils nécessaires aux travailleurs de jeunesse pour qu'ils puissent soutenir des projets faisant de la place des femmes et de l'égalité des genres leurs thématiques principales.

La thématique des femmes en EuroMed étant l'une des priorités nationales des pays partenaires méditerranéens, de nombreuses formations ont été consacrées à ce sujet. Dès 2007, un stage a été organisé sur le rôle et la place des femmes en EuroMed qui a fait l'objet

11. L'intégration des femmes en pays Euromed a été financée en 2011.

12. www.jordan.euromedyouth.net/IMG/pdf/euromed_youth_unit_jordan_issue_4_december_1_2011_.pdf

d'une publication dans la collection « Bringing both sides together... », intitulée *Women in EuroMed: a kaleidoscopic sea of roles and places*¹³.

Dans cette continuité, une formation sur la thématique Empowering Women a été mise en place dès 2010 suivie par une deuxième en 2012 en partenariat avec l'Agence française du programme européen Jeunesse en action. Au vu du succès de ces deux éditions et du grand nombre de candidatures reçues (plus de 500 en 2012 pour une vingtaine de places), l'organisation d'un séminaire regroupant d'anciens participants a été programmée et des vidéos ont été réalisées à la suite de ces événements¹⁴. Enfin, le séminaire d'avril 2013 a reçu 668 candidatures pour 54 places.

13. www.salto-youth.net/rc/euromed/EMlibrary/emeducpub/reportscollection/reportwomen

14. <https://vimeo.com/39476661>, <https://vimeo.com/8887302>

La formation au cœur des échanges

FEDERICA DEMICHELI,
chargée de mission SALTO-Youth EuroMed
CLAIRE VERSINI

L'Agence française du programme européen Jeunesse en action (AFPEJA) héberge l'un des huit centres de ressources créés par la Commission européenne qui ont pour objectif de renforcer la qualité des projets: SALTO-Youth EuroMed, soit « soutien et opportunités de formation et d'apprentissage avancés » pour SALTO. La principale mission de SALTO-Youth EuroMed est d'inciter la coopération euro-méditerranéenne en matière de jeunesse, en s'appuyant sur la promotion du programme et de ses actions, tout en favorisant les « bonnes pratiques » pédagogiques dans le domaine de la formation.

La formation des responsables de jeunesse, des animateurs et des multiplicateurs aux niveaux européen et international ne s'est imposée en tant que priorité du plan de travail européen de jeunesse que durant la dernière décennie. Les professionnels de jeunesse actifs au plan local se sont trouvés de plus en plus souvent amenés à participer à l'organisation d'activités internationales de jeunesse. Cette évolution a induit une demande renforcée de formation aux aptitudes et compétences requises dans les contextes internationaux et interculturels du travail de jeunesse, encouragée par la multiplication des programmes européens en faveur des jeunes. Ainsi, former à former est de plus en plus important dans la complexité de la société actuelle et dans le cadre géopolitique dans lequel la jeunesse vit aujourd'hui.

Les formations proposées

De nombreuses formations sont proposées tout au long de l'année par le centre SALTO-Youth EuroMed, certaines à destination des professionnels du champ de la jeunesse, d'autres aux formateurs. Afin de mieux comprendre la dynamique de formation impulsée, nous étudierons ici plus particulièrement deux modules: l'un sur *le rôle de la religion dans la coopération euro-méditerranéenne* adressé aux professionnels et l'autre pensé pour les formateurs du domaine de la jeunesse (Training of trainers in EuroMed: TOTEM).

Un exemple de formation courte

La formation «The Role of Religions in the Euromediterranean cooperation» qui s'est déroulée du 23 au 28 avril 2012 à Malte a été organisée par SALTO-Youth EuroMed en partenariat avec l'Agence nationale maltaise pour le programme Jeunesse en action. L'objectif principal de cette formation destinée à des formateurs déjà actifs aux niveaux national et international comme à de futurs formateurs (travailleurs et leaders de jeunesse) était d'améliorer le niveau de connaissances et de compétences nécessaires pour intervenir dans la région méditerranéenne.

La religion est un sujet très sensible parce que c'est une question personnelle qui, suivant le contexte, peut prendre une dimension politique ou même institutionnelle. Le séminaire s'est notamment focalisé sur cette dernière partie. Le thème de la religion peut être en soi un sujet de réflexion à visée éducative dans des activités internationales. La prise en compte de ce questionnement permet d'œuvrer à une compréhension mutuelle et une réflexion approfondie sur les liens unissant cultures et civilisations.

En facilitant la mise en place d'une communauté d'apprentissage et de partenariats durables, le séminaire poursuivait les objectifs suivants :

- découvrir l'histoire des religions du bassin méditerranéen ;
- appréhender les religions dans le cadre de la région EuroMed ;
- réfléchir au rôle géopolitique des religions dans le cadre de la région EuroMed ;
- réfléchir et explorer les possibilités d'utilisation de la religion en tant qu'outil éducatif dans le cadre d'activités d'éducation non formelle ;
- aider les participants à identifier et débiter des projets de développement.

Parmi les vingt-cinq participants, seize venaient de pays européens (Allemagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Islande, Lettonie, Lituanie, Malte, Turquie) et neuf de pays MEDA (Algérie, Égypte, Israël, Liban, Territoires palestiniens occupés et Tunisie), équitablement répartis entre hommes et femmes, et ayant tous des expériences et parcours différents.

Au cours des quatre jours de formation, le thème de la religion est devenu un « prétexte » à l'apprentissage grâce aux activités ludiques, au travail en groupe, à l'histoire et à la géographie, avec l'ambition d'approfondir le contenu et le quotidien des trois religions représentées. C'est sur cette base d'une meilleure connaissance des cultures religieuses des pays que la coopération peut ensuite naître.

Un exemple de formation longue

La formation de formateurs TOTEM soutient quant à elle l'apprentissage des travailleurs et leaders de jeunesse qui ont déjà une expérience dans le domaine de la coopération euro-méditerranéenne et qui souhaitent développer et approfondir leurs compétences dans ce domaine.

TOTEM répond au besoin de développement de compétences spécifiques au cadre EuroMed en matière de formation, et s'adresse à un groupe spécifique de candidats, s'inscrivant ainsi dans une stratégie plus globale qui inclut aussi le soutien aux programmes Jeunesse en action et EuroMed Jeunesse IV. Il s'agit d'une formation de longue durée de formateurs en EuroMed qui s'articule en quatre phases (dont deux séminaires) et inclut des activités entre les séminaires. Les objectifs stratégiques sont de contribuer à l'amélioration de la qualité des activités de formation en EuroMed et au développement d'un réseau de formateurs au niveau euro-méditerranéen afin de devenir pour le participant un acteur actif dans le domaine de la coopération EuroMed Jeunesse.

Les objectifs d'apprentissage visent eux à :

- aider les participants à acquérir une compréhension approfondie du contexte euro-méditerranéen ainsi que de ses implications culturelles, historiques, géopolitiques et émotionnelles ;
- améliorer et approfondir les compétences de formation spécifiques des participants (futurs formateurs en EuroMed) afin qu'ils soient capables d'élaborer entièrement des activités de formation, de les mettre en place et de les évaluer.

Au cours de cette année de formation et de coaching, douze projets ont été mis en place (sur les quatorze qui avaient été envisagés). TOTEM a permis l'établissement de partenariats durables, et neuf autres projets ont été soumis à la fin de l'année 2012, dont trois sont en cours.

Former c'est alors donner aux autres les outils pour leur permettre d'atteindre certains objectifs. C'est tout particulièrement le cas en ce qui concerne la formation de formateurs où il s'agit de former dans le but d'apporter des capacités et des aptitudes à agir. La formation dans le cadre EuroMed est très spécifique parce qu'elle offre aux stagiaires la possibilité de participer en leur donnant les compétences et les moyens nécessaires pour agir dans un contexte particulier où se mêlent considérations politiques, géographiques et culturelles. Elle est fondée sur deux éléments : l'expérience et la théorie, cette dernière trouvant sa source dans l'expérience.

Les objectifs et les méthodes

Dans le cadre des projets euro-méditerranéens, la formation doit nécessairement s'appuyer sur l'expérience, le vécu et les attentes des participants (voir le chapitre « Quelles méthodes? », p. 55). Cela nécessite une véritable interaction entre eux, ainsi qu'entre les participants et les formateurs. Chaque participant doit pouvoir se sentir concerné pour être par la suite en mesure d'agir sur la base des compétences acquises. Pour ce faire, il s'agit dans un premier temps de définir des objectifs précis et d'identifier le changement que l'on veut provoquer chez les participants, ou dans une organisation. Ce changement doit par la suite se traduire par un impact réel sur le terrain. Les apprentissages tirés de la formation doivent pouvoir s'appliquer aux situations réelles auxquelles sont confrontés les participants, et ne pas se contenter d'aborder des théories ou des situations éloignées de leur quotidien; le formateur ne peut donc pas se considérer comme le détenteur de la seule vérité: les participants doivent pouvoir s'approprier les outils apportés par le formateur, et les appliquer à leur propre vécu.

Le rôle du formateur est de fournir de nouveaux outils de discussion, des idées fraîches, de stimuler les participants pour leur offrir des moyens de trouver leurs propres solutions.

Qui forme-t-on ?

Une enquête en ligne a été lancée en 2008¹⁵, parmi les 1 396 stagiaires ayant bénéficié d'une formation entre 2003 et 2007 – elle ne prenait pas en compte les participants à d'autres types d'événements tels que les conférences. Le questionnaire a ainsi été envoyé à un échantillon de 847 personnes, soit 61 % du nombre total de participants enregistrés dans la base de données SALTO-Youth EuroMed. Le logiciel gratuit Lime Survey a été utilisé pour la collecte des 454 réponses (dont 246 complètes).

15. L'enquête a été réalisée par Claire Boulc'h dans le cadre de son stage de master 2 d'affaires européennes à l'université de Cergy.

L'analyse se fonde donc *in fine* sur la participation de 242 personnes que nous appellerons « les répondants ». Ces derniers représentent 17% de l'ensemble des personnes ayant bénéficié d'une formation et 29% de l'échantillon. Le taux de réponses de 30% a excédé les attentes puisque près de trois répondants sur dix ont complété le questionnaire.

Bien que les dates prises en compte pour l'enquête précèdent largement les dernières évolutions sociopolitiques dans les pays méditerranéens, les réponses aux questionnaires montraient déjà une petite majorité de stagiaires originaires de ces pays (51%).

Par ailleurs, les formations SALTO-Youth EuroMed suivent les priorités du programme Jeunesse en action qui promeut l'égalité des genres. L'objectif étant d'atteindre un nombre égal d'hommes et de femmes au niveau des structures actives, il s'agit de mettre en place des mesures pratiques qui stimulent l'intérêt et la participation des genres les moins représentés dans chaque action. De manière générale, l'équilibre des genres a été assuré à la fois dans la population étudiée et dans l'échantillon (47% de femmes et 53% d'hommes parmi les répondants). La dynamique reste cependant sexuellement marquée: les femmes sont moins nombreuses à participer aux formations et moins nombreuses à répondre au questionnaire.

En ce qui concerne l'âge des personnes formées, force est de constater que les 25-32 ans sont les plus représentés (38%), suivis de loin par les 18-25 ans (18,38%). Le pourcentage des 32-39 ans additionné à celui des 39-46 ans montre que 35% des stagiaires sont plutôt expérimentés. Ce constat est à mettre en parallèle avec le fait que 42% des répondants à l'enquête sont des directeurs ou des coordinateurs, alors que seuls 19% des répondants sont des salariés et 15% des bénévoles.

Tableau 1. Pourcentage de répondants formés selon l'âge

Compétences tranche d'âge	Nombre de répondants formés	%
18-25 ans	43	18,38
25-32 ans	89	38,03
32-39 ans	42	17,95
39-46 ans	40	17,09
+ de 46 ans	20	8,55
Total des répondants	234	100

Source: Enquête 2008 sur les formations SALTO-Youth EuroMed de la période 2003-2007.

Enfin, selon les résultats de l'enquête, 67% des répondants travaillent dans une organisation à but non lucratif et non gouvernementale. Le programme européen Jeunesse en action s'adresse en effet notamment à ce type d'organisations dont il cherche à renforcer les compétences. L'objectif est aussi de créer des synergies entre les acteurs de la société civile basés en région euro-méditerranéenne. Parmi ces organisations, 20% ont une portée européenne et/ou internationale, et opèrent dans le secteur de la jeunesse. Cependant, les organisations correspondant à la case « autres » sont reliées au secteur privé (huit cas) et aux organisations gouvernementales (neuf cas).

L'impact des formations

Selon le tableau ci-dessous qui évalue l'impact des programmes de formation sur les participants en termes de compétences professionnelles et socioprofessionnelles, les plus jeunes privilégient la communication interculturelle, là où ceux âgés de 25 à 39 ans mettent en avant à la fois la communication interculturelle et la création de partenariats. Les répondants plus âgés se focalisent quant à eux davantage sur la création de partenariat.

Tableau 2. Impact des programmes de formation sur les participants selon leur âge

Compétences Âge des répondants	Méthodologie de projet, apprentissage interculturel	Communication interculturelle	Création de partenariats	Total
18-25 ans	15%	47%	38%	100%
25-32 ans	19%	40%	41%	100%
32-39 ans	22%	39%	38%	100%
39-46 ans	20%	20%	59%	100%
+ de 46 ans	15%	15%	70%	100%

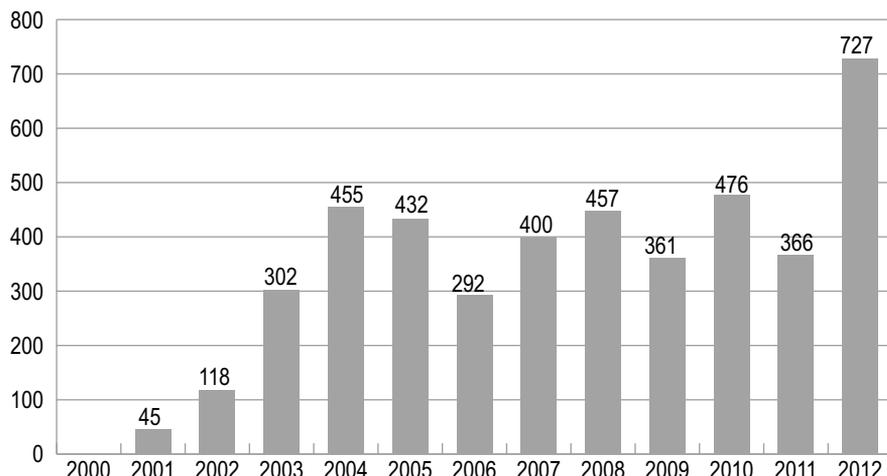
Source : Enquête 2008 sur les formations SALTO-Youth EuroMed de la période 2003-2007.

De manière générale, les répondants les plus jeunes débutant leur carrière professionnelle acquièrent d'abord les compétences basiques qui leur permettront de développer leurs projets. C'est pourquoi ils privilégient plus la communication interculturelle qui est un facteur essentiel à la création de nouveaux projets. Les répondants plus âgés ont davantage de maturité et d'expérience et ont déjà eu la chance d'acquérir la méthodologie et d'intégrer ces compétences dans leur vie professionnelle. C'est pourquoi ils se focalisent sur des compétences plus techniques. Ils se dédient donc à la création de partenariat afin d'enrichir leur réseau, qui est l'un des éléments cruciaux du développement de projets.

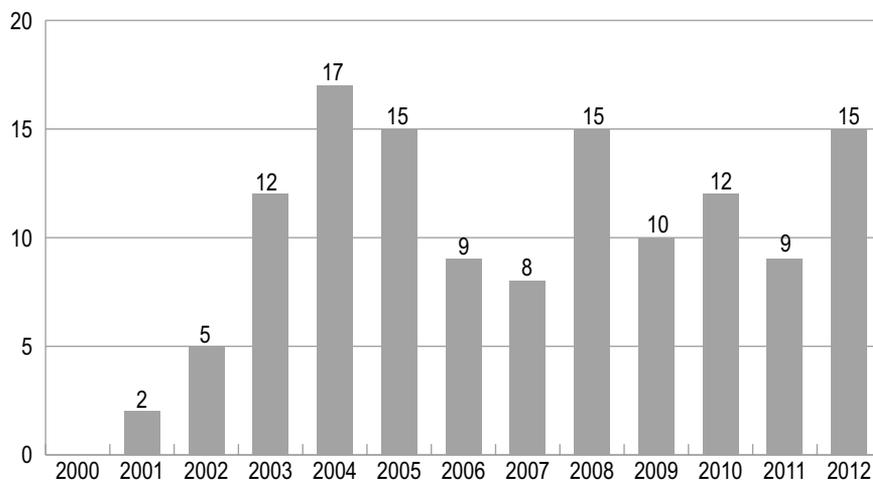
Quelles évolutions après le Printemps arabe ?

La formation de formateurs est, après le Printemps arabe, de plus en plus centrale. Ainsi, en 2012, globalement, le nombre de participants aux formations de SALTO-Youth EuroMed augmente de façon très importante alors que le nombre d'actions lui évolue moins (voir graphiques p. 54). Si l'on regarde en détail, on constate aussi que, parmi les participants à ces actions venus des pays MEDA, les plus nombreux sont précisément ceux issus des pays qui ont connu un Printemps arabe, Égypte, Tunisie (voir graphique n° 5, p. 54). Le besoin de se former et d'être prêt à former d'autres jeunes représente un enjeu d'avenir. Les associations et les différentes organisations ont besoin de développer leurs propres compétences internes pour promouvoir de nouvelles stratégies et de nouveaux projets. Les organisations veulent avoir un rôle plus important dans la société civile, il y a ainsi un besoin de pouvoir former les jeunes pour que ces derniers développent de nouvelles compétences... S'y ajoute le besoin de répondre à la nécessité d'avoir des communautés locales comme la création de services et de soutien pour la famille. Le Printemps arabe a montré que les changements sont possibles, que les jeunes peuvent avoir un rôle considérable, mais il a aussi été démontré que sans compétences il est très difficile de capitaliser les acquis et qu'il est très facile d'être manipulé par celui qui a plus d'expérience ou de pouvoir...

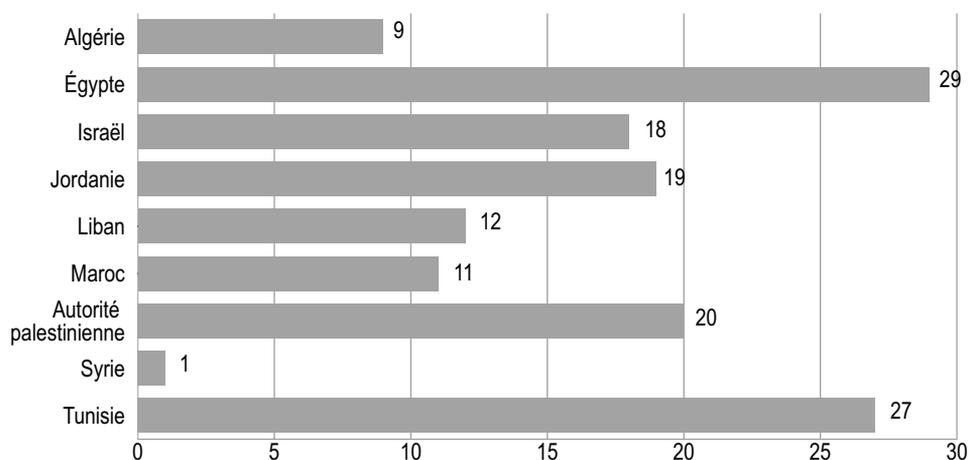
Graphique 3. Nombre de participants aux activités SALTO-Youth EuroMed depuis 2000



Graphique 4. Nombre d'actions SALTO-Youth EuroMed depuis 2000



Graphique 5. Répartition géographique des participants MEDA aux actions SALTO-Youth EuroMed en 2012



Quelles méthodes ?

CLAIRE VERSINI

Un cadre spécifique pour des méthodes pédagogiques alternatives

« Ateliers de création participative », « repas insolent », « blind walk »... constituent autant d'activités mises en place dans les différentes initiatives de jeunes financées par les divers programmes de l'Union européenne, et qui cherchent à impliquer les jeunes dans leur apprentissage et à permettre une mutualisation des connaissances et des compétences. Pour stimuler la participation active des jeunes, les porteurs de projets ont généralement recours à des outils pédagogiques innovants visant essentiellement à échanger, s'interroger et construire des réponses communes fondées sur les connaissances et compétences des participants.

Les programmes européens SALTO-Youth EuroMed ou Jeunesse en action (action 3) sont destinés à encourager la mobilité euro-méditerranéenne pour les jeunes en dehors des échanges académiques. Ainsi, en dehors du cadre scolaire, on retrouve la pédagogie non formelle dans la totalité des projets financés, grâce à sa capacité à s'adresser à un public aux origines, formations et cultures diverses. Si le mode de sélection des projets accorde de l'importance à l'usage de l'éducation non formelle (ENF), il semble que son utilisation découle avant tout du cadre même dans lequel s'inscrivent les initiatives de jeunes. Le fait qu'un tiers environ des dossiers présentés et retenus ne mentionne pas le terme officiel d'éducation non formelle lorsqu'il leur est demandé d'explicitier la pédagogie dont il sera fait usage, alors même que leurs activités relèvent bien de cette même ENF, montre qu'elle s'inscrit naturellement dans le cadre non académique dans lequel elle est utilisée.

Dans ce contexte, le rôle du formateur est de mettre en place les conditions nécessaires aux échanges, à une meilleure connaissance du cadre, à la construction collective du savoir. Il n'est donc pas le seul à détenir les réponses mais il est là, aux côtés des stagiaires (apprenants) pour les guider dans l'émergence des réponses, dans un va-et-vient entre théorie et pratique, théorie et expérience.

Le Printemps arabe a renforcé cette tendance à l'utilisation de l'ENF, notamment dans les projets proposés par les pays MEDA. Dans la mesure où les mouvements ont permis à un public aux origines et formations toujours plus diverses d'accéder aux opportunités de mobilités qu'offrent, entre autres, les programmes soutenus par l'Union européenne, ils ont aussi conduit à un besoin croissant d'utiliser des méthodes permettant à chacun

de s'exprimer et d'enrichir le débat grâce à son expérience et ses compétences (voir le témoignage ci-dessous). L'utilisation de l'ENF ne semble pas uniquement découler de la grande importance que lui donnent les processus de sélection de projets européens mais bien d'une réelle adhésion à ses principes fondateurs innovants en termes d'échange et de transmission de savoir.

TÉMOIGNAGE

Ahmed Khalifa, membre du bureau de l'association Borisha Social Development

Nul ne peut nier le rôle pionnier de l'Union européenne (UE) et l'impact de ses entreprises et organisations sur le développement des systèmes d'éducation formels et non formels des pays qui ont depuis vécu le Printemps arabe. Et notamment s'agissant de l'éducation non formelle (ENF), qui constitue l'une des voies permettant de développer les capacités et compétences individuelles au-delà de l'éducation formelle. Cela se voit très clairement au sud de la Méditerranée et notamment dans de nombreux programmes de formation et de développement proposés par l'UE dans ces pays. Ces derniers ont impulsé un changement important en termes de prise de conscience en matière d'éducation. Ce type d'éducation n'a pas seulement su accompagner le processus éducatif, mais a surtout permis de clarifier, au travers d'échanges, ce que chaque culture peut apporter à l'autre. Mais il n'y avait jusqu'à très récemment que peu de formes d'ENF dans la région où l'UE est actuellement le moteur de l'implantation de ce nouveau type d'éducation.

On avait jusqu'alors pu observer quelques initiatives primaires d'ENF qui ne couvraient pas les différents aspects qui en relèvent désormais. C'est particulièrement vrai dans les pays en développement où l'ENF est devenue une base culturelle et scientifique sur les plans de la réflexion et de la diffusion du savoir, tant pour les individus que pour la nation tout entière. Ce que l'UE a introduit a été réutilisé par de nombreuses communautés en tant que technique de transfert de savoirs.

Et il s'agit d'un concept qui a été utilisé lors du Printemps arabe qui cherchait entre autres à se débarrasser des règlements édictés par des politiques corrompues et qui asphyxiaient les pays sur les plans social, économique, scientifique et éducationnel.

Il n'était pas dans l'intérêt des régimes en place de développer l'éducation dans les pays où les révoltes ont éclaté et où les droits et libertés d'expression étaient bafoués. Et quand bien même ces gouvernements l'auraient autorisée, cette éducation n'aurait été qu'une éducation de façade, masquant les volontés réelles de ceux qui l'auraient administrée. Certains étudiants témoignent ainsi avoir assisté à des cours à l'université sous le regard de la police secrète qui en rapportait le contenu.

Le Printemps arabe a pointé du doigt ces problèmes et a redonné un nouveau souffle à l'éducation, tant formelle qu'informelle. L'ENF représente dès lors l'un des plus grands espoirs pour aider les communautés à se relever d'années sombres sur le plan de l'éducation. L'Union européenne et ses partenaires jouent un grand rôle dans ce sens au travers de formations de jeunes leaders notamment.

En interagissant avec l'UE, nous n'avons jamais eu le sentiment que les organisations européennes forceraient la jeunesse à utiliser un système d'éducation spécifique. Elle a plutôt permis de former de manière créative et innovante les jeunes à réfléchir et créer de nouveaux outils d'apprentissage en fonction de leurs propres cultures et perspectives tout comme de celles des autres jeunes. L'ENF a ouvert un espace d'innovation et offert à la jeunesse l'opportunité de réfléchir autrement, lui donnant ainsi de nouvelles perspectives.

L'éducation non formelle (ENF), un vecteur privilégié d'un apprentissage accessible à tous

Le programme européen Jeunesse en action (PEJA) s'est fait le vecteur privilégié d'une stratégie inclusive qui a pour vocation de s'adresser à tous les publics, et notamment à ceux qui n'ont pas eu la possibilité d'atteindre un niveau académique suffisant pour prétendre aux formations offertes par le secteur de l'éducation formelle ou le marché du travail.

L'éducation non formelle offre un cadre accessible et attractif aux jeunes de tous horizons et leur permet d'acquérir les savoirs et savoir-faire nécessaires à leur intégration dans les différents cercles de la société civile. Que les méthodes soient déployées lors des échanges de jeunes, de la formation de formateurs ou de la formation des professionnels de jeunesse, ces méthodes alternatives apparaissent comme le socle du PEJA¹⁶ et d'EuroMed Jeunesse.

L'ENF englobe différentes caractéristiques qui font d'elle une éducation à la portée de tous et en mesure d'apporter à ses bénéficiaires ainsi qu'à ses dispensateurs, dans le cadre d'une démarche interactive permettant une réelle mutualisation des savoirs et savoir-faire, de nouvelles compétences favorisant leur développement personnel, leur employabilité ainsi que leur intégration, et par là même l'exercice actif de leur citoyenneté. L'ENF est considérée comme un outil accessible à tous parce qu'elle permet généralement de passer outre la barrière des classes, de la culture ou de la langue, parvenant même souvent à faire des différences, qui apparaissent ailleurs comme des obstacles, de véritables forces que chaque participant peut valoriser.

Comme précisé dans nombre de documents officiels du Conseil de l'Europe, de la Commission européenne ou de l'ONU, l'ENF constitue un cadre éducatif bien particulier. Il s'agit d'un processus d'apprentissage volontaire de la part de l'apprenant et organisé de manière à avoir une visée éducative de la part des dispensateurs – ce en quoi elle se distingue de l'éducation informelle qui opère en dépit de la volonté de l'individu. Centrée sur l'apprenant et participative, l'ENF est fondée à la

■ DIFFÉRENTS CADRES ÉDUCATIFS

On distingue trois types d'éducation, l'éducation formelle, l'éducation informelle et l'éducation non formelle qui trouvent une définition similaire dans la plupart des textes internationaux que le Conseil de l'Europe reprend dans son *Mini-Compendium de l'éducation non-formelle** :

– *L'éducation formelle* renvoie au système éducatif structuré qui va du primaire à l'université et qui englobe les programmes spécialisés de formation technique et professionnelle.

– *L'éducation informelle* désigne un processus permanent, tout au long de la vie, par lequel chacun adopte des comportements et des valeurs et acquiert des capacités et des connaissances à partir des expériences et ressources éducatives de son milieu ambiant et de la vie quotidienne.

– *L'éducation non formelle* recouvre tous les programmes d'éducation individuelle et sociale destinés aux jeunes et visant à améliorer globalement leurs aptitudes et compétences en dehors du cursus officiel.

Source: *Mini-Compendium de l'éducation non-formelle, Voies vers la validation et la reconnaissance de l'éducation, de la formation et de l'apprentissage dans le domaine de la jeunesse*, Conseil de l'Europe, direction de la Jeunesse et du Sport, septembre 2007 (www.coe.int/t/dg4/youth/Source/Resources/Portfolio/Compendium_NFE_fr.pdf).

16. Jeunesse en action, Guide du programme valable au 1^{er} janvier 2012, Commission européenne, p. 8 (www.jeunesseenaction.fr/uploads/PUBLICATIONS/indispensables/Guide%20du%20Programme%20FR%202012.pdf).

fois sur des apprentissages individuels et de groupes, le tout dans le cadre d'une approche collective répondant aux besoins des participants, et établissant ses réponses sur l'action et l'expérience.

Les projets de jeunesse dont il est ici question mettent en présence des jeunes de différentes nationalités, ce qui conduit à la nécessité de définir un langage commun. S'il s'agit de l'anglais, cette langue n'est souvent la langue d'aucun participant ou alors d'une très faible part d'entre eux. Dès lors, l'utiliser devant d'autres personnes la maîtrisant mal devient plus facile, et un processus d'apprentissage par ses pairs peut se mettre en place. Les méthodes de l'ENF reposent sur une réciprocité et une mutualisation de l'apprentissage permettant de passer par d'autres outils que le langage pour construire une base de réflexion commune, que ce soit en effectuant des activités sportives, de plein air, ou même d'exercices utilisant l'art ou la musique.

Les outils non formels, parce qu'ils résultent d'implications volontaires et excluent toute position hiérarchique des uns par rapport aux autres, permettent d'intéresser plus facilement tous les publics, et notamment les moins favorisés, en valorisant les différences culturelles ou sociales qui contribuent à l'enrichissement réciproque des participants. Il s'agit du cadre privilégié des projets soutenus par le PEJA et tout particulièrement des projets euro-méditerranéens qui impliquent des participants entre lesquels la communication n'est pas toujours aisée, que ce soit en raison de la barrière de la langue ou de celle de la culture ou des traditions.

LES OUTILS D'APPRENTISSAGE*

Dans le cadre de l'éducation non formelle, les outils utilisés pour l'apprentissage fournissent un point de rencontre pour des personnes venant de contextes et de situations différents. Les outils eux-mêmes sont dynamiques, modifiant des éléments qui peuvent transcender les cadres culturels et les secteurs éducatifs. Ils croissent et évoluent et s'adaptent aux besoins de nombreux groupes d'apprenants différents.

Un outil d'apprentissage peut être un jeu de rôle, un jeu de simulation, un exercice d'aventure extérieure, un questionnaire provoquant une prise de conscience. Il peut également être une présentation, un rapport ou une publication.

Outils d'apprentissages	
Brise-glace	Aventures extérieures
Dynamiseurs	Théâtre/jeux d'art dramatique
Jeux de simulation	Questionnaires d'éveil de prise de conscience
Entretiens en tête-à-tête	Tâches de résolution de problème pratique
Discussions du groupe structuré	Présentation théorie
Représentations graphiques de création	
Présentations de préparation	
Rédaction de déclarations	

* Extraits de: Bowyer J., *Outils d'apprentissages? Comment créer et développer*, coll. « Guide pratique », SALTO-Youth EuroMed, Paris, 2012 (www.salto-youth.net/downloads/4-17-2653/lnjep_GP_TrackingOff_FR_300512.pdf).

De la complémentarité entre des cadres éducatifs différents

L'apprentissage tout au long de la vie

Le cadre éducatif de l'ENF n'est en rien exclusif des autres types d'apprentissages qui sont souvent utilisés de manière complémentaire lors de formations ou d'échanges, afin de mobiliser les différentes capacités d'apprentissage des participants pour un apprentissage tout au long de la vie.

C'est en effet dans ce cadre que s'inscrivent la plupart des initiatives en matière d'éducation et de formation. Il s'agit d'un processus d'apprentissage et de formation tout au long de la vie soutenus par l'Union européenne dans l'idée du développement d'une société de la connaissance conforme à la stratégie de Lisbonne¹⁷. Les évolutions démographiques et sociales récentes en dessinent actuellement les nouveaux contours : outre les trajectoires éducatives prolongées que connaissent les nouvelles générations, un nouveau contrat sociétal où les adultes n'ont plus le monopole de la transmission du savoir et où l'apprenant devient acteur de son propre apprentissage conduit désormais à considérer l'apprentissage comme un processus volontaire. Il n'en demeure pas moins lié à ses cousins formels et informels qui sont tous deux au fondement de l'expérience et des savoirs et savoir-faire que peuvent partager les participants et animateurs de projets de jeunesse.

Il s'agit dès lors de ne pas tomber dans la facilité de laisser les participants livrés à eux-mêmes mais bien de les encadrer dans leur apprentissage sans pour autant leur apporter une connaissance de manière magistrale pour conserver la motivation intrinsèque suscitée par la responsabilisation de l'apprenant quant à son apprentissage.

Implication et responsabilisation des participants

Accompagner les jeunes et les formateurs de jeunesse dans leur volonté d'apprendre à se mobiliser et à mobiliser autrui autour de thèmes qui leur sont chers mais dont ils n'ont parfois qu'une idée vague n'est pas une mince affaire. De manière générale, l'apprentissage est plus efficace lorsqu'il aboutit à une responsabilisation immédiate des participants (en leur faisant organiser une représentation de ce qu'ils ont appris, voire en leur faisant transmettre une partie de ce qu'ils ont appris à d'autres, en fin de projet par exemple).

Nombreuses sont, ainsi, les organisations qui utilisent l'art comme support pour impliquer les jeunes dans une démarche citoyenne active. Que ce soit en passant par la peinture, le graffiti, le dessin, la danse, le chant ou la culture urbaine, l'art constitue une base d'échange, de découverte et de partage de cultures ainsi qu'un moyen de s'exprimer pleinement. Exprimer sa volonté de démocratie ou vouloir s'engager en tant que citoyen implique tout à la fois d'être en mesure de s'exprimer mais aussi d'être compris... Trop souvent, la barrière des langues, des cultures, des générations empêche de se rendre compte de la richesse des échanges dans ce domaine, ainsi que des aspirations communes à des jeunes que tout semble opposer. L'art permet de pallier ces problèmes d'incompréhension en offrant une scène aux voix qui souhaitent se faire entendre tout autant qu'entendre ce qu'ont à exprimer les autres. La jeunesse se pense de plus en plus comme une jeunesse du Monde, et quand elle ne le faisait pas à l'origine, se rendre compte de l'enrichissement qui résulte de l'échange la convertit. De telles pratiques constituent un excellent champ d'action pour les acteurs de l'éducation

17. Programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie 2007-2013, Décision n° 1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (http://europa.eu/legislation_summaries/education_training_youth/general_framework/c11082_fr.htm).

BIENVENUE DANS MON VILLAGE

Cet exercice a été soumis à la boîte à outils par Henk Persyn à partir du TC « Évaluer la différence. Identité » (France, Strasbourg, novembre 2011).

L'ensemble des groupes est divisé et chacun des quatre sous-groupes se voit confier la première tâche : « Votre tâche collective sera de réaliser un village en argile... Chacun de vous doit construire une maison au moins (votre maison) mais vous devez aussi vous impliquer dans la création des parties/constructions communes du village ! »

Toutefois, les différents groupes reçoivent des informations et des règles différentes sur la façon de construire le village et les traditions culturelles doivent y être respectées.

Après une certaine période de construction, une seconde tâche est assignée aux groupes. « Le gouvernement de votre pays, où tous les villages sont situés, a décidé que le moment est venu de procéder à certains échanges culturels... Une seule personne issue de chaque village se rendra dans les autres villages. Les personnes distinguées seront choisies au sort... tous dans chaque village prendront un bâton, le plus long et le plus court quitteront le village et se rendront dans un seul des autres villages. Il/elle emportera sa maison avec lui à l'autre village (le gouvernement paiera le déplacement...). Étudiez bien toutes les instructions que vous avez reçues auparavant lorsque vous construisez votre premier village (original). »

« La tâche clé lors de votre arrivée dans le nouveau village est pour chaque village de construire un nouveau symbole national et de le mettre en concurrence. Le service de l'État gérant ce processus choisira un symbole pour l'ensemble du pays. Ce symbole doit être réalisé en argile de vos maisons (aussi devrez-vous adapter vos maisons après avoir apporté votre contribution)... Il doit s'agir d'une représentation de la manière dont vous vous sentez tous dans votre village. »

Voir pour plus de détails : www.salto-youth.net/tools/toolbox/tool/welcome-to-my-village.1309

D'autres exercices sont répertoriés et disponibles dans la boîte à outils de SALTO-Youth EuroMed en ligne : www.salto-youth.net/tools/toolbox

non formelle puisqu'elles nécessitent de repenser l'interactivité afin de favoriser l'échange et la compréhension au travers de formes non académiques pouvant s'adresser à tous.

Cependant, en dépit de toutes les opportunités que peut offrir un tel cadre, il s'agit de veiller à ne pas inviter les jeunes ou les travailleurs de jeunesse à une semaine où ils apprendraient tel ou tel art, sans leur donner les outils pour utiliser ces nouvelles compétences dans d'autres formes d'expression et de mobilisation ou de transmission de savoirs et de compétences. C'est alors qu'interviennent quelques éléments d'éducation formelle permettant d'aiguiller les participants ou leur donnant des bases théoriques dans certains domaines qu'ils maîtrisent peu ou mal. Quant à l'éducation informelle, elle reste présente tout au long du processus d'échange et d'interactivité entre participants.

C'est ce qu'ont expérimenté les cinquante jeunes en provenance de dix pays partenaires MEDA invités à s'exprimer dans le projet 100% Hip-Hop, Art of Expression. Le centre social Robert Schuman de Haguenau a su mobiliser des talents provenant de classes défavorisées des deux rives de la Méditerranée, en leur offrant la possibilité d'exprimer leur vision de la démocratie et de la liberté d'expression au travers de pratiques des cultures urbaines (danse, graff, chant).

Il s'agissait cependant d'accompagner scrupuleusement chaque étape du projet afin que les jeunes prennent conscience de l'apprentissage qu'ils étaient en train de faire de l'expression citoyenne.

L'initiative était par ailleurs née de l'observation des évolutions de la jeunesse tout autour de la Méditerranée suite au Printemps arabe, un contexte qui nécessitait des précisions contextuelles afin de mieux cerner les problématiques à l'œuvre.

Enfin, les organisateurs avaient à cœur de déboucher non seulement sur une définition partagée de la démocratie et des valeurs qui l'accompagnent, mais aussi sur une prise de conscience de la signification de l'engagement collectif et du dépassement de soi qu'ils ont fait expérimenter aux participants en leur faisant préparer une représentation finale de leur œuvre.

La valorisation des acquis de l'ENF

L'évolution de la notion d'apprentissage vers un apprentissage tout au long de la vie, englobant le spectre entier des cadres éducatifs formels, informels et non formels à des fins d'accomplissement personnel, de citoyenneté active, d'inclusion sociale et d'employabilité, plaide en faveur d'une meilleure validation des apprentissages non formel et informel ainsi que d'une reconnaissance sociale de l'apprentissage dans le domaine de la jeunesse¹⁸.

Les « compétences » acquises sont une combinaison de trois éléments : des connaissances (savoirs), des aptitudes (savoir-faire) et des attitudes (savoir-être). S'il n'existe pas de diplôme à l'issue d'un apprentissage non formel, une reconnaissance et une validation de ses acquis se sont mises en place et prennent de l'ampleur avec la stratégie de Lisbonne et les évolutions de perspective de la jeunesse.

Les institutions ont pris conscience de ce tournant et six ans après le *Mini-Compendium sur l'éducation non-formelle*, si les définitions n'ont guère changé, les acteurs de l'ENF se félicitaient des avancées en matière de reconnaissance et validation des acquis de l'ENF du document *Pathways 2.0*¹⁹ issu de la coopération de la Commission et du Conseil de l'Europe en matière de jeunesse, en collaboration avec le Forum européen de la jeunesse.

Prendre conscience de l'utilisation de l'ENF

L'un des défis majeurs pour permettre une reconnaissance puis une validation des acquis de l'ENF consiste à sensibiliser les animateurs et organisateurs de projets aux méthodes non formelles qu'ils utilisent parfois même sans le savoir. Ainsi, et même si l'apprentissage est décrit comme l'une des caractéristiques des projets soutenus par Jeunesse en action, il n'est pas rare que des formulaires de demandes de subventions décrivent tout un panel de méthodes et activités relevant de l'ENF sans pour autant jamais la citer ou faire état d'une volonté d'en valider les acquis par la suite. D'autres confondent les éléments non formels et informels, ce qui rend plus difficile la tâche d'évaluation des acquis et de responsabilisation des apprenants.

Prendre conscience du fait que les participants à ces projets s'inscrivent dans une démarche volontaire d'apprentissage et doivent simplement être encadrés et guidés pour partager leurs savoirs et savoir-faire de la manière la plus efficace permet de mieux dessiner les activités pour laisser libre cours à la créativité des participants qui peuvent alors s'investir plus avant et prendre leurs responsabilités par rapport à leur apprentissage.

18. *Mini-Compendium de l'éducation non-formelle, Voies vers la validation et la reconnaissance de l'éducation, de la formation et de l'apprentissage dans le domaine de la jeunesse*, Conseil de l'Europe, direction de la Jeunesse et du Sport, septembre 2007 (www.coe.int/t/dg4/youth/Source/Resources/Portfolio/Compendium_NFE_fr.pdf).

19. *Pathways 2.0 toward recognition of non-formal learning/education and of youth work in Europe* (http://youth-partnership-eu.coe.int/youth-partnership/documents/EKCYP/Youth_Policy/docs/Youth_Work/Policy/Pathways_II_towards_recognition_of_non-formal_learning_Jan_2011.pdf).

Il ne s'agit ni de les laisser livrés à eux-mêmes pour qu'ils échangent sur leurs vies ou leurs expériences, ni de leur donner des solutions et idées après les y avoir fait réfléchir durant un court laps de temps en groupe. Dans le cadre de l'ENF, l'animateur de l'activité n'a pas de réponses mais propose des chemins à explorer qui font ensuite l'objet de feedbacks et réflexion commune afin d'en tirer le plus de connaissances et compétences possibles. Ce chemin lui-même permet d'acquérir des compétences en termes de travail collectif et ce qui en résulte, et d'entamer une nouvelle étape de réflexion et d'acquisition de nouveaux savoirs et savoir-faire.

Valoriser l'utilisation de l'ENF

Outre la plus-value en termes d'élaboration des activités, le fait d'identifier l'utilisation de l'ENF la valorise. Pour ce faire, il existe de nombreux outils pour les travailleurs de jeunesse: l'Europass, le portfolio européen ou le système européen de transfert des crédits professionnels comme universitaires sont autant de moyen de certifier d'une compétence acquise dans le travail de jeunesse. Les participants aux projets soutenus par le PEJA et utilisant des méthodes d'éducation non formelle peuvent quant à eux procéder à leur auto-évaluation au travers du Youthpass.

En ligne avec le cadre européen des certifications, ces outils permettent d'exprimer clairement ses compétences partout en Europe. Contenant nombre d'éléments d'auto-évaluation (compétences linguistiques, de travail collectif ou d'animation), ils sont le fruit d'un véritable travail de responsabilisation et de réflexion sur ce qu'a pu apporter sa formation au participant. Le portfolio européen pour les leaders et travailleurs de jeunesse permet lui de préciser certaines des compétences acquises lors de projets de jeunesse dans un langage commun à toute l'Europe sur le sujet.

Si les outils de certification d'équivalences de compétences entre pays européens fonctionnent déjà très bien, la reconnaissance de ces compétences elles-mêmes varie d'un pays à l'autre en fonction des traditions éducatives de ceux-ci.

POINT DE VUE

ENTRETIEN AVEC VANESSA EICHWALD

Coordinatrice Enfance et jeunesse au centre social et culturel Robert-Schuman de Haguenau**Comment vous est venue l'idée d'utiliser l'art pour aborder des thèmes tels que la démocratie et la liberté d'expression ?**

Le centre social et culturel (CSC) Robert Schuman met en place des activités et des actions autour de la culture urbaine depuis de nombreuses années, qu'il s'agisse de projets locaux (organisation annuelle d'un festival de hip-hop) ou internationaux. Un autre projet d'échange soutenu par le Programme européen Jeunesse en action (PEJA) a d'ailleurs précédé celui-là en 2009, utilisant déjà le hip-hop comme une activité support permettant de mobiliser les jeunes et de leur donner la possibilité de s'exprimer sur une thématique pouvant les concerner directement : la lutte contre les discriminations.

La pratique du hip-hop s'impose donc en raison de la place qu'il occupe dans le projet pédagogique du CSC (valoriser les jeunes et leurs engagements à travers la richesse des valeurs véhiculées par les cultures urbaines). Cette pratique est cependant toujours mise au service d'objectifs plus vastes, incluant une réflexion de fond sur une thématique susceptible d'intéresser les jeunes et les partenaires. Pour la rencontre de 2012, il s'agissait de provoquer une prise de conscience des jeunes de l'importance de la démocratie et de la liberté d'expression.

Quelles opportunités offrent l'art et la culture urbaine pour aborder ces sujets, comparés à des conférences et séminaires sur le sujet ?

L'art et, en particulier, la culture urbaine permettent une implication directe des jeunes dans le projet. Les jeunes concernés ne seraient pas tous en capacité d'intervenir sur les thématiques abordées, dans un cadre plus formel, du type conférence ou séminaire, pour lesquels il convient de savoir exprimer des idées ou des concepts dans une langue étrangère et dans un contexte potentiellement intimidant. En revanche, les jeunes participants sont tous de jeunes artistes amateurs, danseurs, chanteurs ou graffeurs. Bien qu'ayant des niveaux de pratique différents, ils sont tous suffisamment à l'aise dans leur discipline pour oser exprimer autrement leurs idées.

L'art présente également l'avantage de faciliter l'ouverture à l'autre, et la transmission des sensations et des émotions. Le hip-hop en particulier est un excellent moyen de se défouler, d'utiliser son énergie de façon positive et de partager ses passions. Cela permet d'aller au-delà de ce que chacun exprimerait dans un débat oral standard. Il reste néanmoins important de verbaliser ce qui se passe dans le cadre des ateliers de pratique artistique. C'est pourquoi des temps de débat plus classiques sont également organisés.

Comment le projet a-t-il été préparé en amont ? Comment avez-vous impliqué les jeunes ?

La préparation du projet s'est déroulée sur plus d'un an et demi. Ce sont les jeunes participants au projet d'échange précédent qui ont manifesté leur envie de revivre une aventure similaire, en passant du statut de participant-spectateur à celui de réel acteur du projet. L'équipe du CSC ayant noté l'impact positif de ce projet sur les jeunes a encouragé l'organisation d'un nouveau projet international, en incluant également de nouveaux participants, plus jeunes, afin de perpétuer la dynamique enclenchée.

Les jeunes Français se sont tous réunis au sein d'ateliers hebdomadaires, afin d'aborder tous les éléments nécessaires à la conception du projet. Ils sont tous responsables d'une commission thématique et animent eux-mêmes les ateliers de pratique artistique.

Le partenariat étant à la fois constitué d'anciens et de nouveaux partenaires, il a été jugé opportun d'organiser une visite de faisabilité bien en amont de l'échange, ainsi qu'une visite de planification préalable quelques mois avant sa réalisation afin que le partenariat soit solide et le projet porté par l'ensemble des structures et groupes de jeunes investis. À noter effectivement que parmi les partenaires figurent plusieurs groupes informels de jeunes, ce qui démontre la place importante laissée à l'initiative des jeunes dans ce projet.

Quelle méthodologie avez-vous mise en place ?

Le parti pris pédagogique était de responsabiliser au maximum les jeunes et de laisser une grande place à la prise d'initiatives. Cela a très bien fonctionné, et permet de valoriser les jeunes qui prennent part au projet.

Quant aux activités mises en place, nous avons privilégié les ateliers de pratique du hip-hop, du rap et du graff, en petits groupes autonomes. Nous avons cependant veillé à ce que la thématique du projet soit effectivement au cœur du processus de création. Cela a automatiquement engendré des débats et discussions, souvent longues et parfois passionnées.

Une soirée de débat a été organisée en début de rencontre afin de lancer la discussion et d'évoquer des points qui ont ensuite été repris dans les ateliers.

La méthodologie est-elle différente parce que le projet s'adresse à un public JAMO (Jeunes ayant moins d'opportunités) ? À une coopération entre pays « programme » et pays MEDA ?

Non, car il s'agit en réalité d'un public assez mixte. Tout avait été bien cadré en amont du projet (création de commissions, avec des responsables pour chacune, rôle des leaders bien défini...). Il convient tout de même d'être présent sur place nuit et jour, de prévoir des temps de régulation ponctuels...

La dimension euro-méditerranéenne nécessite de bien penser en amont l'apprentissage interculturel : quelles questions peuvent être soulevées ? Quelle préparation est souhaitable afin de désamorcer d'éventuels conflits ?

**Propos recueillis par Solène Charuau,
coordinatrice des actions collectives des acteurs jeunesse (actions 3.1 et 4.3 du PEJA).**

POINT DE VUE**EN QUOI L'ÉDUCATION NON FORMELLE EST-ELLE UN ATOUT
POUR LES PROJETS EUROMED ?****Ognian Gadoularov, formateur de travailleurs de jeunesse pour NC Future Now**

Au cours des deux dernières années, j'ai eu l'opportunité, en tant que formateur et travailleur de jeunesse, de participer à de nombreux projets euro-méditerranéens. Cela m'a permis d'interagir avec les représentants d'organisations de jeunesse de la région. Le sens et les avantages de l'éducation non formelle (ENF) dans le travail de jeunesse revenaient régulièrement dans nos conversations, et j'ai pu noter un tournant majeur dans les attitudes des travailleurs de jeunesse quant à l'utilisation de l'apprentissage expérimental et de l'ENF à la suite du Printemps arabe et des changements de réalité qui en ont découlé.

Aujourd'hui, les jeunes de ces pays se sentent plus libres, et découvrent de nombreuses opportunités d'étendre leur champ d'action. Parallèlement, la société et le monde dans lesquels ils vivent évoluent rapidement. Nombreux sont les jeunes qui réalisent que le système éducatif n'est pas en mesure de les préparer aux réalités auxquelles ils seront confrontés dans la vie.

Les opportunités qu'offre l'ENF apparaissent dès lors pertinentes pour améliorer et développer les compétences sociales et celles nécessaires à l'épanouissement et à la carrière de chacun au sein de la société. L'intérêt pour les projets offrant la possibilité d'utiliser l'ENF augmente en fonction des dynamiques des événements publics de la région. L'ENF est notamment reconnue comme un outil permettant de répondre à de nombreux défis que rencontre la région : discrimination, égalité de genre, combat contre les préjugés et employabilité des jeunes.

Les possibilités offertes par les programmes EuroMed Jeunesse IV et Jeunesse en action gagnent en popularité. L'intérêt des travailleurs de jeunesse pour ces programmes réside dans leur capacité à mettre en place des activités impliquant les jeunes dans la vie sociale et politique de leur pays, à leur permettre d'acquérir une expérience dans des activités sociales, et à leur offrir un outil pour construire leur propre réalité.

Un autre facteur de succès de l'ENF et des projets de jeunesse tient à leur capacité à mettre en contact et à faire communiquer les jeunes avec des jeunes et des travailleurs de jeunesse européens, ce qui conduit au partage d'expérience et de bonnes pratiques de travail de jeunesse dans les pays européens et dans les domaines de la participation des jeunes, des politiques de jeunesse et de la citoyenneté active. Les organisations de jeunesse européennes ont elles aussi un intérêt croissant pour les partenariats avec les pays de la Méditerranée, qui permettent de rencontrer et d'apprendre de cultures éloignées et de communiquer avec des jeunes aux profils ethniques et religieux divers.

En dépit de l'intégration de la valeur de l'ENF pour les travailleurs de jeunesse et de ses bénéfices pour les jeunes, la reconnaissance des compétences acquises à travers l'ENF constitue encore un défi pour les organisations de jeunesse dans les pays MEDA. Pour promouvoir l'ENF dans la région EuroMed, il faut la promouvoir comme une réelle opportunité pour les jeunes de mener à bien un développement et une réalisation personnels.

Toutes ces données constituent une bonne base pour l'expansion de la coopération de la jeunesse euro-méditerranéenne et le rôle toujours plus important de l'ENF dans la vie des jeunes de cette région.

Pour parler de quoi ?

CLAIRE VERSINI

Un avenir démocratique, durable et citoyen : la bataille de la jeunesse post-Printemps arabe

Des aspirations communes de part et d'autre de la Méditerranée

Que les acteurs, les publics, ou même les formats pédagogiques évoluent ne conduit pas nécessairement à un changement dans les sujets abordés par les projets soutenus par l'Union européenne (UE). Les objectifs et priorités de cette dernière n'ont fondamentalement pas été modifiés, même si la citoyenneté active et le développement durable y figurent de manière plus récurrente et appuyée depuis quelques années, et le Printemps arabe, s'il ne s'accompagne pas de changement significatif en termes de sujets de préoccupation pour la jeunesse euro-méditerranéenne, a malgré tout permis aux jeunes du sud de la Méditerranée de pouvoir les aborder en toute liberté.

En effet, si nous venons de voir que l'éducation non formelle (ENF) n'était pas au goût des dirigeants de l'avant-Printemps arabe, ce sont aussi les thématiques que souhaitaient aborder les jeunes qui conduisaient à une censure quasi-systématique des formations et échanges proposés par les associations ou leaders de jeunesse. Ahmed Khalifa témoigne ainsi (voir l'encadré, p. 56) de la difficulté qu'il pouvait y avoir en Égypte à organiser la moindre formation ou le moindre échange au sujet de la santé, du développement durable et même du sport sans l'autorisation de la police qui ne l'accordait au mieux que dans 5 à 10% des cas.

Cette nouvelle liberté permet aussi de prendre conscience des sujets de préoccupations qu'ont en commun les jeunes des deux rives de la Méditerranée. Quand bien même leurs aspirations ne partent-elles pas de la même situation, elles relèvent toutes d'un désir de toujours plus de démocratie et de participation. Les jeunes qui montent des projets financés par l'UE et qui y participent se veulent des représentants actifs d'une jeunesse citoyenne qui cherche à construire un monde plus démocratique et plus durable. Lors de la sélection des projets, il semble évident que ces derniers ne sont pas uniquement dictés par la volonté de se conformer aux priorités des programmes qui les financent pour en obtenir les fonds. Il semblerait plutôt que les aspirations des jeunes concordent parfaitement avec les valeurs que l'UE souhaite voir promues au travers des projets qu'elle soutient.

Les objectifs et priorités des programmes européens

Les projets soutenus par le programme européen Jeunesse en action (PEJA) répondent tous aux objectifs du programme, tout en étant en cohérence avec ses priorités permanentes et annuelles. Le programme a pour objectifs principaux de :

- *promouvoir la citoyenneté active des jeunes* en général, et leur citoyenneté européenne en particulier ;
- *développer la solidarité et encourager la tolérance chez des jeunes*, notamment afin de renforcer la cohésion sociale au sein de l'Union européenne ;
- *favoriser la compréhension mutuelle* entre jeunes de pays différents ;
- *contribuer au développement de la qualité des systèmes de soutien aux activités des jeunes* et des capacités des organisations de la société civile dans le domaine de la jeunesse ;
- *promouvoir la coopération européenne* dans le domaine de la jeunesse.

Les priorités permanentes se déclinent selon quatre axes – citoyenneté européenne, diversité culturelle, participation et intégration des jeunes ayant moins d'opportunités (« inclusion ») qui sont à même de garantir une mise en œuvre structurée et cohérente du programme à long terme.

Les priorités annuelles, quant à elles, garantissent la cohérence du programme avec les thèmes à l'ordre du jour au niveau européen. Ainsi en 2011 et en 2012, elles ont essentiellement visé à soutenir l'inclusion et l'employabilité des jeunes ainsi que des projets permettant de sensibiliser et mobiliser les jeunes autour des thématiques du développement durable, de la mobilité des jeunes et de l'engagement citoyen.

La phase IV du programme EuroMed Jeunesse, qui soutient aussi des projets de jeunesse euro-méditerranéens cherche, elle, à appuyer et renforcer la participation et la contribution des organisations de la jeunesse et des jeunes de la région euro-méditerranéenne au développement de la société

civile et de la démocratie. Parmi ses principaux objectifs, on retrouve la compréhension mutuelle entre les jeunes dans la région euro-méditerranéenne, la promotion de la citoyenneté active des jeunes et le renforcement de leur sens de la solidarité.

■ PRIORITÉS ANNUELLES 2012

- Les projets qui visent à favoriser l'engagement des jeunes en faveur d'une croissance plus solidaire, et notamment ceux qui abordent les problèmes liés au chômage des jeunes, ainsi que les projets qui visent à encourager la mobilité et la participation active à la société des jeunes sans emploi. Une attention toute particulière doit être portée à l'accessibilité des opportunités offertes par le programme aux jeunes sans emploi.
- Les projets abordant la problématique de la pauvreté et de la marginalisation, et favorisant la sensibilisation et l'implication des jeunes dans la lutte contre ces problèmes pour une société plus inclusive (notamment les projets abordant l'intégration des jeunes migrants, des jeunes handicapés et, le cas échéant, des jeunes Roms).
- Les projets qui stimulent l'esprit d'initiative des jeunes, leur créativité et leur esprit d'entreprise ainsi que leur employabilité, en particulier au travers d'initiatives de jeunes.
- Les projets favorisant des comportements sains (activités en plein air et sports locaux) en tant que moyen de promouvoir les modes de vie sains et de stimuler l'inclusion sociale et la participation des jeunes dans la société.
- Les projets destinés à sensibiliser et à mobiliser les jeunes autour des défis environnementaux mondiaux et des changements climatiques, et à les soutenir dans leur engagement pour une croissance plus durable.

La démocratie et ses valeurs

« Paix, durabilité, liberté, égalité, mobilité », la devise d'une jeunesse aux valeurs démocratiques

Nombreux sont les projets éligibles pouvant s'inscrire dans un si large panel de priorités. Au cours des années 2011 et 2012, l'Agence française du programme européen Jeunesse en action (AFPEJA) a sélectionné quatre-vingt-dix-sept dossiers de demandes de subventions répondant à ces priorités, dont cinquante dans le cadre des projets euro-méditerranéens. Mais si les thèmes de ces projets varient en fonction des pays participants et des organisations impliquées, il semblerait que les valeurs démocratiques, le développement durable et la citoyenneté active soient à l'ordre du jour dans la plupart d'entre eux, faisant écho aux revendications portées par une jeunesse qui cherche à construire un monde plus juste, plus solidaire, plus démocratique et plus durable, et le fait savoir au cours de manifestations et actions de part et d'autre de la Méditerranée.

À l'heure où l'on cherche à encourager la mobilité étudiante en invoquant les difficultés liées à la barrière de la langue, à l'heure où les pays du sud de la Méditerranée doivent se reconstruire suite aux soulèvements pour la démocratie, à l'heure où les pays de l'Union européenne, en particulier la Grèce, subissent les affres de la crise, oser monter un projet de pièce de théâtre commune entre l'Algérie, la Grèce, le Maroc, la Tunisie et la France relève de l'utopie. Le Théâtre du Bout du monde l'a fait. Non pas avec de jeunes étudiants des meilleures écoles de théâtre de leur pays, mais bien avec de petites compagnies ou associations travaillant avec des jeunes défavorisés, qui s'interrogent sur l'enrichissement que l'on peut retirer de l'introspection, du voyage et de l'échange et mettent en perspective quête de soi et quête d'une société nouvelle que la jeunesse sollicite et à la construction de laquelle elle veut participer²⁰. Des visions de la démocratie qui se recoupent et s'enrichissent mutuellement, mettant au jour les aspirations communes de la jeunesse pour un monde en paix permettant une expression libre et valorisant la diversité, c'est la conclusion qui ressort de la plupart des projets euro-méditerranéens de ces deux dernières années. Des projets qui ont généralement pour principaux objectifs de confronter les visions de la démocratie et des valeurs qu'elle sous-entend, d'en débattre, et de donner naissance à une vision commune de ce régime politique dans lequel le peuple est souverain et qui est soumis à un système de valeurs dont les participants finissent par décider qu'il ne peut être défini par des « cultures » ou des « traditions » différentes.

Le pacifisme, la durabilité, la liberté, l'égalité et la mobilité sont au premier rang des valeurs sous-tendues par cette démocratie à laquelle ces projets consacrent leurs réflexions. Au-delà de ces thématiques communes, toute la difficulté consiste ensuite à toucher des publics non encore mobilisés sur ces sujets et qui puissent par la suite être les vecteurs d'un mouvement de jeunesse qui, au-delà de l'indignation et de la prise de conscience, contribue à la construction de ce nouveau monde que cette jeunesse appelle de ses vœux. Il s'agit alors de s'intéresser à la manière dont échanges de jeunes et formations traitent de la « démocratie » ou de la « citoyenneté active » en ayant pour objectif de donner aux jeunes les outils nécessaires pour mobiliser leurs pairs autour de la construction d'un monde durable et pacifique.

20. Lire sur cette expérience l'entretien avec Sylvie Thienot, directrice du Théâtre du Bout du monde, p. 76.

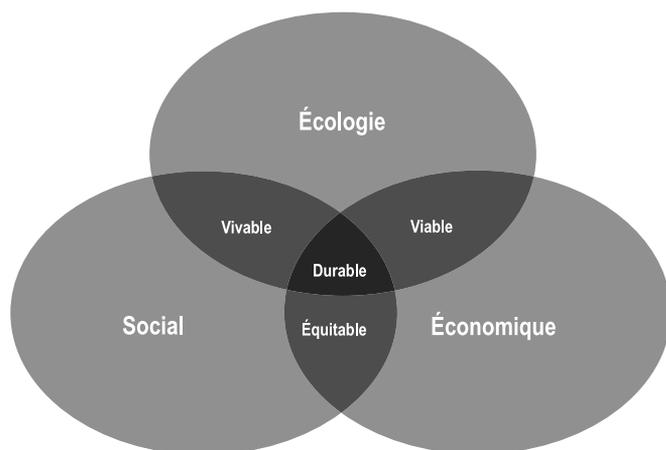
Le développement durable, un outil et une fin

Les différentes dimensions du développement durable

Le développement durable constitue une base fructueuse pour aborder nombre de thématiques démocratiques de part et d'autre de la Méditerranée. Pas moins de 30% des projets subventionnés en 2011 et 2012 portaient sur le développement durable ou l'utilisait pour aborder d'autres valeurs au cœur de la construction démocratique²¹. Et pour cause, le développement durable est à la croisée des chemins de ces valeurs démocratiques auxquelles aspirent les jeunes : ses dimensions écologiques, sociales et économiques se combinent pour construire un monde vivable, viable, équitable et donc durable.

Le développement durable peut à la fois servir de moyen et de fin aux projets euro-méditerranéens, cadre dans lequel il revêt une importance toute particulière qui explique le nombre important de projets l'utilisant ou lui étant consacré. Le sens de la coopération euro-méditerranéenne vient notamment de cette mer partagée par de multiples pays, et des cultures qui se sont croisées, opposées, enrichies mutuellement depuis des millénaires. Les dimensions écologiques, culturelles, économiques et sociales du développement durable ont de tout temps sous-tendu les rapports entre pays riverains de la mer Méditerranée, et les utiliser comme base de réflexion commune semble assez naturel.

Le développement durable au cœur de plusieurs thématiques



Source: *La jeunesse EuroMed et le développement durable*, SALTO-Youth EuroMed, coll. « Étude et recherche », Paris, 2012.

Le support naturel permet dans un premier temps d'aborder la problématique environnementale : quelles sont les menaces qui pèsent sur l'environnement ? Comment concilier sa protection avec les aspirations nouvelles des jeunes à des conditions de vie modernes souvent nocives pour l'environnement ? Comment utiliser la liberté et les opportunités nouvellement conquises pour le préserver ? Autant de questions qu'il est possible d'aborder dans le cadre d'une réflexion plus large sur la durabilité du monde que les jeunes veulent construire. Elles constituent une excellente base d'activités non formelles permettant de

21. Statistiques issues de l'étude des projets abordant la priorité *global challenges* couvrant le développement durable dans son acception la plus large.

concrétiser la réflexion des participants tout en offrant l'opportunité d'aborder les autres dimensions du développement durable, au-delà de sa dimension écologique.

Échanger et débattre de leur approche de la construction d'un monde durable permet aussi aux participants de confronter leurs points de vue relatifs à leurs valeurs, leurs représentations, leurs différences culturelles... une problématique dont les contours évoluent en permanence, et notamment au sud de la Méditerranée depuis le Printemps arabe.

Valeurs et développement durable

Le fait de penser un monde vivable à la fois pour les générations actuelles mais aussi pour les générations futures implique aussi d'identifier les valeurs sur lesquelles le bâtir. La réflexion issue des projets fondés sur le développement durable offre de nombreuses opportunités pour penser ces valeurs ainsi qu'une mobilisation autour de ces dernières.

Le projet Nos jardins en EuroMed²² illustre parfaitement la dimension pédagogique du développement durable comme outil de réflexion. Il s'agissait de créer et cultiver un jardin euro-méditerranéen, ce qui permettait dans un premier temps d'aborder la question de l'environnement. Dans un second temps, c'était la culture des jardins intérieurs des participants qui offrait de nouveaux axes de réflexion culturels et sociétaux. Ce projet a évolué tout au long de sa préparation avec les événements qui ont secoué les deux rives de la Méditerranée, bousculant la vision des jeunes de leur monde, de leur mode de vie, de leurs affinités et de leurs valeurs fondamentales, décrites au cours de la préparation en amont comme mises à mal, jusqu'aux soulèvements, et au grand mouvement au Maghreb notamment.

Les formations de formateurs s'appliquent elles aussi à présenter le développement durable à la fois comme un outil et un sujet de projet à mettre en place, comme, finalement, un excellent moyen de mobiliser autour d'un sujet concret et crucial.

La citoyenneté active

Encourager l'engagement citoyen

L'engagement citoyen actif fait partie des objectifs et priorités permanentes comme annuelles des projets soutenus par l'Union européenne, à la fois au travers du PEJA et du programme EuroMed Jeunesse IV.

Pour le premier, il s'agit avant tout de s'assurer que les projets d'échanges de jeunes comme de formations et mises en réseau donnent aux participants les outils permettant par la suite une mobilisation des citoyens du pourtour méditerranéen. Les formations de formateurs visent alors essentiellement à transmettre aux futurs leaders de jeunesse et organisateurs de projets les moyens d'informer, de sensibiliser et de mobiliser des jeunes qui conquièrent leur liberté et qui ont soif de mettre leurs nouveaux droits au service des processus de transformations sociales.

C'était notamment le cas des travailleurs de jeunesse réunis en Tunisie pour une formation de long terme autour du sport et du développement durable comme outils de mobilisation

22. Nos jardins en Euromed est un échange de jeunes multilatéral de l'association Euroculture en Pays Gentiane, qui a été financé en 2012 par le PEJA.

pour l'engagement collectif et la citoyenneté active²³. C'était aussi l'objet de l'échange multilatéral organisé par Citoyens, Responsables, Autonomes, Critiques et Solidaires entre des jeunes Français, Espagnols, Algériens et Tunisiens, afin qu'ils découvrent et s'approprient les politiques et les dispositifs d'accompagnement des jeunes en matière d'insertion et de loisirs, dans les différents pays participants, avec l'objectif de s'engager dans les processus de transformation sociale. L'appréhension desdits dispositifs et politiques a emprunté une approche pratique avec la visite des structures locales, mais aussi créative afin que des jeunes de tous horizons puissent s'investir puis véhiculer ce qu'ils avaient appris auprès de publics divers. Le fait de conduire des débats parallèles sur l'insertion et sur les loisirs permet d'illustrer que l'engagement peut revêtir de multiples dimensions et que tout jeune peut se trouver un rôle à jouer pour contribuer aux transformations sociales.

Le programme EuroMed Jeunesse soutient, lui, ce type de projets lorsqu'ils sont organisés dans les pays partenaires. Il contribue aussi, conformément aux objectifs de la quatrième phase en cours, à l'élaboration des politiques de jeunesse dans les différents pays partenaires. C'est ainsi que le ministère du Développement politique jordanien a signé six projets pour la jeunesse proposés par cinq organisations non gouvernementales dans le cadre du programme EuroMed Jeunesse IV et dont les thèmes mettent la démocratie et la citoyenneté active à l'honneur, à l'instar des projets présentés lors du second appel à proposition du 2 avril 2012 en Tunisie²⁴. Les thématiques autour desquelles s'articule cette citoyenneté active font écho ces dernières années aux soulèvements de jeunesse, cherchant à rebondir sur la situation politique post-révolution.

L'influence des soulèvements de jeunesse

L'influence des manifestations de la jeunesse et des conquêtes de libertés démocratiques se fait ressentir à plusieurs niveaux lorsque l'on s'intéresse aux sujets abordés dans les projets soumis au PEJA comme à EuroMed Jeunesse.

Tout d'abord, il est intéressant de noter que si les sujets de la démocratie et de la citoyenneté active ont de tout temps occupé une part importante des projets soutenus par le PEJA, les années 2011 et 2012 ont marqué une évolution chez les porteurs de projets. Ce sont désormais les jeunes eux-mêmes qui montent des projets abordant ces sujets, permettant un essor du nombre d'échanges de jeunes leur étant relatifs, là où la majorité des projets sur ces sujets étaient auparavant portés par des travailleurs de jeunesse et/ou consistaient en des formations et mises en réseau. En Tunisie, dans le cadre d'EuroMed Jeunesse IV, en 2012, c'est la très grande majorité des projets déposés et retenus qui portaient sur ces thèmes.

D'autre part, les projets abordant des sujets comme les *global challenges*, c'est-à-dire les défis environnementaux mondiaux, ont connu une recrudescence en 2011-2012, années au cours desquelles près de 30% des projets financés avaient trait au développement durable dans sa plus large acception. Le thème commence à intéresser des porteurs de projets jeunes et des deux rives qui prennent conscience de leur rôle crucial dans la préservation de la planète et notamment de la zone méditerranéenne, tant sur le plan écologique qu'économique, culturel ou social.

23. Le projet Go Green organisé par SALTO-Youth EuroMed a réuni 28 leaders de jeunesse de 20 nationalités différentes en Tunisie du 1^{er} au 8 juillet 2012 dans le cadre d'une formation de long terme en trois phases (www.salto-youth.net/tools/european-training-calendar/training/long-term-training-course-go-green.2499).

24. Démocratie et citoyenneté active: les nouvelles priorités de la jeune génération en Tunisie et en Jordanie (<http://euro-med-youth.net/Democratie-et-citoyennete-active>).

TÉMOIGNAGE**DÉMOCRATIE ET LIBERTÉ D'EXPRESSION**

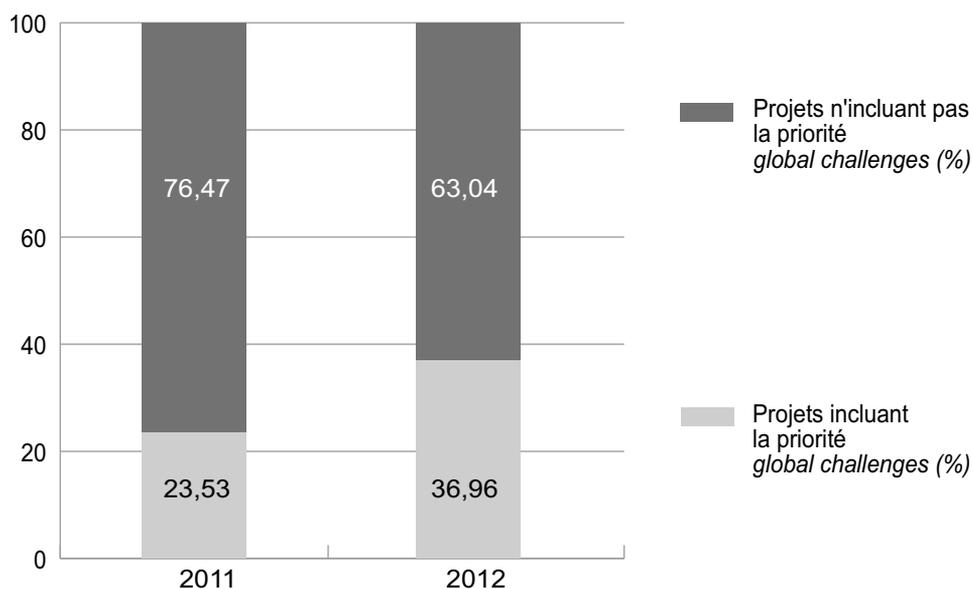
Vanessa Eichwald, coordinatrice Enfance et jeunesse au centre social et culturel Robert-Schuman de Haguenau

L'idée d'organiser un nouvel échange de jeunes euro-méditerranéen est antérieure aux soulèvements démocratiques dans les pays arabes, mais la thématique « démocratie et liberté d'expression » s'est imposée d'elle-même lors de la visite de faisabilité au printemps 2011 qui a réuni l'ensemble des partenaires euro-méditerranéens. L'idée du projet n'est donc pas née des suites du Printemps arabe, mais ces événements ont bel et bien renforcé notre volonté de travailler avec des pays comme la Tunisie et l'Égypte.

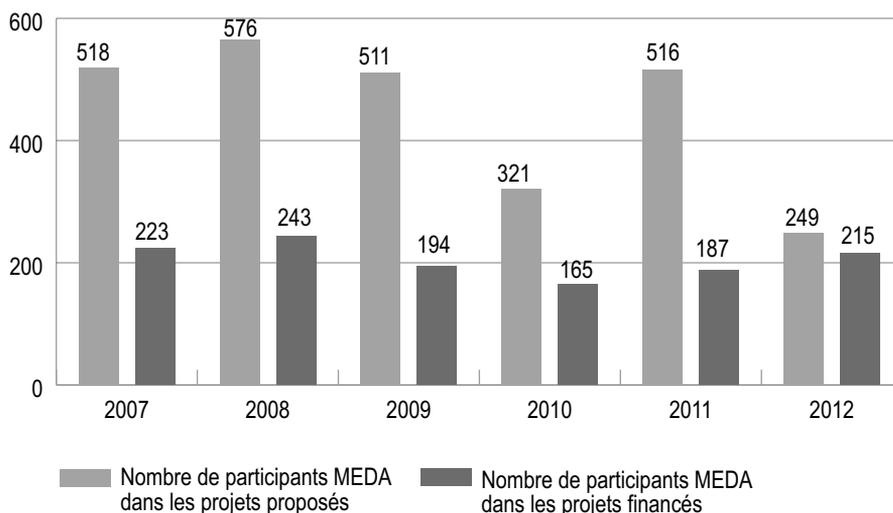
[...] Il est frappant de voir à quel point les jeunes Égyptiens ou Tunisiens ont besoin de s'exprimer par rapport aux thématiques abordées lors de l'échange. Il s'agissait pour eux de quelque chose de totalement nouveau, et ils ont donc profité pleinement de cet espace pour exposer leurs points de vue. Ceci a marqué les esprits des jeunes Européens.

Au-delà des discussions, le thème de la démocratie et de la liberté d'expression a été décliné dans les ateliers de pratiques artistiques (hip-hop, rap, graff). Chacun de ces groupes a repris cette thématique dans sa réalisation (chorégraphies, chanson ou fresque), et a ainsi composé une partie du spectacle délivré au public à la fin de la semaine d'échange. Nous avons vu émerger un dictateur sanguinaire, sur fond de slogans révolutionnaires scandés par les jeunes rappeurs.

Graphique 6. Part des projets incluant la priorité *global challenges* en 2011 et 2012



Graphique 7. Évolution des participants MEDA de 2007 à 2012



Enfin, certaines idées germent ou évoluent avec les évènements qui ont agité notamment la rive sud de la Méditerranée. Les projets sur la liberté d'expression, les migrations ou l'inclusion et l'employabilité des femmes et des jeunes dans la société ont évolué avec les évènements, les débats se nourrissant de l'engagement des uns et des autres mais aussi de ce à quoi ce dernier a pu mener dans certains pays. Le nombre de projets incluant des participants MEDA a augmenté de manière drastique entre 2010 et 2011, revenant en moins d'un an au niveau où il se situait avant les révolutions, preuve de l'intérêt et des initiatives qu'a pu susciter le Printemps arabe.

EXPÉRIENCE/INITIATIVE**CULTURE DES OLIVIERS... CULTURE DE LA PAIX****Maria Rosaria Valentini, chargée de communication CATSAM**

Du 17 au 27 décembre 2011, l'Association des amis de la maison de jeunes Sahloul (AAMJ Sahloul) a accueilli des participants italiens, allemands, français, tunisiens, algériens et égyptiens pour un échange dans le cadre de l'action I du programme EuroMed Jeunesse à Hammam-Sousse.

Tunisie, Algérie, Égypte, Italie et France partagent une expérience unique sur la culture passée et actuelle de l'utilisation des olives. L'huile d'olive a toujours été utilisée dans plusieurs domaines: la nutrition, les médicaments, les soins et aussi à des fins religieuses et de défense. Toute la région méditerranéenne est également connue comme la terre de l'olive en raison de ses caractéristiques géographiques et climatiques uniques. La culture de l'huile d'olive apporte un message significatif d'unité, en particulier lorsque l'on considère cela dans une perspective transnationale entre les différentes cultures, religions et styles de vie. Historiquement, l'huile d'olive a été considérée comme un élément privilégié et sain, approprié aux héros (selon les Grecs et les Romains): à l'heure actuelle, le rôle de l'huile d'olive et celui de la culture de l'olivier ont changé et évolué, mais l'importance du message pacifique reste toujours le même entre les différentes populations.

Le projet Culture de l'olivier... culture de la paix a transformé ces aspects d'unité et de paix en réalité en encourageant les jeunes Européens et Nord-Africains à vivre et partager leurs façons de vivre ensemble dans un environnement serein et productif, tout en travaillant. Les participants se sont enrichis en vivant en Tunisie, en étudiant le thème de la paix liée à la nature et à la culture des oliviers. Tous les événements organisés au cours du projet (conférences, ateliers, groupes d'étude, visites culturelles et surprises) ont initié les participants à la culture tunisienne, à ses services sociaux, ses caractéristiques politiques et sociales tout en soulignant le thème de la révolution comme une source de nouveaux ponts de compréhension entre l'Europe et l'Afrique du Nord: la révolution devant simultanément être accompagnée par le concept d'évolution de la société.

POINT DE VUE

LES QUESTIONNEMENTS DES JEUNES DES DEUX RIVES AU THÉÂTRE

Entretien avec Sylvie Thienot, directrice du Théâtre du Bout du monde

Le spectacle Ulysse à l'ombre de l'olivier a réuni quarante jeunes autour de la mise en place d'une pièce de théâtre en commun à Nanterre et Paris. Quatre créations autour d'Ulysse étaient rassemblées dans une mise en scène commune. En marge des représentations, les jeunes participaient à des ateliers portant sur l'environnement, la vidéo, la bande dessinée et le conte.

Quels ont été les sujets abordés et les débats suscités par le thème de la pièce de théâtre ? Quels différences et points communs majeurs sont identifiables ?

Les deux thèmes ou axes de réflexion principaux du spectacle *Ulysse à l'ombre de l'olivier* portaient à la fois sur :

- le mythe du « retour » au pays (quête de son identité, de ses repères et valeurs, attitudes face aux obstacles de la vie, le bilan sur ses aventures...);
- la thématique de l'olivier en Méditerranée comme symbole de paix, croissance économique et agricole et son ombre protectrice.

Les points communs majeurs ont été, pour les trois groupes algérien, tunisien et grec, un jeu corporel et une scénographie sur l'espace créé par l'ombre de l'olivier transformé en aire de jeux pour les adolescents. Les metteurs en scène ont laissé aux jeunes la possibilité de « jouer » de « s'exprimer » dans cet espace protégé des attaques extérieures, qu'elles soient d'ordre économique (Grèce), politiques, économiques philosophiques ou culturelles. Cet espace représentait à la fois un cadre et une liberté pour la parole, le corps et l'imaginaire des adolescents. Cela a donné lieu à des parallèles étonnants entre ces trois groupes, ponctués régulièrement par les entrées et sorties du groupe d'adolescents français.

Le groupe français de Nanterre a joué à partir d'une trame narrative écrite sur le départ à la guerre d'Ulysse, son retour à Ithaque et la longue attente de Pénélope. Les deux personnages reflétaient le manque de liberté des hommes ou des femmes face au pouvoir et à la société et l'horreur de la guerre : Pénélope, femme dépendant du désir des autres, du pouvoir des hommes, et Ulysse, obligé de partir à la guerre malgré son désir de rester près de sa femme et de son nouveau-né Télémaque. La trame narrative tissait un fil entre les quatre groupes en s'intercalant entre chaque présentation avec des images fortes telles que le cyclope poursuivi par Ulysse, le bateau d'Ulysse assailli par les sirènes, Pénélope tissant ou bien encore la naissance de Télémaque.

Les Algériens et les Tunisiens avaient en commun de parler des maux dont souffre leur pays respectif – violence, oppression, intolérance, corruption –, et de la peur qui habite la population depuis des années. La création tunisienne de Fatma Felhi, *Les Cils de la terre*, donnait la parole aux jeunes qui ont évoqué par des symboles forts à la fois le potant de Ben Ali et de sa famille, la corruption, les atteintes à la liberté et l'éveil du désir et de la sexualité. L'arbre (ombre portée sur le sol) représentait le pays meurtri, secoué mais aussi invulnérable, et les tissus colorés de chaque jeune servaient à la fois pour récolter des olives, cacher son visage et son corps, se protéger du froid ou des agressions extérieures. Les adolescents tunisiens ont bravé la révolution et expriment leurs peurs (« moi j'ai peur d'un jour où voulant chanter, quelqu'un me dirait de me taire de peur de réveiller le chien » ; « moi j'ai peur à l'idée

d'aller faire un tour et de me perdre en chemin»; « moi j'ai peur du jour où je me réveillerai et de trouver quelqu'un d'autre à ma place»).

De même, les Algériens (association SOS Bab El Oued), avec le spectacle *Vis et laisse les autres vivre*, mis en scène par Djamel Guermi, nous ont proposé des improvisations corporelles autour des années de terreur qui ont traumatisé les Algériens dans les années 1990. Le spectacle révélait aussi la force de la jeunesse pour surmonter les obstacles et prendre son avenir en main – à l'image d'Ulysse faisant face avec courage aux épreuves. Il convient de souligner que l'association SOS Bab El Oued cherche à donner aux jeunes qui la fréquentent une réflexion personnelle loin de toute influence.

Le groupe grec, dirigé par Esther André Gonzalez, est parti d'un texte de Dimitri Dimitriadis intitulé *Les Homérides*. Ce texte sur le questionnement incessant de soi-même et la place de l'homme dans le monde servait de fond sonore aux improvisations des jeunes filles du collège musical Ilion. Il était ponctué par leurs instruments, des mouvements corporels lents, et des gestuelles proches du rituel (enrouler une pelote de laine, goûter l'eau avec sa main). Un écran vidéo reflétait les ombres de ces jeunes filles jouant avec des balles ou se coiffant à l'ombre des branches et feuilles tremblantes d'un olivier (jeunesse et vieillissement combinés). La crise économique vécue par la Grèce était aussi présente dans le spectacle présenté par la Cie Freak Lab, car les jeunes filles ont exprimé leurs déceptions, leurs craintes face à l'avenir de leur pays, l'une d'elles ayant même déclaré vouloir quitter la Grèce et ne plus jamais y revenir.

Peut-on identifier une influence du Printemps arabe sur les thèmes ou les moyens d'expression utilisés ?

L'influence du Printemps arabe a bien sûr permis de libérer la parole de ces jeunes avides de s'exprimer après des années d'oppression sur leurs désirs de prendre leur destin en mains en adoptant les valeurs universelles de la démocratie et leurs craintes de se faire voler leur révolution. Ces révolutions ont réveillé plusieurs choses :

- l'attachement des jeunes à des valeurs et mythes communs, et notamment le vivre ensemble et le partage des idées et projets, mais en assumant les contradictions et les différences culturelles ;
- leurs aspirations à une véritable démocratie qui n'imité pas le modèle occidental mais qui intègre les valeurs telles que l'humanisme, le respect du patrimoine matériel et immatériel, la liberté de conscience, tolérance et respect de l'autre ;
- leur attachement à leur pays incluant les valeurs du « courage » pour le protéger des assauts, des oppressions, des corruptions, de la mauvaise gouvernance ;
- leur souhait de valoriser les ressources naturelles du pays (l'olivier en Méditerranée) et les ressources halieutiques, symbolisées par les poissons, dans le projet *Ulysse à l'ombre de l'olivier* ;
- leurs craintes face aux critiques à l'encontre des musulmans en général et les peurs des populations européennes face à l'immigration.

Ils expriment aussi dans leurs créations leurs souhaits de ne pas subir de pressions des milieux conservateurs (Algérie/Tunisie) ou politiques/économiques liés à la crise (Grèce).

En savoir plus sur le projet : http://compagnie-tbm.blogspot.fr/2011_11_01_archive.html

Recommandations pour une évolution

ESTHER GELABERT

La conférence de Lyon du 10 février 2012, organisée par l'INJEP (Agence française du programme européen Jeunesse en action [AFPEJA], SALTO-Youth EuroMed et Centre d'assistance technique et stratégique pour les agences méditerranéennes [CATSAM]), et l'université Lyon II sur le thème « Jeunesses euro-méditerranéennes: de l'indignation à l'engagement » a donné lieu à la présentation de différentes préconisations pour l'amélioration de la situation actuelle de la jeunesse dans les domaines de la participation de l'éducation et de l'employabilité. Ces recommandations ont été élaborées collectivement par quelque cinquante professionnels de jeunesse des rives nord et sud de la Méditerranée, lors d'un séminaire préparatoire. Elles peuvent être séparées en deux thèmes principaux : participation, éducation non formelle et employabilité d'une part ; société de l'information et économie du savoir d'autre part.

9 RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PROFESSIONNELS DE JEUNESSE

- Construire une coopération durable entre tous les acteurs (y compris le secteur privé) impliqués dans l'environnement social des jeunes.
- Soutenir l'esprit d'entreprise des jeunes dans l'espace EuroMed.
- Adapter/renforcer un cadre visible pour l'éducation non formelle qui soutienne le volontariat et l'employabilité au niveau euro-méditerranéen.
- S'assurer de la pérennité des organisations non gouvernementales jeunesse.
- Promouvoir la valeur ajoutée/la reconnaissance des compétences acquises dans le cadre de l'éducation non formelle en EuroMed.
- Promouvoir l'accès universel à l'information à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).
- Garantir la libre circulation des informations et le partage de connaissances.
- Soutenir l'innovation et l'économie de la connaissance.
- Encourager une approche critique des NTIC.

Durant la conférence publique du 10 février, ces recommandations ont été discutées par les participants – cadres associatifs, décideurs, chercheurs, universitaires, experts et opérateurs des programmes européens des deux rives de la Méditerranée en lien avec la jeunesse, l’emploi et la promotion de la vie associative civile, au niveau régional, national et européen. Ceux-ci ont accueilli favorablement les recommandations quant à la participation, l’apprentissage et l’employabilité, recommandations dont ils ont souligné la pertinence. Ils ont apporté des réflexions concrètes permettant d’améliorer leur impact et leur efficacité ainsi qu’une réflexion sur la manière de les incorporer dans les transitions que connaît actuellement la zone EuroMed. Ils ont suggéré différentes stratégies clés pour permettre leur succès et leur diffusion maximale tout en proposant des pistes pour élargir le champ d’action et les défis majeurs.

L’un des rendus finaux de cette conférence a été l’inclusion de recommandations des professionnels de jeunesse EuroMed, développées pendant le séminaire, dans le plan d’action sur la « reconnaissance du travail de jeunesse et de l’éducation/apprentissage non formelle dans le domaine de la jeunesse » du Conseil de l’Europe. Ce plan d’action en identifie plusieurs qui devraient être soutenues et lancées au niveau du travail et des politiques de jeunesse sur ce thème. Il cherche à établir des stratégies coordonnées de moyen et long termes pour la reconnaissance du travail de jeunesse et de l’éducation non formelle, avec l’implication de divers acteurs des différents secteurs concernés.

Le tableau suivant résume les actions proposées par les professionnels de jeunesse pour renforcer la participation, l’éducation non formelle et l’employabilité après le Printemps arabe ainsi que le point de vue des décideurs politiques pour les consolider et les rendre réalisables. Ces recommandations ont donc été incluses dans le plan d’action envisagé par le Conseil de l’Europe.

Participation, éducation non formelle et employabilité		
La vision des professionnels de jeunesse : recommandations et actions		Considérations des décideurs politiques
1. Construire une coopération durable entre tous les acteurs de jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> – Sensibiliser à la nécessité de collaborer pour le développement de stratégies ou d'actions sociales de jeunesse. – Développer l'échange de bonnes pratiques à propos de modèles de partenariat et de stratégies d'emploi efficaces. 	<ul style="list-style-type: none"> – Une des conditions de succès du soutien à la jeunesse est la mise en place de coalitions avec les territoires locaux. – Ces coalitions de soutien doivent reposer sur chaque niveau : local, régional, national et européen.
2. Soutenir l'esprit d'entreprise des jeunes dans l'espace EuroMed	<ul style="list-style-type: none"> – Élargir l'offre de programmes de renforcement des capacités. – Mise en place de programmes facilitant la création d'entreprises. – Créer un environnement propice à l'entrepreneuriat. 	<ul style="list-style-type: none"> – La formation devrait être ouverte à tout jeune avec un profil d'entrepreneur, pas seulement à ceux ayant bénéficié d'une éducation formelle. – Des actions spécifiques favorisant les initiatives de jeunesse ou de microbusiness sont fondamentales pour la création d'emplois. – Des mesures additionnelles de soutien doivent être proposées à ceux qui n'ont pas l'esprit entrepreneurial, aux moins favorisés.
3. Adapter/renforcer un cadre visible pour l'éducation non formelle (ENF) qui soutienne le volontariat et l'employabilité au niveau euro-méditerranéen	<ul style="list-style-type: none"> – Définir des critères et indicateurs d'ENF soulignant les compétences clés. – Soutenir la diffusion de bonnes pratiques, notamment celles susceptibles d'être reproduites et durables. 	<ul style="list-style-type: none"> – La reconnaissance du travail de jeunesse formel et de l'apprentissage non formel est fondamentale pour stimuler la société civile. – Une approche basée sur la compétence est souhaitable. – La reconnaissance des compétences devrait être étendue aux travailleurs de jeunesse et aux volontaires.
4. S'assurer de la pérennité des ONG jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> – Fournir des programmes de renforcement des capacités aux ONG. – Promouvoir des schémas de coopération entre secteur privé et ONG. 	<ul style="list-style-type: none"> – Le soutien devrait englober toute ONG soutenant la jeunesse dans son programme. – Les mouvements et plateformes de jeunesse et de la société civile devraient aussi bénéficier de ce soutien.
5. Promouvoir la valeur ajoutée/la reconnaissance des compétences acquises dans le cadre de l'éducation non formelle en EuroMed	<ul style="list-style-type: none"> – Encourager l'utilisation d'outils de reconnaissance des compétences, Youth Portfolio, Youthpass. – Encourager les acteurs concernés à reconnaître les compétences acquises à travers un apprentissage non formel ainsi que les outils formels de reconnaissance des jeunes comme des travailleurs sociaux. 	<ul style="list-style-type: none"> – La reconnaissance a trois dimensions : sociale, politique et formelle (portfolio...). Il s'agit d'atteindre un équilibre entre elles. – L'éducation est un continuum et il est fondamental d'aller au-delà de la dichotomie de l'apprentissage à/en dehors de l'école.

Les conditions d'une politique d'*empowerment*¹

JEAN-CLAUDE RICHEZ, FRANCINE LABADIE, CHANTAL DE LINARÈS

La nouvelle donne aussi bien à l'échelle internationale, régionale ou locale amène à réfléchir à de nouvelles pistes d'action, à élargir, renouveler et renforcer le champ des problématiques investies par la coopération euro-méditerranéenne, centrée à ce jour essentiellement sur la compréhension mutuelle entre les jeunes, la lutte contre les stéréotypes et les préjugés. Ce renouvellement était déjà en partie esquissé par le programme EuroMed IV qui met en avant la promotion de la citoyenneté active des jeunes et introduit un volet solidarité. La mise en œuvre de ces axes ne doit cependant pas négliger la dimension essentielle du dialogue interculturel qui passe nécessairement par la prise en compte de l'altérité. Une politique d'*empowerment* demande aujourd'hui le recours à trois leviers: favoriser l'autonomie des jeunes, conforter leur place dans la société, développer les logiques démocratiques. Actionner ces leviers suppose cependant des points d'appui, nous en distinguerons deux: formation et emploi.

Le mouvement révolutionnaire a imposé à l'agenda politique le premier préalable au développement de toute politique d'*empowerment*, celui de la *reconnaissance des libertés fondamentales*. Elle se matérialise notamment dans le développement de la mobilité, de l'interculturalité et de la promotion des jeunes filles et jeunes femmes. C'est là un préalable à toute politique d'*empowerment* de la jeunesse qui implique aussi de conforter la place des jeunes dans la société et de développer des logiques citoyennes en les outillant. Tout ceci restera cependant littérature si l'accès à l'emploi et l'adaptation des systèmes de formation aux réalités de la région ne sont pas favorisés.

Libertés individuelles: mobilités, interculturalité et promotion des jeunes filles et jeunes femmes

Mobilités

La mobilité est une aspiration forte des jeunes tant au Nord qu'au Sud. Elle est au Nord fortement encouragée à la fois dans une logique de développement d'une citoyenneté européenne mais aussi d'employabilité. Elle est en revanche fortement contrôlée et limitée

1. Cet article est extrait de *Youth empowerment dans l'espace euro-méditerranéen*, INJEP/SALTO-Youth, coll. « Euromed studies and research », n° 5, février 2012.

du sud vers le nord notamment à travers le régime des visas. Les mobilités sont pourtant un levier important d'empowerment dans la construction de la personnalité, la consolidation du développement personnel et professionnel comme dans l'apprentissage de l'altérité dans un contexte quelquefois défavorable parce que nourri de racisme, d'antisémitisme et de xénophobie, du passif des héritages coloniaux. En ce qui concerne les mobilités sud-nord, comme le souligne le rapport de Patrick Karam : « Si bien évidemment il ne saurait être envisageable ni réaliste de généraliser la mobilité nord-sud et de l'ouvrir à tout-va en raison de l'ampleur de la demande de jeunes désireux d'immigrer, on ne saurait se satisfaire d'une limitation de la mobilité à un faible nombre de jeunes issus, de plus, d'un milieu culturel et financier favorisé qui donne l'image d'une Europe forteresse, exagérément élitiste, incapable de s'adresser au plus grand nombre². »

Interculturalité

L'interculturalité renvoie à une double réalité : la globalisation et les conséquences générées par ce processus comme la construction européenne, les migrations et l'héritage de sociétés multi-ethniques et multiconfessionnelles tant au Sud qu'au Nord. Des tensions au Nord existent avec les migrations et l'accueil de populations étrangères mais aussi avec le processus de construction européenne et les difficultés engendrées par les « minorités » dans différents pays dont celui transnational des Roms. Au Sud ce sont la question berbère dans l'ensemble du Maghreb, la question kurde en Turquie et en Syrie, le caractère multiconfessionnel du Liban mais aussi de la Syrie et de l'Égypte avec ses 10% de coptes.

L'interculturalité est partie prenante de tout processus d'empowerment en ce qu'elle vise d'abord à favoriser la communication, la négociation et le vivre ensemble au-delà des frontières. Elle participe de la construction de règles réciproques de reconnaissance entre les différentes cultures et identités. Elle présuppose la reconnaissance de *l'autre* dans un rapport d'égalité.

L'interculturalité a été depuis ses origines (1995) l'un des axes privilégiés du programme EuroMed Jeunesse qui a pour objectif fondamental de promouvoir le renforcement de la compréhension et du dialogue entre les jeunes grâce à des actions de mobilités et d'échange³.

Promotion des jeunes filles et jeunes femmes⁴

Les femmes sont très présentes sur les rives méridionales et orientales de la Méditerranée mais pas avantagées, qu'il s'agisse de leur participation économique (taux de 17%, l'un des plus bas du monde⁵), de leur statut personnel sur le plan du droit, à l'exception de la Tunisie⁶, ou encore de leur accès à l'éducation (au début du siècle, deux tiers des femmes étaient analphabètes dans la région⁷), même si, dans ce dernier domaine, des progrès considérables ont

2. KARAM P., *Coopération euro-méditerranéenne en matière de jeunesse*, rapport au ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, INJEP, 2011, p. 53.

3. COMMISSION EUROPÉENNE, « Le dialogue interculturel dans les programmes de l'Union européenne », DG Éducation et culture, 2008, p. 44.

4. CHARAFEDDINE F., « Savoir, culture : le statut de la femme dans le monde arabe », UNESCO, 2004 ; « Le rapport arabe sur le développement humain », bureau régional des pays arabes, PNUD, 2003 ; « Les développements économiques et sociaux dans la région de l'ESCWA 1994-1997 », Nations unies, 1998 ; « Le genre social et la mondialisation, la participation économique de la femme arabe pour la formation et la recherche », CAWTAR, 2002.

5. ESCWA/CAWTAR, 1998.

6. La Tunisie est par ailleurs le premier pays à imposer une stricte parité homme/femme à l'occasion de l'élection de l'assemblée d'octobre 2011.

7. « Femmes et hommes dans la région arabe : un portrait statistique », Nations unies, 2000.

été enregistrés. Ces inégalités ont été confortées pendant la période coloniale et perdurent aujourd'hui. Ceci ne veut pas dire que ces pays sont étrangers à toute problématique de l'émancipation de la femme. Dès 1899 était publié au Caire le livre de Kassem Amin, *L'émancipation des femmes*⁸, et la question a été portée alors par les promoteurs de la Renaissance arabe (*Nahda arabia*). Les femmes ont joué un rôle certain dans les mouvements nationaux⁹ et ont été très présentes dans le Printemps arabe d'aujourd'hui. Toutes ces inégalités ne renvoient pas seulement au droit, à l'équité et à la justice mais elles sont aussi des enjeux pour une politique de développement comme l'ont mis régulièrement en évidence les rapports du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'empowerment des jeunes ne saurait se faire sans prendre en compte les jeunes filles et les jeunes femmes.

S'outiller pour conforter la place des jeunes dans la société

Le soutien aux associations de jeunes et mouvements de jeunesse

L'association est un élément constitutif de la société civile aux côtés notamment des organisations syndicales, des organisations non gouvernementales, des organisations intégrant les citoyens dans la vie locale comme le rappelle le livre blanc sur la gouvernance européenne. C'est un acteur fondamental de la forme démocratique, même si elle n'est pas démocratique en soi car toute association n'est pas nécessairement civique¹⁰. Ce soutien trouve naturellement son prolongement dans le soutien à la formation de jeunes leaders.

L'espace public se construit autour du débat politique, la société civile se structure à travers associations, syndicats, corporations, fondations... La question de ceux qui animent ces cadres, prennent des responsabilités est un enjeu essentiel. Les jeunes ont souvent du mal à se faire une place, à accéder à des fonctions de responsabilité. À travers le développement d'un programme Jeunes leaders, il s'agit d'identifier et de promouvoir des jeunes ayant du talent, une reconnaissance dans leur domaine professionnel et un engagement politique, syndical ou associatif afin de développer une conscience partagée autour de ce qui peut renforcer la valeur démocratique dans l'espace euro-méditerranéen en tenant compte des héritages spécifiques de chacun et en les croisant.

Ce programme Jeunes leaders pourrait se décliner à la fois à travers des séquences de formation, des rencontres entre jeunes responsables des deux rives de la Méditerranée et de toute l'Europe, permettant de construire ensemble des perspectives d'avenir autour des principaux enjeux de nos sociétés et de créer du lien, de s'engager sur des sujets d'intérêt général euro-méditerranéens en relation avec les défis de notre temps tels qu'ils ont été posés par les jeunes à travers les grandes mobilisations tant au Sud qu'au Nord. Au-delà de la formation de jeunes leaders, la formation de professionnels de jeunesse est également un enjeu important dans le processus de consolidation des mouvements de jeunesse.

La formation de professionnels de la jeunesse

L'empowerment des jeunes passe également par le développement par le travail de jeunesse qui vise à multiplier les opportunités pour que les jeunes aient prise sur leur propre avenir.

8. AMIN K., *L'émancipation des femmes*, Librairie Al-Taracki, Le Caire (Égypte), 1899, cité dans CHARAFEDDINE F., *op. cit.* En Tunisie mouvement analogue avec Tahar Haddad (1899-1935).

9. Voir par exemple le classique de M'RABET F., *Les Algériennes*, Maspero, Paris, 1967.

10. Voir CAILLÉ A., LAVILLE J.-L., « Association, démocratie et société civile. Introduction », *La revue permanente de Mauss*, décembre 2007 (www.journaldumauss.net).

Le travail de jeunesse appelle des professionnels de jeunesse qualifiés qui sont par ailleurs des acteurs essentiels aux côtés des élus dans le processus d'élaboration de politiques publiques de jeunesse, un des côtés du fameux triangle proposé par le « Youth Partnership » qui comprend les décideurs politiques, les chercheurs et les professionnels de jeunesse. Leur formation est un enjeu décisif dans la mise en œuvre de politiques d'empowerment des jeunes. Elle concerne tous les niveaux, de l'animateur jeune (travailleur de jeunesse) aux responsables de réseaux travaillant en direction de la jeunesse ou de chefs de service jeunesse dans l'administration des collectivités territoriales ou des administrations d'État, dans l'esprit de ce qui a été engagé par le plan de coopération et de formation (Training and Cooperation Plan: TCP) du programme Jeunesse en action et EuroMed.

Développer les logiques citoyennes

L'éducation à la citoyenneté, citoyenneté active et soutien à l'engagement volontaire des jeunes

Il est tout d'abord nécessaire de promouvoir la citoyenneté active des jeunes comme cela est esquissé dans le programme EuroMed IV et comme le rappelle l'Union européenne à l'occasion de la proclamation de l'année 2011 comme Année européenne du volontariat et du bénévolat.

L'exercice de la citoyenneté est partie prenante du processus d'empowerment. De façon classique la citoyenneté se définissait à travers l'exercice des libertés fondamentales (presse, expression, rassemblement, association), de la participation politique (droit de vote, éligibilité) et plus récemment des droits sociaux. Aujourd'hui la citoyenneté se définit aussi et surtout dans une logique d'empowerment à travers la volonté d'être acteur, acteur d'engagements multiformes répondant à son idéal propre et comme coproducteur de la société à travers ses engagements comme acteur. Notre société, et en particulier les jeunes, aspire à une démocratie plus participative. L'éducation à la citoyenneté est à la fois apprentissage de ses conditions formelles mais aussi engagements dans des dispositifs de participation (conseils de jeunes, parlements de jeune) et surtout apprentissage à travers son exercice même dans l'action, à travers volontariat et bénévolat.

Encourager la participation des jeunes et le soutien aux initiatives ou la participation par l'action

Les révolutions arabes comme le mouvement des Indignés et autres mobilisations de ce type, qui ont récemment secoué l'Europe, ont montré que les jeunes aspiraient à prendre une part active à la vie de la Cité; cela oblige à aller au-delà du constat qui est parfois fait d'un certain désengagement tant au Nord qu'au Sud vis-à-vis de la participation politique dans ses formes classiques. Cette aspiration et ces mutations sont par ailleurs attestées par nombre d'études concernant les valeurs des jeunes Européens¹¹.

La participation des jeunes est aujourd'hui l'un des axes politiques privilégié par l'Union européenne dans la continuité notamment de la résolution du conseil des ministres chargés de la jeunesse du 8 février 1999 qui invitait les États membres à « promouvoir la participation politique des jeunes, notamment en contribuant à la création de parlements représentatifs des

11. Voir par exemple REYNIÉ D., *Enquête : 2011, la jeunesse du monde*, Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), Paris, 2011.

jeunes au niveau local, régional et national ; encourager la participation des enfants à des organisations et associations gérées démocratiquement ». La participation est aussi un des principes directeurs de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant. La Convention reconnaît aux enfants (définis comme étant des êtres humains de moins de 18 ans) le droit de prendre part aux décisions les touchant. Ces principes sont fortement portés dans la région MEDA par l'UNICEF pour les moins de 18 ans et repris à des degrés divers par les différents États.

Les enfants et les jeunes représentent une partie importante de la société civile. Leurs compétences peuvent être utiles à leur société. Les jeunes qui ont l'occasion d'exprimer leur savoir, leurs vues et leur créativité ont la chance d'acquérir des aptitudes pratiques essentielles, touchant par exemple à l'analyse de problèmes, la prise démocratique de décisions, la recherche de solutions viables et leur mise en application. À travers la participation, les enfants et les jeunes se voient offrir des occasions d'apprendre et de pratiquer la démocratie à toutes les étapes de leur développement.

Les actions préconisées sont donc d'institutionnaliser des mécanismes de participation des jeunes tant au niveau local que régional ou national à travers conseils nationaux de la jeunesse, conseils locaux de jeunes, parlements de jeunes, conseils de la vie lycéenne, comités de jeunes, associations de jeunes.

Aux fondements: accès à l'emploi et adaptation des systèmes de formation

Emploi et formation sont deux enjeux au cœur de toute politique d'empowerment. Ils ont déjà été largement identifiés tant par des organismes internationaux que par l'Union européenne, voire certains gouvernements de la région. La mise en œuvre des engagements proclamés comme nécessaires apparaissent plus que jamais à l'ordre du jour.

Les questions d'emploi et d'éducation sont intrinsèquement liées. Les grands objectifs de ce que devrait être une politique de l'emploi et de l'éducation pour les jeunes au niveau euro-méditerranéen ont été posés de façon pertinente dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée dès 2008 par la conférence des ministres de l'emploi et du travail. Ces objectifs sont restés lettres mortes mais toujours d'actualité et sont un préalable pour toute politique d'empowerment de la jeunesse.

Rappelons pour mémoire les principaux objectifs fixés par cette conférence visant à « intégrer davantage les jeunes dans des emplois productifs et formels¹² » :

- garantir l'égalité d'accès à une éducation de qualité à tous les niveaux pour les étudiants de sexe masculin et féminin d'ici 2015 ;
- faciliter le passage de l'école au travail ;
- réduire l'inadéquation entre, d'une part, l'éducation et les aspirations professionnelles des jeunes (notamment vers le service public) et, d'autre part, les besoins du marché du travail ;
- donner la priorité au développement et à l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle en rendant celle-ci plus attrayante pour les jeunes et en s'attachant plus particulièrement à soutenir « par le renforcement de leurs capacités professionnelles, les jeunes ayant des difficultés d'insertion sur le marché du travail¹³ ».

12. « Conclusions de la première conférence euroméditerranéenne de l'emploi et du travail », processus de Barcelone, Union pour la Méditerranée, Marrakech (Maroc), 9-10/11/2008 (eeas.europa.eu/.../conf/employment_health_conclusions_1108_fr.pdf), annexe pp. 11-12.

13. *Ibid.* p. 10.

Le même document insistait par ailleurs sur la nécessité d'« élaborer une stratégie intégrée pour transformer l'emploi informel en emploi formel qui intéresse en tout premier lieu les jeunes ainsi que sur la gestion de la migration de la main-d'œuvre compte tenu *des besoins des marchés du travail des deux côtés de la Méditerranée* [souligné dans le texte] ».

Ces objectifs et la nécessité d'une stratégie intégrée restent à l'ordre du jour. Dans une logique d'empowerment, l'entrepreneuriat des jeunes est également un axe de travail important.

Le soutien à l'entrepreneuriat

Le soutien à l'entrepreneuriat, et en particulier chez les jeunes, est aujourd'hui un axe important de travail de la Commission européenne à travers notamment la Stratégie Europe 2020¹⁴. Pour le Forum européen de la jeunesse, « la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes constitue une autre option pour combler le vide entre l'éducateur et le marché du travail, elle favorise l'autonomie des jeunes et la participation dans leurs communautés ». Il apparaît comme une réponse possible à la question de l'accès à l'emploi, comme mode alternatif à l'amorce de leur carrière. Elle peut offrir pour des jeunes confrontés au chômage « d'être actifs sur le marché du travail, de gagner un revenu et de réaliser leur potentiel ». Pour le forum cette démarche va « de pair avec le renforcement des capacités des jeunes et des organisations de jeunesse »¹⁵.

Sur les rives sud et orientales de la Méditerranée le soutien à l'entrepreneuriat apparaît aussi comme une réponse possible à la question de l'économie informelle, de la recherche d'un emploi dans la fonction publique ou de l'émigration pour les jeunes diplômés. Il est considéré comme un moyen de développer la capacité des jeunes à agir, à valoriser leurs compétences et il est censé remédier à la faiblesse du tissu de PME, voire constituer un élément important de transformation du rapport au travail. Des expériences menées à ce jour autour de l'entrepreneuriat, en particulier dans des programmes de développement local, montrent toutefois qu'il n'y a de changement structurel que si les projets sont véritablement portés par l'adhésion à des valeurs citoyennes et une conscience critique¹⁶. Il faut retenir dans ce champ l'importance du tutorat, sa nécessaire articulation avec des modes de financement à travers le micro-crédit, le non-contrôle par le système bancaire de ces crédits...

Conclusion

Que les attentes des jeunes de la rive sud s'inscrivent dans des contextes bien différents de ceux de leurs congénères de la rive nord signifie qu'il faut être attentif à ne pas imposer une vision « du Nord ». L'enjeu est donc bien d'accompagner au mieux ces jeunes du Nord et du Sud aux itinéraires différenciés vers des situations démocratiques nouvelles, enrichies des engagements, des richesses, de l'imagination des jeunes de la rive sud qui ont à inventer leur vivre ensemble, à condition qu'ils puissent développer des compétences, des désirs, à condition qu'ils puissent avoir du pouvoir sur leur vie personnelle et collective. Aujourd'hui, c'est au cœur de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée que peut s'inventer un nouvel horizon générationnel. L'empowerment, en ce sens, est bien au service de la construction d'un avenir non pas commun mais partagé.

14. « Donner un visage à l'entrepreneuriat des jeunes », communiqué de presse, Bruxelles (Belgique), 31/5/2011 (www.youthforum.org).

15. *Ibid.* Déclaration du président du forum européen de la jeunesse, Peter Matjasic.

16. Voir les conclusions de WILLIAM A., *Types et processus d'empowerment dans les initiatives de développement économique et communautaire au Québec*, thèse université de Laval, Québec (Canada), 2002; ELYACHAR J., « Finance internationale, micro-crédit et religion de la société civile en Égypte », *Critique internationale*, n° 13, octobre 2001, pp. 139-152.

Bibliographie

BEN NEFISSA S., *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, CNRS éditions, Paris, 2002.

BENSLAMA F., *Soudain la révolution! De la Tunisie au monde arabe: la signification du soulèvement*, Denoël, Paris, 2011.

BOZZO A., LUIZARD P.-J., *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, La Découverte, coll. «Textes à l'appui», Paris, 2011.

Confluences Méditerranée, «Révoltes arabes: premiers regards», n° 77, 2011/2.

COURBAGE Y., TODD E., *Le rendez-vous des civilisations*, Le Seuil, coll. «La République des idées», Paris, 2007.

EuroMed Youth III Programme: introducing youth policies in the mediterranean partner countries in brief, EuroMed-INJEP, Paris, 2009, 21 p.

FARGUES PH., *Génération arabe. L'Alchimie du monde*, Fayard, Paris, 2000.

«Investing and empowering in youth», Commission de la Communauté européenne, Bruxelles (Belgique), 27/04/2009 (www.ec.europa.eu/youth/.../eu_youth_strategy.pdf).

«Les jeunes: un atout sous-estimé. Vers un nouvel ordre du jour pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord», Banque mondiale, Washington DC (États-Unis), septembre 2007.

KARAM P., *Coopération euro-méditerranéenne en matière de jeunesse*, rapport au ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, INJEP, Paris, 2011.

REYNIÉ D., *Enquête: 2011, la jeunesse du monde*, Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), Paris, 2011.

PICAUDOU N., *L'Islam entre religion et idéologie. Essai sur la modernité musulmane*, Gallimard, coll. «NRF essais», Paris, 2010.

STORA B., PLENEL E., *Le 89 arabe: réflexions sur les évolutions en cours*, Stock, coll. «Un ordre d'idées», Paris, 2011.

VAN DE VELDE C., *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses universitaires de France, coll. «Le lien social», Paris, 2008.

«Youth: investing and Empowering», résolution du 27 novembre 2009 des 27 ministres de la Jeunesse de l'Union européenne, Commission de la Communauté européenne.

Sur ce thème, l'INJEP vous propose

■ Revue *Agora débats/jeunesses*

BOUTALEB A., « Jeunes et carrières publiques en Égypte », n° 52, 2009.

■ Collection « Débats Jeunesses »

BIDART C. (dir.), *Devenir adulte aujourd'hui ; perspectives internationales*, 2006.

BREVIQUERI M., CICCHELLI V. (dir.), *Adolescences méditerranéennes. L'espace public à petits pas*, 2007.

■ Collection des « Cahiers de l'action »

BIER B., FOURNIER C., *Culture, cultures : quelle(s) pédagogie(s) de l'interculturel*, n°s 24-25, 2009.

■ Collection « Les publications de l'INJEP »

COLLECTIF, *Avoir 20 ans dans 20 ans en Méditerranée*, 2000.

■ Publications du centre de ressources SALTO-Youth EuroMed*

Collection « Guides pratiques »

Comment réaliser un projet SVE dans la région EuroMed ?

BOARIA M., *Formation et mise en réseau*.

BOARIA M., BENSALAM N., *Green skills*.

BOWYER J. *Outils d'apprentissage*.

Comment créer et développer ?

OHAMA Y., *Échanges de jeunes EuroMed*.

Collection « Études et Recherches »

GÖKSEL A., *Le volontariat et le service volontaire dans le contexte euro-méditerranéen*.

Soutenir l'apprentissage. Les formations de longue durée en EuroMed.

Le contexte géopolitique des jeunes méditerranéennes : la prise en compte de la sécurité humaine.

La jeunesse EuroMed et le développement durable.

« Youth empowerment » dans l'espace euro-méditerranéen.

Les outils pédagogiques dans l'éducation non formelle.

Collection « Bringing both sides together »

Magazine Meet'In EuroMed

Newsletter on Educational Tools

* Nous indiquons ici seulement les titres des publications en français dans les différentes collections du centre de ressources SALTO-Youth EuroMed. Pour la liste complète des publications, téléchargeables gratuitement, se reporter au site : www.salto-youth.net/rc/euromed/EMlibrary

RESSOURCES • RÉPERTOIRE DES SIGLES

AAMJ (Sahloul)	Association des amis de la maison de jeunes Sahloul	NTIC	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
AFPEJA	Agence française du programme européen Jeunesse en action	ONG	Organisation non gouvernementale
AIIESEC	Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales	PCPA	Programme concerté pluri-acteurs
AJMEC	Association des jeunes Méditerranéens pour les échanges culturels	PEJA	Programme européen Jeunesse en action
CATSAM	Centre d'assistance technique et stratégique pour les agences méditerranéennes	PEV	Politique européenne de voisinage
CDU	Christlich Demokratische Union (Union chrétienne démocrate)	PME	Petites et moyennes entreprises
ENF	Éducation non formelle	PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
FMRH	Fédération méditerranéenne des ressources humaines	PTM	Pays tiers méditerranéen
GREMMO	groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient	SALTO(Youth)	Support and Advanced Learning & Training Opportunities (soutien et opportunités de formation et d'apprentissage avancés)
IEVP	Instrument européen de voisinage et de partenariat	SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Parti sociale-démocrate)
JAMO	Jeunes ayant moins d'opportunités	SVE	Service volontaire européen
MENA	Middle East and North Africa (MOAN en français)	TCP	Training and Cooperation Plan
MEPI	Middle East Partnership Initiative	TOTEM	Training of trainers in EuroMed
MOAN	Du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA en anglais)	UE	Union européenne
MOM	Maison de l'Orient et de la Méditerranée	UPM	Union pour la Méditerranée
		USAID	United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international)

Ouvrages parus dans la collection

Cahiers de l'action: Jeunesses, pratiques et territoires

- 01** – *Des ressources pour l'engagement et la participation des jeunes*
Coordonné par Gérard Marquié, 2005 (épuisé)
- 02** – *La participation des jeunes à la vie publique locale en Europe*
Sous la direction de Valérie Becquet, 2005
- 03** – *Animation et développement social. Des professionnels en recherche de nouvelles compétences*
Sous la direction d'Annette Obin-Coulon, 2005
- 04** – *Les jeunes dans la vie locale: la participation par l'action*
Jean-François Miralles, Julien Joanny, Éva Gaillat, Olivier Andrique, 2006
- 05** – *Espaces populaires de création culturelle. Enjeux d'une recherche-action situationnelle*
Hugues Bazin, 2006
- 06** – *Projets éducatifs locaux: l'enjeu de la coordination*
Véronique Laforets, 2006
- 07** – *Vers l'éducation partagée. Des contrats éducatifs locaux aux projets éducatifs locaux*
Coordonné par Bernard Bier, 2006
- 08** – *Les conseils généraux, acteurs des politiques de jeunesse*
Coordonné par Bernard Bier et Jean-Claude Richez, 2006 (épuisé)
- 09** – *Les collectivités territoriales, actrices de l'éducation populaire. Conférence de consensus, Paris, 2006*
Coordonné par Nathalie Boucher-Petrovic, 2007
- 10** – *Accueillir les jeunes en milieu rural. Pour des territoires solidaires*
Mouvement rural de jeunesse chrétienne, 2007
- 11** – *Prévenir les ruptures adolescents-institutions. Réflexion sur la recherche-action*
Sous la direction de Joëlle Bordet, 2007
- 12** – *Enfants et jeunes nouvellement arrivés. Guide de l'accompagnement éducatif*
Coordonné par Clotilde Giner et Eunice Mangado (AFEV), 2007
- 13** – *L'action sociale et la fonction parentale. Héritage et renouveau*
Sous la direction de Florence Ovaere, 2007
- 14** – *S'informer pour s'orienter. Pratiques et parcours de jeunes*
Cécile Delesalle, avec la collaboration de Sophie Govindassamy (Vérès Consultants), 2007
- 15** – *Enfants à la colo. Courcelles, une pédagogie de la liberté*
Sous la direction de Jean-Marie Bataille, 2007
- 16** – *Éducation et citoyenneté*
Coordonné par Bernard Bier et Joce Le Breton, 2007
- 17** – *Villes éducatrices. L'expérience du projet de Barcelone*
Coordonné par Araceli Vilarrasa, Bernard Bier et Jean-Claude Richez, 2007
- 18** – *Le sujet écrivant son histoire. Histoire de vie et écriture en atelier*
Coordonné par Alex Lainé et Marijo Coulon, 2008
- 19** – *Coexist, une pédagogie contre le racisme et l'antisémitisme. Déconstruire les stéréotypes*
Joëlle Bordet, Judith Cohen-Solal, 2008
- 20** – *Territoires ruraux et enjeux éducatifs. La plus-value associative*
Fédération nationale des Foyers ruraux (FNFR), 2008

- 21** – *Structures d'animation en zones urbaines sensibles. L'exemple de la Communauté urbaine de Bordeaux*
Stéphanie Rubi, 2009
- 22** – *Jeunes, racisme et construction identitaire*
Bernard Bier, Joëlle Bordet, 2009
- 23** – *Construire une démarche d'évaluation partagée. Une expérimentation dans le Pas-de-Calais. Démarche coopérative du réseau DÈMEVA*
Coordonné par Mathieu Dujardin, 2009
- 24-25** – *Culture, cultures : quelle(s) pédagogie(s) de l'interculturel ?*
Coordonné par Bernard Bier et Clélia Fournier, 2009
- 26** – *Sortir du face-à-face école-familles*
Afev, ANLCI, Fnepe, Injep, 2009
- 27** – *La Réussite éducative. Un dispositif questionné par l'expérience*
Coordonné par Véronique Laforets, 2010
- 28** – *Jeunes mineurs en Associations. Quel impact sur leurs parcours ?*
Stéphanie Rizet, 2010
- 29** – *Politique locale de jeunesse : le choix de l'éducatif. Issy-les-Moulineaux*
Coordonné par Bruno Jarry, 2010
- 30** – *Pour une animation enfance-jeunesse de qualité. L'expérience du Calvados*
Coordonné par Natacha Blanc, 2010
- 31** – *Agir pour les enfants, agir pour les parents. L'expérience des Écoles des parents et des éducateurs*
Bernard Bier, Cécile Ensellem, 2011
- 32** – *Jeunes de quartiers populaires et politiques de jeunesse. L'expérience du Grand Ouest*
Chafik Hbila, 2011
- 33** – *L'accompagnement des jeunes ayant moins d'opportunités. L'exemple du programme Envie d'agir*
Brice Lesaunier, Laurence Gavarini (dir.), avec la collaboration de Caroline Le Roy, 2011
- 34** – *L'expérience du service civil volontaire à Unis-Cité : quels enseignements pour le service civique ?*
Valérie Becquet (dir.), 2011
- 35** – *Jeunes et médias : au-delà des clichés. Déconstruire les stéréotypes*
Coordonné par Mikaël Garnier-Lavalley et Marie-Pierre Pernette (ANACEJ), 2012
- 36** – *L'information des jeunes sur Internet : observer, accompagner. Expérimentation d'outils avec des professionnels de jeunesse*
Sous la direction de Cécile Delesalle et Gérard Marquié, 2012
- 37** – *Faciliter la transition vers l'emploi des jeunes : stratégies locales d'accompagnement*
Sous la direction d'Angélica Trindade-Chadeau, 2012
- 38** – *Les adolescents et la culture, un défi pour les institutions muséales*
Sous la direction de Chantal Dahan, 2013

CONTACTS

Rédaction

ANGÉLICA TRINDADE-CHADEAU
(directrice de la collection)
■ Tél. : 01 70 98 94 30
■ Courriel : trindade-chadeau@injep.fr

Vente

■ Tél. : 01 70 98 94 35
■ Courriel : publications@injep.fr
■ Boutique en ligne
<http://www.injep.fr/catalog/>

À découvrir également...

des ouvrages de référence sur la jeunesse

Agora débats/jeunesses est une revue de recherche en sciences sociales qui traite des questions de jeunesse et de politique de jeunesse.

Animée par un comité de rédaction ouvert à plusieurs disciplines et composé de chercheurs, d'universitaires et d'experts, la revue, au travers d'articles de recherche, entend approfondir la connaissance sur les jeunes, leurs situations, leurs modes de vie, leur environnement, les relations qu'ils entretiennent avec les autres générations.

Jeunesses : études et synthèses, présente en quatre pages les résultats des enquêtes et études sur les thèmes des pratiques et attentes des jeunes, ainsi que des politiques publiques de jeunesse. Ces études et enquêtes sont réalisées par, pour ou avec l'INJEP en tant qu'Observatoire de la jeunesse.

À La Documentation française

Olivier Galland, Bernard Roudet (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, octobre 2012.

Francine Labadie (dir.), *Inégalités entre jeunes sur fond de crise. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse*, décembre 2012.

En partenariat avec les éditions Autrement

Yaëlle Amsellem-Mainguy, Joaquim Timoteo, *Atlas des jeunes en France. Les 15-30 ans, une génération en marche*, août 2012.

■ Acheter un numéro

Sur notre boutique en ligne
(paiement sécurisé)

www.injep.fr/catalog/

Par téléphone, fax, ou courriel

Tél. : 01 70 98 94 35

Courriel : publications@injep.fr

■ S'abonner à la revue

Agora débats/jeunesses

Presses de Sciences Po

117, bd Saint-Germain, 75006 Paris

Tél. : 01 45 49 83 64

Fax : 01 45 49 83 34

www.pressessciencespo.fr

Tarif 2012 pour 3 numéros en France

Étudiants : 36 euros

Particuliers : 42 euros

Institutions : 45 euros

Contacts ■ Presse/chercheurs

Revue **Agora** ■ Yaëlle Amsellem-Mainguy, rédactrice en chef ■ Tél. : 01 70 98 94 19

■ Courriel : agora@injep.fr

Jeunesses : études et synthèses ■ Bernard Roudet, conseiller scientifique

■ Tél. : 01 70 98 94 29 ■ Courriel : roudet@injep.fr

Consultez tous les titres disponibles sur notre site web

www.injep.fr/publications

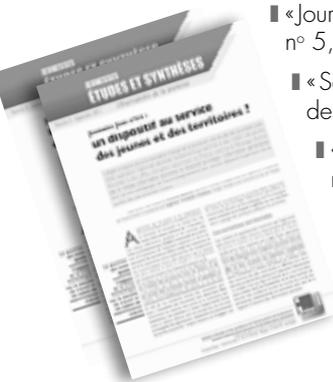
Agora débats/jeunesses



- Jeunes, « riches » et « pauvres ». Processus de socialisation — n° 53
- Jeunes & santé : entre actions publiques et comportements individuels — n° 54
- Le « moment école » : la vie en milieu scolaire comme expérience — n° 55
- Varia : regards sur la jeunesse de Mauger, de Singly, van Zanten, Darmon, Le Gall, Le Van, Peretti-Watel, Mucchielli, Sulzer — n° 56
- L'expérience de la discrimination : les jeunes et l'accès à l'emploi — n° 57
- Éducation populaire et intervention sociale — n° 58
- Mixité dans les activités de loisir. La question du genre dans le champ de l'animation — n° 59
- Jeunesse & sexualité : expériences, espaces, représentations — n° 60
 - L'habitat, le logement et les jeunes. Modes de logement, manières d'habiter — n° 61
 - Les jeunes vulnérables face au système d'aide publique — n° 62
 - La santé des 15-30 ans. Une lecture du baromètre santé — n° 63
 - Varia — n° 64

Prix : 17 euros à partir du n° 60.

Jeunesses : études et synthèses



- « Journées jobs d'été : un dispositif au service des jeunes et des territoires », n° 5, septembre 2011
- « Services civiques et volontariat des jeunes en Europe. Une attente des jeunes, des logiques différentes J », n° 6, décembre 2011
- « Bien manger, manger bien. Les jeunes et leur alimentation », n° 7, janvier 2012
- « Voter, ça les intéresse ? Participation électorale des jeunes et évolution du lien politique », n° 8, mars 2012
- « Orientation : les pratiques d'information des jeunes changent la donne », n° 9, juin 2012
- « Des vacances entre jeunes : partir en "colo" », n° 10, septembre 2012.
- « Revenus étudiants : de fortes disparités liées à la diversité des parcours », n° 11, novembre 2012.
 - La notion de compétence : du concept aux enjeux de mise en œuvre », n° 12, février 2013
 - Retour sur la présidentielle de 2012 : comment les jeunes ont-ils voté ? », n° 13, juin 2013

5 numéros : 20 euros • Téléchargeable gratuitement sur le site de l'INJEP.

